

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES MÉANDRES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU GOUVERNEMENT DE
LÉON BLUM FACE À LA GUERRE D'ESPAGNE ENTRE 1936 ET 1937

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

MAXIME AZNAR

JUIN 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pu être effectué sans le soutien de tant de gens que je tiens à remercier chèrement. Ces personnes ont joué un rôle d'une grande importance, non négligeable, dans l'accomplissement de ce mémoire. La première de celles-ci est sans aucun doute ma charmante copine Stephanie Jean pour son soutien émotionnel, sa relecture de ce travail ainsi que sa patience indéfectible au cours de ces années turbulentes. Merci à mes parents, Armando Aznar et Nicole Lalonde, pour leur appui constant au courant de plusieurs années d'études difficiles. Merci à ma tante Lise Lalonde d'avoir lu et relu ce travail. Merci également à mon défunt grand-père, Salvador Aznar, de m'avoir transmis sa passion de l'histoire de la Guerre d'Espagne en tant que vétéran de celle-ci.

Merci à Andrew Barros, mon directeur de recherche, de m'avoir supporté dans mon travail au cours des six dernières années. En tant que professeur que je côtoie depuis la deuxième année de mes études supérieures, Andrew a grandement contribué à mon épanouissement intellectuel, à mon objectivité face aux divers sujets traités durant mon parcours universitaire, ainsi que son support constant dans sa relecture du travail. Ses judicieux conseils et nos diverses conversations ont grandement contribué à mes connaissances politiques et historiques. Merci aussi à Pauline Léveillée pour sa courtoisie et son dévouement pour la dernière cohorte du 2^e cycle ayant terminé son cheminement.

Ce travail a demandé une brève période de recherche à Paris. J'ai accompli cette recherche avec l'aide de plusieurs personnes. Merci au lieutenant-colonel

Frédéric Guelton, chef du service historique de l'armée de Terre à Vincennes (SHAT), ainsi qu'au lieutenant Anne-Aurore Inquimbert pour leurs conseils quant à la recherche de documents lors de mon séjour dans la capitale française. Merci également au Bureau de coopération internationale pour m'avoir concédé une bourse me permettant de faire la recherche d'archives à Paris.

Merci à Philippe Guindon, véritable compagnon de route au cours de mes études au département d'Histoire de l'UQÀM, ainsi qu'à Guillaume Marceau d'avoir fait une relecture très appréciée de ce travail. Merci à Samy Mesli pour son amitié et sa compréhension des problèmes survenus pendant la rédaction du mémoire. Finalement, merci à Serge Granger, Samir Moukal et Warren Wilson du Département d'Histoire de l'UQÀM. Ces derniers ont grandement contribué à faire de mon parcours à l'UQÀM l'un des plus mémorables de ma vie.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
HISTORIOGRAPHIE	10
1.1. Les dualités internes du gouvernement français	13
1.2. Front Populaire : Historiographie et traitement des sources	22
1.3. Les biographes de Blum	24
1.4. L'Historiographie de la Guerre d'Espagne : Une guerre espagnole	25
1.5. Les historiens espagnols	27
1.6. Les grands débats : anti-Blum vs. pro-Blum	29
1.7. La recherche des Archives	35
CHAPITRE II	
LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES EN 1936	39
2.1 Introduction	39
2.2 Des intentions initiales aux décisions finales	42
2.3 Les intérêts français poussés vers un rapprochement avec Londres	44
2.4 La « relâche » de la non-intervention et les erreurs stratégiques de Blum	46
2.5 La Sécurité collective et la non-intervention en Espagne	50
2.6 Le Foreign Office et le Quai d'Orsay	53
2.7 La philosophie internationale de la France en 1936	57
2.8 Les intérêts britanniques et la non-intervention en Espagne	58

2.9	Hostilité britannique à l'égard du gouvernement espagnol	62
2.10	La Conférence internationale de Londres du 23 juillet 1936	66
2.11	Le contrat de vente d'avions civils à la République espagnole	72
2.12	Conclusion	76
CHAPITRE III		
LÉON BLUM, SON CABINET, LE QUAI D'ORSAY ET L'ARMÉE		79
3.1	Introduction	79
3.2	Les dilemmes autour de la prise de décision	81
3.3	De la Rhénanie à la Guerre civile	83
3.4	Blum entre intervention et non-intervention	87
3.5	La Presse française : la première à s'opposer ouvertement à toute intervention en Espagne	94
3.6	Le manque d'influence des interventionnistes dans le Front Populaire	95
3.7	Delbos et Daladier : radicaux de gauche mais pragmatiques	99
3.8	Les influences du Quai d'Orsay	104
3.9	Léger, la sécurité collective, la paix et la non-intervention	108
3.10	Le rôle peu reluisant des militaires	114
3.11	Le manque d'influence et d'initiative de l'EMA	118
3.12	Les relations tendues entre militaires et gouvernants	119
3.13	Morel et sa passion pour la cause républicaine	122
3.14	Conclusion	128
CONCLUSION		132
BIBLIOGRAPHIE		138

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Organisations

AN	Archives nationales de France
AFN	Afrique française du Nord
EMA	État-Major de l'Armée française
DDF	Documents diplomatiques français
FO	Foreign Office (Affaires étrangères britanniques)
FP	Fronts Populaires
FNSP	Fonds national des Sciences politiques
Hôtel Matignon	Bureau du Premier ministre français en 1936
MAE	Ministère des Affaires étrangères (France)
PC	Parti communiste
Quai d'Orsay	Ministère des Affaires étrangères françaises
SDN	Société des Nations
SFIO	Section française de l'Internationale Ouvrière Ancien nom du Parti socialiste
SHAT	Service historique de l'Armée de Terre

RÉSUMÉ

Ce travail est l'aboutissement de trois années de rédaction et de recherche entre Montréal et Paris. Il symbolise ma volonté de rendre hommage aux hommes et femmes, ayant vécu la troublante période de la Guerre d'Espagne, que j'ai connus dans ma vie. L'objectif de ce travail était de démontrer que le gouvernement français fut le véritable responsable de la politique de non-intervention au courant de la Guerre d'Espagne entre 1936 et 1937. Pour accomplir une telle tâche, la nature de ce travail portait essentiellement sur le traitement de sources en provenant de la France des années 1930 et 1940. Contrairement à la majorité de la communauté historique ayant traité le sujet auparavant, ce travail visait essentiellement à démontrer que ce n'était pas vraiment les pressions directes de la Grande-Bretagne qui avait poussé le gouvernement du Front Populaire à proposer et adopter la politique de non-intervention en Espagne. Au contraire, c'était bien plus le résultat d'une opposition au sein même du pouvoir français qui contribua à l'établissement de celle-ci comme politique officielle. C'est du moins ce que conclut cette recherche en proposant le fait que trop d'hommes politiques français, désireux de ne pas dérailler de la traditionnelle concertation avec Londres, ont provoqué entre juillet et septembre 1936 une véritable fronde poussant Léon Blum à proposer formellement une convention allant à l'encontre de ses objectifs initiaux (soit d'intervenir en Espagne aux côtés de la République). En fait, ce travail conclut que la non-intervention était le fruit d'hommes politiques certainement attachés à l'idée de concerter les efforts diplomatiques français avec ceux des Britanniques et peu enclins à suivre le chef du Front Populaire dans une démarche unilatérale aussi risquée à l'époque.

Mots clés : Histoire, Front Populaire, France, Espagne, crise des années 1930.

INTRODUCTION

De tous les gouvernements qui se sont succédé en France au courant des années 1930, celui du Front Populaire fut sans conteste le plus marquant pour la mémoire collective française. Entre 1936 et 1938, deux gouvernements de Front Populaire se succédèrent (sous la direction de Léon Blum). Axés sur un programme allant de la lutte au fascisme jusqu'à l'amélioration des conditions sociales des travailleurs de France, ils ont sans aucun doute permis à la France de redorer son blason dans un monde de plus en plus penché vers l'autoritarisme. Entre 1936 et 1938, la France a adopté la loi des 40 heures pour la semaine de travail, le congé annuel payé (permettant aux ouvriers de profiter eux aussi des grandes vacances), la nationalisation de certains secteurs de l'industrie lourde et des transports, etc. Au plan intérieur, l'œuvre du Front Populaire fut sans conteste une réussite pour les travailleurs, mais un échec pour le réarmement et les préparations pour la nouvelle confrontation mondiale. Cependant, le Front Populaire a lamentablement échoué en politique étrangère.

La France des années 1930 est inquiète, dans le marasme économique et dans la brouille diplomatique. En 1936, Londres a déjà commencé à négocier directement avec le nouveau régime allemand sur la question navale, la Wehrmacht a repris le service obligatoire et réoccupe la Rhénanie, démilitarisée depuis 1919. La sécurité collective représente toujours l'objectif principal de la III^e République, mais celui-ci lui glisse lentement mais sûrement entre les mains. Léon Blum, en tant que nouveau président du Conseil, s'efforcera de donner une cohérence à une politique étrangère déjà essoufflée par plusieurs revers diplomatiques s'ajoutant à ceux mentionnés plus

haut. Le système d'alliances en Europe de l'Est, voué à combattre l'influence allemande dans la région, est de plus en plus fragile. Les sanctions imposées à l'Italie lors de son agression de l'Éthiopie ne font que détériorer les relations entre le dictateur italien et ses homologues occidentaux et le rapprochent dangereusement du dictateur allemand. Cependant, le plus grand désastre diplomatique du Front Populaire ne se trouve ni dans ses relations directes avec ses alliés, ni dans celles impliquant ses rivaux autoritaires. La Guerre d'Espagne, déclenchée par le coup d'État conservateur et la riposte du mouvement ouvrier, provoque le monde entier en alimentant la lutte par une rhétorique féroce venant des deux côtés de la ligne de front. À droite, catholiques conservateurs, monarchistes et carlistes, phalangistes et militaires s'insurgent contre ce qu'ils appellent la décomposition de l'unité civile de l'Espagne. À gauche, libéraux républicains, socialistes, communistes et anarchistes s'unissent derrière le gouvernement du Frente Popular (frère idéologique du Front Populaire en France) pour empêcher le fascisme de s'emparer de l'Espagne. La férocité, la ferveur idéologique et la violence venant des deux camps font rapidement passer la Guerre civile espagnole au stade d'enjeu international. Les premiers acteurs étrangers à participer aux hostilités sur la péninsule ibérique se trouvent en Italie, où Mussolini consent rapidement à fournir une aide matérielle aux insurgés du général Franco. Ses canons seront d'ailleurs bénis par la papauté avant de fouler le sol espagnol.

Face à ce fait, les forces de gauche à l'extérieur de l'Espagne s'unissent dans un discours prêchant l'aide inconditionnelle à la démocratie violée de l'Espagne. Le Komintern sera le premier des acteurs de gauche à mettre sur pied un programme de ravitaillement aux forces républicaines restées fidèles au gouvernement espagnol. Communistes et socialistes s'uniront rapidement derrière la bannière des Brigades internationales pour fournir une aide humaine considérable (les Brigades représenteront à leur apogée 60 000 hommes et femmes), mais très réduite en matériel de guerre si on la compare à celle fournie par les puissances autoritaires. Le

contingent le plus important des étrangers en Espagne sera celui de la France (composé d'environ 6000 à 10 000 hommes). Devant ce constat, le gouvernement de Blum sera le premier interpellé des preneurs de décision occidentaux. La France a une frontière, une histoire, une culture et un régime proches de sa sœur espagnole. Les deux nations ont également un protocole permettant à la France de venir en aide à la République en Espagne. La menace évidente que représente une vassalisation de l'Espagne par les puissances fascistes permet en soi de juger que la France se retrouve, en 1936, face un grave problème de sécurité pour la défense de ses positions en AFN (Afrique française du Nord) et de ses intérêts en Méditerranée. Son gouvernement a toutes les raisons de vouloir s'ingérer dans un conflit pouvant de surcroît alimenter la polarisation idéologique déjà avancée dans la société française. Pourtant, l'aide que fournira la France à sa sœur idéologique et culturelle sera si petite qu'elle ne changera aucunement le cours du conflit espagnol. D'une attitude belligérante au début des hostilités, le chef du gouvernement français recule à partir du 25 juillet 1936 (à peine une semaine après le début des hostilités) pour adopter une politique unilatérale de « non-immixtion », c'est-à-dire de non-intervention. Cette politique, reprise par un président de Conseil se l'étant fait imposer par les cadres du Quai d'Orsay et les membres radicaux de son cabinet, devient rapidement une convention internationale, ratifiée par Londres, Moscou... Berlin et Rome. Cette politique (on le sait aujourd'hui) ne servira que les intérêts des puissances vraiment impliquées dans l'imbroglio espagnol. Les deux signataires autoritaires de la convention de non-intervention (Allemagne et Italie) feront de la Guerre d'Espagne un camp d'entraînement pour leurs forces terrestres et aériennes, tout en intimidant la France lorsque celle-ci consent à fournir quelques casques ou quelques douilles pour les forces républicaines espagnoles. Mal préparé pour un conflit dont les conséquences géopolitiques pouvaient être extrêmes, Léon Blum capitulera devant les pressions internes et encaissera la version britannique du conflit. La neutralité sera en somme très bien respectée par la France alors que l'Italie et l'Allemagne garderont le

cap pour affaiblir davantage la principale puissance occidentale leur tenant tête. En 1939, le résultat sera consommé et la France enverra Pétain pour représenter son gouvernement auprès de la nouvelle dictature espagnole.

L'objectif de ce travail n'est pas de démontrer les failles de la non-intervention. Les détails de la non-intervention ainsi que le résultat produit démontrent son échec. Les puissances autoritaires ont allègrement appuyé les franquistes malgré leur adhésion à la convention de Londres et la République, préférée par la France, n'a pas survécu suite à l'affrontement. Ce travail cherche à résoudre une question qui demeure sujet de discussion : pourquoi Léon Blum, ardent socialiste et antifasciste, a-t-il laissé la République espagnole dépérir dans une longue et sale guerre qui ne profita qu'aux rivaux de la France? Pourquoi le chef du gouvernement français a-t-il choisi la non-intervention malgré un protocole avec la République espagnole, le droit international lui permettant d'appuyer un gouvernement légal et les intérêts français dans la Méditerranée menacée par une expansion de l'Italie? Là se trouve la grande question de ce travail.

Le sujet a déjà été traité par de nombreux historiens dont les champs d'études s'étendent de l'histoire des relations internationales à l'histoire sociale et politique de l'Espagne. La majorité des réponses fournies, selon l'époque, se résume au fait que la France affaiblie fut forcée de suivre la politique officielle du *Foreign Office*. S'il est vrai que la décision de Blum, c'est-à-dire celle de ne pas intervenir dans le conflit espagnol, était conduite en fonction de forces autres que les siennes, il ne faut cependant pas imputer ce fait aux Britanniques désireux de ne protéger que leurs intérêts économiques et stratégiques dans la péninsule (que se soit avec ou sans la France). Blum a décidé de ne pas intervenir parce qu'il n'avait pas la force politique interne pour le faire. Autrement dit, ce sont les forces internes de son gouvernement, dont la fronde ministérielle radicale dirigée par Daladier et Delbos, et les principaux stratèges de la politique étrangère française réunis autour d'Alexis Léger (secrétaire

général du Quai d'Orsay), Corbin (ambassadeur français à Londres) et Herbette (à Madrid).

Ainsi, contrairement à ce que la majorité des historiens soutiennent, ce travail propose que ce soient ces groupes de pression français et non britanniques qui ont été le véritable vecteur de l'opposition au Front Populaire en ce qui a trait à la question espagnole. La raison de ce fait réside cependant dans la réaction des Britanniques. S'il est vrai que Blum réagit à partir du 25 juillet 1936 en fonction de l'attitude de son entourage politique, celui-ci se montre divisé en raison de la collaboration du Quai d'Orsay avec le *Foreign Office*. Cette collaboration est adaptée par plusieurs courants de pensée politiques français (surtout radicaux et socialistes modérés). Agir sans le consentement de ces milieux était impossible pour le Premier ministre sauf à faire tomber son gouvernement dont la base électorale résidait dans son programme intérieur et non extérieur.

Puisque la communauté historique a traité le sujet de façon approfondie, les sources de seconde main regorgent. Blum s'est exprimé plusieurs fois sur l'Espagne et l'Histoire l'a nécessairement rattrapé. À une certaine époque, ses témoignages semblent être ceux d'un homme forcé d'être neutre, alors qu'il se décrit comme un dirigeant pragmatique et rationnel à une autre époque. Blum évoque plusieurs raisons pour lesquelles il a choisi la non-intervention mais seulement après la fin de la Guerre civile, soit entre 1942 et 1948. C'est d'ailleurs la même chose pour plusieurs personnalités influentes du pouvoir français durant la Guerre d'Espagne. C'est également avec ce qui semble être un regret profond que Blum évoque (devant la Commission de l'Assemblée nationale en 1948) les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas intervenir en Espagne. C'est ce qui laisse entrevoir que le chef du gouvernement français jugeait peut-être qu'il avait commis des erreurs en ce qui a trait à sa politique face au problème espagnol. Peu importe qu'il ait regretté ses décisions ou pas, le travail cherche à comprendre pourquoi, en 1936, le gouvernement français a choisi de ne pas agir en Espagne. En conséquence, ce travail se veut une

étude sur le processus décisionnel français entre juillet et octobre 1936, la période où la non-intervention est conçue par le Quai d'Orsay, endossée par le gouvernement français et appuyée éventuellement par la majorité des gouvernements de l'Europe occidentale (Allemagne et Italie incluses).

Ce travail sera divisé en trois grandes parties. Tout d'abord, Il faudra voir en profondeur ce que les auteurs qui ont traité le sujet de la politique étrangère du gouvernement de Blum ont à fournir comme information. Cette partie du travail servira essentiellement à déterminer ceux qui jugent que Blum a trahi ses idéaux en choisissant de son plein gré la non-intervention et ceux qui jugent que celui-ci a été forcé d'appliquer une politique qu'il ne désirait pas vraiment. Chacune des époques depuis la fin de la Guerre d'Espagne témoigne d'une vision du conflit. Tous s'entendent sur l'échec de la démarche française, mais la provenance de la non-intervention ainsi que son évolution la transformant en convention internationale ne fait aucunement l'objet d'une position unanime de la part de la communauté historique et il faudra voir pourquoi. Les documents sont très riches en informations et fournissent énormément de pistes pour retracer comment le processus décisionnel français s'est conduit entre juillet et octobre 1936. Est-ce du côté britannique, ou du côté français que nous devons regarder pour comprendre qui a initié la non-intervention? Ce que nous savons, c'est que Blum était indépendant et assumait pleinement ses décisions. En conséquence, si on ne peut exclure que le chef du gouvernement ait considéré les réserves britanniques quant à une intervention française, s'il a également tenu compte de pressions internes, Léon Blum est bel et bien le grand responsable de la non-intervention. C'est avec cette approche que nous allons étudier la question de ce travail. C'est à partir du chef et de son entourage que l'on retrouve les meilleures pistes pour savoir qui a vraiment pesé le plus lourd dans la balance lorsque le moment de décision se faisait sentir dans les instances décisionnelles françaises.

Les deuxième et troisième parties de ce travail sont axées sur le processus décisionnel français et sur l'envergure du problème pour la géopolitique de la France. La deuxième partie s'attardera aux relations entre le Quai d'Orsay (siège du ministère des Affaires étrangères de la France) et le *Foreign Office* (équivalent britannique). Au centre de ces relations se trouve l'essentiel de la politique étrangère française entre 1919 et 1940 : la collaboration politique avec la Grande-Bretagne en ce qui a trait aux problèmes de sécurité de la France. Cela va de soi pour les problèmes de la France face à l'Allemagne (celle-ci réoccupe la Rhénanie à partir du printemps 1936) et l'Italie (elle menace l'équilibre de l'Europe en se rapprochant dangereusement de l'Allemagne à partir de la même année). De plus, aux problèmes que posent l'Allemagne et l'Italie à la sécurité française en Europe, il faut également ajouter les risques que représente une Espagne franquiste proche de l'Italie mussolinienne pour les communications de la Métropole avec l'AFN (Afrique française du Nord).

La troisième partie de ce travail a pour objectif de voir comment la décision de ne pas intervenir se fait dans les instances décisionnelles françaises et pour quelles raisons, étant donné l'ampleur des problèmes que pose la Guerre d'Espagne pour la stratégie européenne de la France. En constatant la menace que peut représenter une Espagne autoritaire financée par l'Allemagne et l'Italie, il semble qu'il y a déjà un motif pour prévenir qu'un tel scénario se réalise pour un gouvernement ayant au centre de son idéologie la lutte contre le fascisme. C'est d'ailleurs ce qui laisse penser que Blum a choisi contre son gré de ne pas aider la République espagnole. Il démontrera certes qu'il l'appuie moralement (la non-intervention sera « relâchée » à certains moments où la survie de la République est carrément menacée à court terme) mais cette aide ne sera que symbolique si on la compare avec celle envoyée par l'Allemagne et l'Italie pour appuyer les opérations militaires de l'insurrection.

Pour les deux dernières parties du travail, la démarche adoptée repose sur une lecture approfondie des documents en provenance des Archives nationales de France, des Archives du Service historique de l'Armée de terre de France, du Fonds national

des Sciences politiques, des Archives du Quai d'Orsay et de l'Assemblée nationale. Toutes ces Archives se trouvent à Paris et ont pris quelques mois de travail pour être rassemblées. Cependant, ce travail repose également sur plusieurs sources de seconde main, étant donné que celles-ci sont plus nombreuses et semblent plus tranchantes dans les propos qu'elles fournissent. Par contre, elles ont été produites avec recul et sont donc un peu moins fiables que les informations contenues dans les Archives en soi. Ce qui découle de cette étude est qu'il ne peut y avoir de réponses décisives à la question posée initialement. On sait que Blum a choisi la non-intervention mais on n'a aucune certitude sur la véritable raison de ce choix. Cependant, on sait qu'il ne s'est pas fait imposer la non-intervention et que ce n'est pas lui qui a formulé la proposition initiale donnant naissance à la convention du même nom. De plus, il est connu que le gouvernement français risquait de tomber si son chef décidait d'intervenir et que le *Foreign Office* n'était aucunement disposé à appuyer quelque intervention aux côtés d'un gouvernement trop à gauche à son goût. Ce travail peut donc supposer que Blum n'a pas été forcé par le *Foreign Office* (il a pris conscience lui-même du problème que poserait un refroidissement britannique pour les rapports franco-allemands), ni par la peur d'un éclatement d'une guerre civile en France (comme le mentionne Duroselle, le peuple français n'est pas le peuple espagnol).¹ L'étude des documents laisse davantage penser que la non-intervention était l'œuvre du Quai d'Orsay, endossée par les ministres radicaux du gouvernement français, et donc officiellement proposée par le principal décideur : le Premier ministre. Ce travail révèle que le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger, son groupe de fonctionnaires permanents dans la diplomatie française (Corbin, ambassadeur français à Londres; Herbette, ambassadeur à Madrid et ensuite Valencia), ses appuis auprès du Président du Conseil (Delbos, ministre des Affaires

¹ Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, p.305. Duroselle déclare : Les Français, même en période d'échauffement, ne sont pas des Espagnols. Le pronunciamiento était inconnu en France depuis le 2 décembre 1851.

étrangères; Daladier ministre de la Défense), les cris de scandale venant de la presse de droite française à son retour de la Conférence internationale de Londres et la réticence des militaires à intervenir dans un conflit mettant en danger le front est ont été déterminants dans le choix de Blum. Ces influences ont été la source de la non-intervention selon l'étude entreprise dans ce travail. En conséquence, ce travail s'attarde à démontrer les causes « françaises » qui ont provoqué la décision de Blum, ce qui est tout à fait contraire à la thèse soutenant que c'était le *Foreign Office* qui aurait exercé une pression sur le gouvernement français.

CHAPITRE I

HISTORIOGRAPHIE

Cette partie du travail a pour principal objectif d'évoquer les thèses différentes sur la politique de Blum face à la Guerre d'Espagne, de démontrer les apports au sujet que celles-ci ont procuré à la communauté historique. Par contre, elle a aussi pour objectif de démontrer les failles de ces thèses pour différentes raisons. La première réside dans le fait que plusieurs historiens, notamment britanniques, mettent trop l'accent sur les pressions que le gouvernement britannique aurait utilisées pour persuader le gouvernement français d'agir en faveur de la neutralité. La seconde est que les historiens qui se sont penchés sur le processus décisionnel français pendant la mise sur pied de la non-intervention ont tendance à soit mettre l'accent sur les sources de seconde main, soit sur les archives gouvernementales ou militaires.

À cet égard, il faut mentionner que plusieurs archives ont été ouvertes depuis récemment, ce qui a permis à plusieurs historiens de procéder à une autre forme de collecte d'informations. C'est notamment le cas de Robert Young et de Paul Preston qui ont eu recours récemment à plusieurs archives ouvertes après 50 ans. Ces études sont davantage complètes que les autres plus anciennes, mais elles occultent encore le rôle clé qu'ont eu les gouvernants français en ce qui a trait à la non-intervention en Espagne. Soit on juge que l'initiative est celle de Blum, soit celle-ci est forcée par les pressions britanniques directement exercées sur le Président du Conseil français. Or, il semble que l'utilisation des archives gouvernementales françaises, ainsi que les écrits du Premier ministre Blum rédigés après la Guerre d'Espagne témoignent d'une

peur de voir l'effervescence que provoque la Guerre d'Espagne se propager à l'intérieur de la France, que ce soit par l'entremise de la lutte de classe (déjà bien avancée depuis la prise du pouvoir par le Front Populaire) ou par l'entremise des parlementaires et décideurs du pouvoir français.

La description des études différentes qui ont traité la politique de Blum face à l'Espagne durant la Guerre civile doit également se faire dans un objectif d'identification des thèses. Celles-ci évoluent avec le temps et l'apport qu'amène progressivement l'ouverture des archives des gouvernements. D'une historiographie condamnant la lâcheté du gouvernement français, on est passé à une version un peu plus modérée consistant à démontrer que Blum était forcé de jouer le jeu des Britanniques (historiographie des années 1950 à 1980), pour enfin se tourner vers une historiographie un peu plus sereine sur la responsabilité des Français et des Britanniques à l'égard de la non-intervention en Espagne. Ces thèses plus contemporaines tendent à être partagées. D'un côté, des historiens comme Julian Jackson pensent que Blum a pris la décision parce qu'elle était la meilleure, compte tenu des circonstances. Mais Martin Thomas croit que celui-ci a été forcé par un *Foreign Office* qui n'avait aucunement l'intention de jouer le jeu d'un gouvernement accusé d'être communiste (le Frente Popular en Espagne)¹.

¹ Hugh Thomas, *Histoire de la Guerre d'Espagne*, Paris, Laffont, 1961, 710p. Il s'agit du plus célèbre des travaux datant des années 1960 ayant comme sujet central la Guerre d'Espagne. Jean-Baptiste Duroselle, *La décadence*, Imprimerie nationale, Paris, 1979, p.304. Ce livre est un des travaux les plus complets portant sur la politique étrangère de la III^e République au courant des années 1930.

Julian Jackson, *The Popular Front in France, defending democracy 1934-1938*, New York, Cambridge University Press, 1988, 387p. Jackson étudie l'ensemble de la politique du Front Populaire, y compris les aspects importants de la non-intervention.

Martin Thomas, *Britain, France and appeasement. Anglo-French relations in the Popular Front era*, Oxford, Berg, 1996, 409p. Il s'agit d'un des travaux les plus récents qui ont traité le sujet, mais en se référant davantage aux archives et aux papiers britanniques.

L'historiographie de la politique étrangère française des années 1930 est marquée par une abondance presque inépuisable, tellement les approches et les sujets sont multiples. Premièrement, cette historiographie se fait par rapport à la politique française vis-à-vis de l'Allemagne. Si une telle approche est privilégiée par pratiquement tous les historiens traitant le sujet, c'est évidemment parce que la France considère sa sécurité comme le principal objectif. Entre 1919 et 1939, les gouvernements français prennent certainement des virages dramatiques (comme le rapprochement avec Moscou en 1934), mais ceux-ci sont marqués par le même but : imposer à l'Allemagne une position désavantageuse face à la France. Cette obsession de l'Allemagne pour les dirigeants français (à commencer par Clémenceau suivi des gouvernements de Poincaré entre 1922 et 1924) est le fruit de plus d'un demi-siècle de rivalité féroce entre les deux puissances continentales de l'Europe. Si plusieurs historiens choisissent une approche pragmatique pour décrire le conflit, d'autres utilisent, lorsqu'ils mentionnent les années 1930, un discours beaucoup plus idéologique soulignant l'antagonisme entre le militarisme fasciste et le pacifisme parlementaire.

La description des différents courants de pensée à l'égard de la politique étrangère de la France au courant des années 1930 démontre que la majorité des historiens soutiennent que le gouvernement de Blum fut forcé d'agir contre ses principes pour ne pas perdre le soutien britannique contre l'Allemagne nazie. C'est d'ailleurs ce que ce travail réfute et là se trouve toute la pertinence de mentionner ce fait. S'il est vrai que l'influence britannique joue beaucoup dans les calculs français, c'est surtout parce que plusieurs hauts fonctionnaires, dignitaires et ministres du gouvernement français croient fermement dans les vertus de la collaboration franco-britannique. Cela est diamétralement différent de la version voulant que les Britanniques aient « directement » influencé le Premier ministre français.

1.1. Les dualités internes du gouvernement français

Les problèmes structurels du gouvernement du Front Populaire font l'unanimité chez les historiens tant il est évident que son système ne favorisait que l'instabilité et polarisation au sein du mouvement. Regrouper les radicaux dans une coalition appuyée « conditionnellement » par les communistes était tout un pari pour le chef de file de la SFIO.

Plusieurs historiens, dont Jean-Baptiste Duroselle et Robert Young voient un lien entre la déstabilisation politique et l'émergence de la gauche française (création du Front Populaire). Une des raisons favorisant un tel scénario est que la gauche cherche, entre 1936 et 1938, à contrer le fascisme à l'intérieur des frontières de la France et non à l'extérieur alors que les pressions du fascisme se font à l'extérieur de ses frontières. Ces historiens tendent à donner la responsabilité à la SFIO (socialistes français) pour expliquer l'échec de la politique étrangère française face à la double menace qui pèse sur la France à partir de juillet 1936. Avec les constants problèmes de divisions au sein du corps politique français, les nouveaux dilemmes du gouvernement du Front Populaire sont davantage difficiles à régler et deviennent de plus en plus faciles à amplifier. « En fait, plus encore qu'en Angleterre, les milieux dirigeants français sont en proie à maintes contradictions et à des divisions profondes qui paralysent leur action.²»

Cette thèse recherche avant tout à l'intérieur du gouvernement français les causes qui ont poussé Blum à choisir la non-intervention face à la Guerre d'Espagne. Ainsi, les pressions de la droite et le refus de Blum de mettre en veilleuse son programme social pour lequel il fut élu sont au centre du processus décisionnel français. Cette thèse, cependant, soulève des réserves. S'il est vrai que le programme du Front Populaire concernait à 95% la situation interne de la France, d'autres

² Yves Durand, *Les causes de la Seconde Guerre mondiale*, Armand Colin, Paris, 1992, p.91. Voir également Jean-Baptiste Duroselle, *La décadence*, Imprimerie nationale, Paris, 1979, p.304.

historiens, Jean Lacouture et Julian Jackson, jugent que Blum avait son propre programme international et que la décision de placer Yvon Delbos aux Affaires étrangères n'était pas étrangère aux intentions du Premier ministre français³. En fait, cette thèse ne mentionne aucunement les problèmes politiques et diplomatiques provoquées par l'*appeasement* anglais.

Pour d'autres historiens, comme Martin Thomas, la voie de l'apaisement favorisée par l'Angleterre est centrale pour comprendre la décision française. La première raison est que le corps diplomatique français est encore, en 1936, fortement imprégné de briandisme et Alexis Léger (secrétaire général du Quai d'Orsay) se borne systématiquement à faire respecter l'influence de son mentor. Ainsi, il était défendu à la France d'agir de façon isolée sans l'approbation et la participation du *Foreign Office* dans la démarche. Il s'agissait donc de ne pas relâcher la sécurité collective et d'effrayer l'Italie, sœur latine avec laquelle la France recherche toujours un règlement pour éviter son glissement en direction de l'Allemagne nazie⁴.

Il est important de mentionner ces faits, car la Guerre d'Espagne est en 1936 un conflit que les puissances européennes entretiennent volontairement dans le but d'accentuer les rivalités alors qu'elle est autant perçue comme le fruit d'une intensification des rivalités existant déjà sur le continent. En somme, la Guerre d'Espagne fait face au débat selon lequel elle représente avant toute une guerre d'Espagnols que certaines puissances utilisent pour leurs propres intérêts, alors que d'autres la considèrent européenne en soi, ce qui en fait le prélude tragique de la Seconde Guerre mondiale⁵. Ainsi, l'étude de la diplomatie française face à la Guerre d'Espagne est capitale pour le sujet, car il s'agit de savoir si le conflit a été perçu

³ Julian Jackson, *The Popular Front in France, defending democracy 1934-1938*, New York, Cambridge University Press, 1988, p.198.

⁴ Serge Wolikow, *Le Front Populaire en France*, Complexe, Bruxelles, 1996, p.209.

⁵ *Ibid.*, p.211. Wolikow soutient que la Guerre d'Espagne est la représentation d'antagonismes exacerbant les relations françaises avec les puissances autoritaires alors Jean-Baptiste Duroselle juge que celle-ci est davantage gonflée par les puissances qui cherchent à piéger la France et les autres démocraties occidentales dans une crise minant le moral de leurs populations respectives. Voir Jean-Baptiste Duroselle, *La décadence*, op. cit., p.315.

correctement par les acteurs du Quai d'Orsay et du gouvernement français. Là se trouve la pertinence de travailler davantage sur le sujet qu'est la décision française d'appliquer la non-intervention. Car s'il est vrai que la Guerre d'Espagne est déjà traitée par de nombreux historiens (Hugh Thomas, Guy Hermet, Peter Jackson et Paul Preston pour ne donner que quelques exemples), comme c'est le cas pour la politique étrangère de la France des années 1930 (par exemple Duroselle, Berstein et Milza), peu est dit sur la façon dont le conflit mine la France de l'intérieur, socialement et politiquement. Dans la population française, la guerre civile démoralise la gauche, cristallise la droite, fomenté une polarisation des politiques et remet en question les désirs pacifistes du gouvernement selon l'opinion publique. Dans le gouvernement, la guerre provoque une division du Front populaire, l'affrontement entre politiques et fonctionnaires. Elle distancie définitivement l'Italie de sa voisine latine, ralentit les ardeurs russophiles de certains des dirigeants français et marque un refroidissement dans ses relations franco-britanniques.

Les principales préoccupations du Front Populaire français entre 1936 et 1938 sont d'ordre interne : remise sur pied de l'économie, nationalisation de certaines entreprises clés et amélioration des conditions de travail, tout cela dans un profond désir de barrer la route au fascisme (à l'intérieur). Ce programme constituait une rupture avec les autres gouvernements, étant donné que ceux-ci avaient consacré leurs politiques non pas à l'antifascisme, mais bien plus à l'antigermanisme. Par contre, Blum et le Front Populaire, en choisissant comme cheval de bataille l'antifascisme, acceptent en conséquence de mettre dans le même camp l'Italie et l'Allemagne, alors que leurs prédécesseurs avaient tout fait pour éviter de rapprocher les deux. C'est la thèse soutenue par Paul Preston lorsqu'il fait référence à la politique de Blum face à l'Espagne⁶. Là se trouve également un facteur démontrant que la Guerre d'Espagne n'est pas un simple épisode dans la longue route vers la guerre en Europe. Au

⁶ Paul Preston and Ann L. Mackenzie (ed.), *The Republic besieged : Spanish Civil War in Spain 1936-1939*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1996, introduction p.vi.

contraire, la Guerre civile marque le début d'une nouvelle situation : celle de l'affrontement. Si les affaires éthiopiennes démontrent que l'Axe commence à utiliser la force pour arriver à ses fins, la Guerre d'Espagne démontre qu'il est prêt à déclencher un conflit (même s'il est indirect) avec les puissances démocratiques de l'Europe, ce qui constitue une nouveauté à laquelle le Front Populaire, comme les fonctionnaires du Quai d'Orsay, sont incapables de faire face de manière crédible. S'il est impossible de le faire, c'est parce que la diplomatie française s'attaque à un problème d'une nouvelle ampleur, mais avec les moyens des années 1920. L'approche ne pouvait être que futile, car l'Allemagne avait maintenant dépassé le stade des réclamations traditionnelles. Elle s'était déjà montrée capable de violer le Traité de Versailles entre 1933 et 1936 alors la Guerre d'Espagne ne pouvait être qu'une nouvelle étape de la géopolitique allemande face aux puissances franco-anglaises.

L'énumération de diverses études sur la Guerre civile espagnole peut paraître longue. L'événement a soulevé les passions d'un continent entier, d'une frange considérable de la population du globe (surtout en Occident) et a provoqué une diaspora qui a répandu les mythes et les aspects romantiques de cette partie de l'histoire moderne. Tant de personnes de toutes les classes sociales ont alimenté cette mythologie de la guerre civile, par passion idéologique (la gauche a connu tous les basculements possibles en raison de la Guerre civile) comme pour la cause (environ 60,000 étrangers sont venus directement aider les Républicains à partir de septembre 1936 jusqu'à la chute de Barcelone). Il est donc naturel qu'un conflit ayant eu un tel impact sur l'Occident ait fait couler autant d'encre.

Il existe principalement deux écoles historiographiques sur le sujet de la politique étrangère française au courant des années 30. La brève période du Front populaire constitue en soi une certaine continuation des autres gouvernements qui l'ont précédée. On pourrait considérer les deux écoles comme étant celle des amis de Blum et celle de ses opposants. Dans ces deux groupes, on inclut les historiographies

des relations internationales entre 1919 et 1939, de la diplomatie française en général durant cette même période ainsi que de la Guerre d'Espagne. Voyant le conflit espagnol de leur angle particulier pour la plupart de ces courants, les différentes écoles ont chacune leurs propres approches par rapport à la politique de non-intervention que Blum propose.

La première école se dessine surtout autour du célèbre titre *La décadence* de l'historien Jean-Baptiste Duroselle. Dans cette école figurent notamment François Bédarida (*La Gouvernante anglaise*), Anthony Adamthwaite (*France and the Coming of the Second World War*), et Nicole Jordan (*The Popular Front and Central Europe: The Dilemmas of French Impotence, 1918-1940*). Les thèses de ce groupe d'historiens cherchent avant tout à démontrer que la France, entre 1930 et 1939, devait vivre avec les erreurs commises au courant des années 20, laissant sa politique étrangère voguer vers l'inconnu et, ensuite, l'échec. Ce groupe peut essentiellement être identifié parmi les opposants de Blum, ou plutôt ceux qui jugent que la non-intervention fut mal gérée, comme d'ailleurs l'essentiel de la politique étrangère de Front Populaire.

Il faut aussi mentionner Jacques Kergoat (*La France du Front Populaire*), Paul Preston (*The Republic besieged, Civil War in Spain 1936-1939*) et Julian Jackson (*The Popular Front in France: Defending democracy, 1934-38*). Peter Jackson (*France and the Nazi Menace*) et Gabriel Jackson (*The Spanish Republic and the Civil War, 1931-1939*) jugent justement que le gouvernement français manque la cible face au problème espagnol, car Delbos semble incapable de réagir convenablement à une quelconque menace, Daladier (ministre de la Défense) est trop attardé aux problèmes stratégiques face à l'Allemagne et Pierre Cot (Ministre de l'Air) cherche par tous les moyens à imposer une alliance avec l'URSS⁷. Cela est

⁷ Peter Jackson, *France and the Nazi Menace*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p.205-206.

également confirmé par Duroselle et François-Georges Dreyfus (1919-1939, *L'engrenage*)⁸.

Parmi ceux qui ont fait une étude de rapports franco-britanniques durant l'entre-deux-guerres, Martin Thomas (*Britain, France and Appeasement : Anglo-French Relations in the Popular Front era*) est sans aucun doute un des auteurs les plus connus de ce sujet. Critique du Front Populaire, Thomas le démontre en supposant que ce sont bel et bien les Britanniques qui ont poussé les Français à signer la non-intervention, ce que Duroselle et les historiens français ont plutôt tendance à réfuter. Même s'il est critique du Front Populaire, Duroselle ne voit pas nécessairement les pressions britanniques comme étant capitales dans la décision du gouvernement de Blum. S'il juge le mécanisme décisionnel désuet, il constate quand même que la décision reposait entre les mains de Blum et non pas des Britanniques⁹. Thomas soutient plutôt que Blum va s'approprier les politiques britanniques lorsqu'il prendra les fonctions de Président du Conseil et que c'est par rapport aux objectifs de rapprochement franco-britannique que la France va adhérer à l'appeasement¹⁰. Thomas juge d'ailleurs que le gouvernement français a du mal à s'aligner sur une position claire au point où ses alliés perdent confiance en lui. Signifiant que la politique étrangère sous Blum est désastreuse et mal planifiée, il considère les propositions françaises incohérentes, ce qui contribue à son isolement en Europe de l'Est et en Espagne¹¹.

Thomas pense également que c'est le Quai d'Orsay qui concocte la non-intervention et non le gouvernement de Blum. C'est donc Léger qui met de la

⁸ Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence, op. cit.*, p.303. Duroselle est plus modéré en démontrant que Blum est déchiré par ce choix qui s'avère désastreux.

François-Georges Dreyfus, *1919-1939, L'engrenage*, Paris, Fallois, 2002, p.328. L'auteur croit que Blum a choisi aveuglément la stratégie britannique sans calculer si elle était bien la meilleure pour les intérêts français.

⁹ Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence, op. cit.*, p.301.

¹⁰ Martin Thomas, *Britain, France and appeasement. Anglo-French relations in the Popular Front era*, Oxford, Berg, 1996, p.55.

¹¹ *Ibid.*, p.61.

pression sur le Front Populaire pour appliquer une convention de non-intervention cohérente et efficace¹².

Plusieurs historiens ayant fait davantage l'histoire militaire de la France durant la période intéressée, tels Maurice Vaïsse et Jean Doise (*Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Paris, du Seuil, 1999), Robert Doughty (*The Seeds of Disaster: The Development of French Army Doctrine, 1919-1939*, Hamden, Conn., Archon Books, 1985) et Henry Dutailly (*Military planning and the origins of the Second World War in Europe*, Westport, Conn., London, Praeger, 2001) se rattachent également aux « anti-Blum ». Les thèses de ces historiens, plus modérées, mais se rattachant à celles de l'école de la « décadence », arrivent en général à la conclusion que la III^e République est en constant déclin depuis 1930¹³. D'autres historiens, dont Philippe Masson, traitent davantage sur les problèmes des militaires et de réarmement français au courant des années 1930. *L'histoire de l'armée française de 1914 à nos jours* est une excellente source pour voir comment l'État-major français est encore positionné sur des théories défensives alors que l'heure demande davantage une stratégie offensive pour au moins contenir les ardeurs des puissances autoritaires.

Les historiens militaires de la France font consensus sur deux aspects : premièrement, le Front Populaire n'a pas de politique militaire; deuxièmement, même s'il en avait eu une, l'instabilité politique des années 1930, provoquant les arrivées et départs de cinq chefs d'état-major et de huit ministres de l'Air différents, était telle que la France n'aurait jamais eu les moyens d'intervenir militairement en Espagne¹⁴.

Par contre, l'instabilité politique n'est pas la seule raison qui démontre les faiblesses du gouvernement de Blum. L'incohérence de sa diplomatie joue pour beaucoup contre la France en Espagne et Masson explique que c'est parce que Blum lui-même a osé gouverner avec le cœur et non avec intelligence et pragmatisme.

¹² *Ibid.*, p.90.

¹³ Maurice Vaïsse et Jean Doise, *Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Paris, du Seuil, 1999, p.75.

¹⁴ Philippe Masson, *Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours*, Paris, Perrin, p.163.

Tout d'abord, en acceptant de se faire dicter une politique par Londres, Blum refusera en raison de la haine viscérale qu'il éprouve pour le Duce d'entreprendre simultanément un nouveau rapprochement avec l'Italie dans le but de la refouler des bras allemands¹⁵. En conséquence, c'est Blum lui-même qui a envenimé le conflit alors qu'il avait l'option d'en prendre l'initiative en acceptant les approches que Mussolini continuait de lui faire¹⁶. En fait, les offres de Mussolini n'étaient pas directement émises au gouvernement Blum. Elles étaient destinées aux gouvernements précédents, mais celui-ci refusait d'en donner suite à son tour.

En somme, ce courant tend à percevoir la diplomatie de Blum comme étant la continuité de la diplomatie française depuis 1920. Le briandisme est donc central dans l'explication théorique de la « décadence ». La diplomatie française est tellement sclérosée et le Front Populaire n'a pas de plan international nouveau si on le compare à la traditionnelle diplomatie française puisque son programme est essentiellement social. De plus, l'équipe diplomatique française au Quai d'Orsay a davantage de difficultés à se renouveler, à trouver de nouveaux cadres issus d'une nouvelle génération. En fait, il manque de renouveau dans le corps diplomatique français à partir des années 1930¹⁷.

Les historiens formant cette communauté représentent la bonne majorité des spécialistes de la politique française face à la Guerre d'Espagne. Avec Robert Young, Maurice Vaïsse et Duroselle, ce groupe d'historiens met l'accent sur les effets de la Guerre d'Espagne sur les relations internationales. Alors que Young et Duroselle axent davantage leurs études sur diplomatie française entre les deux guerres, Preston et Julian Jackson prennent davantage une approche mettant en évidence les divergences internationales face au conflit ibérique. Ces historiens mettent l'emphase sur l'étude des archives venant d'ailleurs que la France ou

¹⁵ *Ibid.*, p.168-169.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Jean-Baptiste Duroselle, *La décadence*, op. cit., p.304.

l'Espagne et s'attardent à faire davantage de liens entre la réoccupation de la Rhénanie, l'expansion de la Guerre d'Espagne à partir d'août 1936, l'Anschluss et Munich en 1938 pour aboutir au 1^{er} septembre 1939. Pour les historiens militaires, l'inconsistance de la diplomatie française, adaptée aux problèmes des années 1920 mais testée sur des problèmes des années 1930, est au cœur des manquements et défaillances diplomatiques de la III^e République, alors que la majorité des historiens de Blum ou du Front Populaire voit dans l'Espagne une crise majeure, mais pas une menace immédiate à la sécurité de la France. Il s'agit avant tout d'une question de survie de son gouvernement ou de non-approbation par son cabinet s'il choisissait d'intervenir.

La deuxième école tend à expliquer que la politique étrangère française au courant des années 30 est dirigée en fonction d'objectifs clairs, rationnels et cohérents par rapport aux contextes économique, politique, social, diplomatique, militaire et industriel de la III^e République, prenant dramatiquement ses distances par rapport à la thèse de la décadence dirigée par Duroselle. Il s'agit donc avant tout de démontrer que les problèmes auxquels fait face la France au courant des années 30, y compris la période du Front populaire, sont impressionnants à un point tel qu'ils deviennent insurmontables. Ainsi, la III^e République apparaît beaucoup trop sclérosée et trop faible pour faire face et contrer avec succès ces menaces géostratégiques. Parmi cette école, nous retrouvons notamment Robert Frank (*Le Prix du réarmement français, 1935-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982), Robert Young (*In Command of France: French Foreign Policy and Military Planning, 1933-1940*, Cambridge, Harvard University Press, 1978, et *France and the Origins of the Second World War*, New York, St Martin's Press, 1996,) et Martin Alexander (*The Republic in Danger: General Maurice Gamelin and the Politics of French Defense, 1935-1940* Cambridge, Cambridge University Press, 1992). Tous jugent que les politiques entreprises par le gouvernement Blum sont trop tardives ou inefficaces. Ces historiens des relations internationales font l'histoire à partir du haut, c'est-à-dire

qu'ils se réfèrent davantage aux acteurs politiques, militaires et internationaux. Les archives des divers ministères des Affaires étrangères sont largement couvertes par de telles études, particulièrement les œuvres de Robert Young et Duroselle. Par contre, contrairement aux historiens du Front Populaire, les écrits personnels de Blum sont moins utilisés et ils se fient davantage sur les résultats amenant tout droit vers la guerre. On peut donc juger que les antiBlum sont davantage répartis dans la communauté des historiens des relations internationales de la France de l'entre-deux-guerres ou des politiques de défense de la même période. Les amis de Blum se trouvent davantage dans l'école du Front Populaire, c'est-à-dire ceux qui ont étudié la période du Front Populaire exclusivement. Comme mentionné, cette école orbite surtout autour de Julian Jackson en ce qui a trait aux historiens non français et Pierre Renouvin et Delperrié de Bayac en ce qui a trait aux historiens français.

1.2 Front Populaire : historiographie et traitement des sources

Cette école est formée d'historiens, tel Jules Moch. L'homme était proche de Blum, au courant des années 1930 et un haut placé du Parti socialiste à partir de la Libération. Autour de cette école se trouvent également des thèses un peu plus modérées à l'égard de l'œuvre du Front Populaire. Moch adule Blum, ce qui n'est pas surprenant, mais il y a quand même des nuances à apporter à ses propos, notamment en ce qui a trait à la diplomatie de Blum¹⁸. Celles-ci sont d'ailleurs apportées par Jacques Delperrié de Bayac. Encore partisan de Blum, Delperrié de Bayac juge néanmoins que la non-intervention a été appliquée parce que Blum n'avait pas vraiment d'autres choix. L'application n'était pas son option préférée, mais elle sauvegardait le salut et l'unité du Front Populaire. Il se réfère d'ailleurs à la

¹⁸ Jules Moch, *Le Front Populaire : grande espérance*. Paris, Perrin, 1971, p.244. Moch juge que la politique de non-intervention du Front Populaire était guidée par le fait qu'aux yeux de Blum, la non-intervention apparaissait comme un avantage si elle était appliquée à l'échelle internationale. Certes, il y a matière à se demander si Blum croyait vraiment en la sincérité de l'Italie et de l'Allemagne dans l'application de la convention.

célèbre phrase de Blum prononcée après la décision : « [...] sommes trouvés, nous, les mains liées, tandis que les autres puissances gardaient l'aisance que nous nous étions interdite à nous-mêmes.¹⁹ »

Cependant, le traitement des sources reste largement différent d'école en école. Les historiens qui soutiennent que Blum cherchait l'intervention, mais qu'il fut forcé de reculer pour des motifs intérieurs (opposition massive et risques de troubles politiques en France) s'appuient davantage sur les papiers personnels de Blum et sur les articles de journaux proches des socialistes. Blum ne cache d'ailleurs jamais ses sympathies pour la République espagnole et son souhait que celle-ci parvienne à réaffirmer son autorité mais l'aide qu'il fournit ne parvient pas à renverser la tendance.

Le fameux discours de Luna Park de septembre 1936 est la pièce maîtresse des historiens adhérant à la thèse de l'incapacité d'intervenir. À partir de juillet 1936, la machine non-interventionniste est déjà mise sur pied et Blum doit se rendre à l'évidence qu'il ne pourra agir. À l'étranger, l'appui britannique n'y est pas et à l'intérieur, la menace de scission au sein du Front Populaire menace les réformes sociales du Premier ministre. Blum choisit alors entre l'Espagne et les ouvriers français. C'est ce que résume le discours de Luna Park.

Jacques Delperrié de Bayac dénonce davantage les ouvriers français que l'opposition britannique et diplomatique à l'intervention en Espagne. Selon lui, ce sont les grèves multiples de mai-juin 1936 qui ont déclenché une atmosphère de lutte entre patronat et syndicats, forçant le gouvernement nouvellement élu à changer sa rhétorique et à rechercher un plan faisant consensus²⁰. Il voit donc un Blum piégé par la confrontation idéologique qui a déjà commencé avant la Guerre d'Espagne. La non-intervention est donc motivée par des raisons pragmatiques et essentiellement internes de la France.

¹⁹ Jacques Delperrié de Bayac, *Histoire du Front Populaire*, Paris, Fayard, 1972, p.276.

²⁰ Jacques Delperrié de Bayac, *op. cit.*, p.228.

1.3 Les biographes de Blum

Les biographes de Léon Blum ressemblent en quelque sorte aux historiens du Front Populaire, bien qu'ils étudient en général l'ensemble de l'œuvre de l'ancien Président du Conseil. Le plus connu des biographes est Jean Lacouture (*Léon Blum*). En ce qui a trait à la Guerre d'Espagne, Lacouture reste centré sur Blum mais ne s'empêche pas non plus de vérifier autour de celui-ci pour voir comment la non-intervention est développée. Lacouture passe par le Quai d'Orsay, les ambassades, les ministères radicaux et l'armée pour voir où pourrait se trouver la faille qui a forcé Blum à choisir une option qu'il ne privilégiait pas initialement. C'est d'ailleurs ce que la majorité des historiens font à cet égard. Par contre, Lacouture est un des premiers à mentionner l'importance de Léger, secrétaire général du Quai d'Orsay. Sans avoir la preuve nette que celui-ci est entièrement responsable de la non-intervention, il soumet qu'il serait une erreur d'occulter le rôle que cet homme aurait pu jouer²¹. Parmi ce groupe, il faut également compter Joël Colton (*Léon Blum: Humanist in Politics*, New York, 1966), qui partage essentiellement la même vision que Lacouture. Cette approche, c'est-à-dire celle des biographes, a cependant ses failles. Considérés comme des « amis » de Blum, les historiens de cette école minimisent les actions néfastes du chef du gouvernement et blâmant ceux qui l'influencent. Il ne faut pas oublier que Blum avait également un sens géopolitique et que son premier attachement en politique étrangère était la Grande-Bretagne. Il y a donc raison de croire, contrairement à la majorité des biographes de Blum, que l'homme aurait pu choisir de son plein gré la non-intervention.

²¹ Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris, du Seuil, 1977, p.310-311.

1.4 L'historiographie de la Guerre d'Espagne : une guerre espagnole

Les historiens de la Guerre d'Espagne sont en grande majorité composés d'Espagnols. Cependant, les œuvres les plus connues demeurent celles de non-Espagnols. Il a été mentionné Hugh Thomas²² dont l'œuvre a été la base des études sur la guerre civile espagnole après 1965. Thomas ne soulève aucune polémique dans son travail, mise à part la théorie voulant que la Guerre d'Espagne soit en fait le prélude à la Seconde Guerre mondiale. Il préfère d'ailleurs faire une histoire linéaire de la Guerre d'Espagne en y ajoutant les preuves basées autour d'articles, de reportages internationaux de l'époque, et de papiers personnels de personnages directement impliqués dans le conflit. Ce type d'historiographie avait certes sa pertinence en 1960 dans un contexte où les archives espagnoles sont manquantes ou cachées par le régime franquiste. Cela alimentait quand même les ennemis du régime qui cherchait à l'identifier aux vieux démons de la Seconde Guerre mondiale. Par contre, les historiens espagnols ont eu longtemps tendance à se référer au travail de Thomas car celui-ci ne dégagait aucune polémique ou quelconque vieux démon pour aucun des belligérants. Le conflit y est décrit en fonction des événements et décisions prises par les chefs des deux camps en y démontrant quand même que Franco avait des talents de tacticien²³.

Si Thomas est sans conteste le plus connu des historiens de la Guerre d'Espagne, il faut également considérer les travaux de Guy Hermet (*Histoire de la Guerre civile espagnole*, Paris, du Seuil, 1989) et de Paul Preston (*The Republic Betrayed, Spain and the Great Powers*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1996). Ces historiens ont une réflexion semblable à celui des historiens espagnols ayant traité le sujet de leur guerre civile. La guerre demeure avant tout un enjeu espagnol qui est utilisé par les puissances pour tester leurs forces et leurs déterminations respectives. Elle n'est pas le prélude de la Seconde Guerre mondiale,

²² Hugh Thomas, *op. cit.*

²³ *Ibid.* p.276.

comme on l'a si souvent dit, mais elle démontre que le monde était entré dans une nouvelle phase, celle de la marche vers la guerre. Dans ce contexte, l'Espagne devient un intérêt stratégique pour les puissances qui ont entamé la marche de la guerre (Italie avec l'invasion de l'Éthiopie et l'Allemagne avec la réoccupation de la Rhénanie). Hugh Thomas est le plus « partisan » de ce groupe. Il est celui qui pousse le plus loin la théorie du prélude de la Seconde Guerre mondiale mais il n'est pas catégorique sur le sujet non plus²⁴. Cependant, celui qui se démarque du groupe des historiens de la Guerre d'Espagne demeure Paul Preston. Ce dernier fait une étude globale de la Guerre d'Espagne, c'est-à-dire qu'il maîtrise parfaitement le sujet dans ses contextes espagnol et international. Il voit dans l'attitude française celle d'une nation désespérée, portée à reculer devant une menace qui ne semble pas dramatique, mais qui demande trop d'efforts pour être contrebalancée efficacement. C'est ce qui l'amène à la conclusion que Blum n'a tout simplement pas le gouvernement nécessaire pour intervenir efficacement en 1936. De plus, sa thèse veut que la non-intervention a eu pour résultat d'empêcher non seulement la France d'aider son allié républicain en Espagne mais également de provoquer une alliance franco-anglaise avec l'URSS, jetant éventuellement l'URSS dans les bras de l'Allemagne²⁵. Selon Preston, la non-intervention et non la Guerre d'Espagne annonçait la marche vers la guerre. Cette « inaction » dans la non-intervention, mais également la perception que l'Ouest était faible, Staline aurait jugé préférable de traiter avec Hitler. Ainsi, Molotov-Ribbentrop et l'Axe Rome-Berlin auraient la même source : la non-intervention en Espagne. Bien entendu, ces historiens ne s'appuient aucunement sur la position française par rapport au conflit espagnol. Ils permettent de voir la perception que la République et les Franquistes avaient à l'égard

²⁴ *Ibid.* p.423. L'auteur stipule : « Par conséquent, l'on peut dire que la non-intervention a retardé un conflit général ; ce fut, sans doute, au détriment, au moins partiel, de la République espagnole, comme les accords de Munich l'avaient fait au détriment de la Tchécoslovaquie. »

²⁵ Paul Preston and Ann L. Mackenzie, *op. cit.* p. 10.

de l'aide (ou de la neutralité) étrangère. Ces questions ouvrent des portes pour mieux comprendre quelles étaient les relations franco-républicaines durant la Guerre civile.

1.5 Les historiens espagnols

La guerre marque encore les Espagnols aujourd'hui et ce phénomène est reflété par l'historiographie nationale. La Guerre civile était un des conflits les plus cruels de leur histoire. D'ailleurs, n'importe quelle guerre civile devient sanglante et des plus cruelles. Une guerre qui est combattue selon des lignes idéologiques bien marquées divisant patrie, amis et familles n'est guérie qu'après plusieurs générations.

Les premières années qui ont succédé à la Guerre d'Espagne ont été imprégnées par l'extension du conflit au reste du globe. Les années de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre sont celles du généralissime Francisco Franco Bahamonde et de son régime. La dictature politique de celui-ci a coupé court à tout débat entourant la guerre civile. La mort du dictateur ayant provoqué la mort de son régime, l'Espagne a réussi à retrouver, en 1978, sa démocratie volée en 1936.²⁶ Par contre, la démocratisation de l'État espagnol n'a pas vraiment ouvert les débats entourant la Guerre civile. Comme la grande majorité des Espagnols pensait avant tout à ne pas revivre les anciennes hostilités, il a été conseillé de façon non officielle de ne pas débattre le sujet. Autrement dit, l'Espagne a décidé entre 1978 et 1996 de ne pas revivre d'inquisition entourant la culpabilité des franquistes. La démocratisation de l'Espagne s'est faite sans tribunal, ni révision de l'histoire pour assurer un passage « normal » d'un système à un autre. Cette époque de l'intelligentsia espagnole est reconnue comme étant « *el pacto del olvido* » (pacte du

²⁶ Bien que l'Espagne fut épargnée de la gouverne de Franco à partir de 1975, ce n'est qu'après la décision royale de 1978 que la liberté d'expression, la démocratie parlementaire et le droit d'association furent retrouvés.

pardon)²⁷. En entrant dans une telle dynamique intellectuelle, il était donc de vogue au sein de la communauté universitaire espagnole d'éviter la publication d'œuvres ou de thèses pouvant ouvrir les plaies vieilles de 50 ans. Cela s'est fait à un point tel que même le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez a refusé de participer à toute commémoration du 50^e anniversaire de la Guerre civile en 1986²⁸.

La pratique du pacte ne s'est pas faite dans sans tension. Plusieurs régions fortement marquées par le conflit et la répression franquiste ont systématiquement encouragé une nouvelle historiographie pour mettre en lumière les aspects macabres de la Guerre civile espagnole et du système politique de Franco. La Catalogne est sans aucun doute la grande championne de cette fronde oppositionnelle²⁹. Ce qui rendait l'épreuve de la démocratisation douloureuse était le refus de faire la lumière sur les crimes commis sous le régime franquiste.

Toute la vie quotidienne de l'Espagne entre 1939 et 1978 a été vécue avec les cicatrices causées par l'effervescence et la polarisation politique de la nation d'entre 1930 et 1939. Deux des reliques de la vie sous le franquisme sont sans aucun doute « *el clasico* », le duel de football européen entre le FC Barcelona et le Real Madrid (le Real étant le club favorisé par le régime franquiste et le FC Barcelona représentant le bras sportif de l'opposition au régime), et le rassemblement annuel des fidèles de la *Falange de la JONS* (parti unique du régime franquiste) à Madrid où le bras fasciste est démontré à outrance. Par contre, les aspects plus subtils du régime franquiste (son conservatisme religieux en premier) sont restés très longtemps enracinés dans la vie quotidienne des Espagnols même après la mort du dictateur, le devoir de l'historien était difficile à entreprendre. Cependant, une fois entrepris, ce travail portait essentiellement sur ce qu'ont vécu les Espagnols entre 1936 et 1939. La tâche évacuait pour la plupart les aspects internationaux du conflit.

²⁷ Paul Preston and Ann L. Mackenzie (ed.), *op. cit.*, p.vi.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Ibid.*

Le poids historique est lourd sur le sentiment national et collectif des Espagnols. C'est pour cela qu'un poids historique aussi lourd que la Guerre civile ne pouvait être ignorée par la communauté historique de l'Espagne. Cependant, conscients que l'expression ou la dénonciation du franquisme pouvait entraîner la recrudescence des malaises de l'Espagne, les intellectuels ont laissé leurs pensées et réflexions face à la guerre et sa suite franquiste aux journalistes³⁰. Par contre, ce nouveau désir de justice introduit au sein du débat espagnol a permis de relancer chez les historiens les débats entourant la guerre civile. Depuis 1986, la guerre civile est étudiée par les historiens de l'Espagne et leur vision générale enrichit les études provenant de l'étranger. D'ailleurs, l'expansion de l'étude intensive de la guerre civile aux historiens espagnols permet de constater une différence fondamentale entre les visions étrangères et espagnoles de la guerre civile. Alors que les étrangers s'appuient sur les répercussions du conflit sur le reste du monde « diplomatique », les Espagnols reconnaissent avant tous les symptômes des malaises traditionnels de l'Espagne ayant abouti au déclenchement des hostilités. Autrement dit, les Espagnols creusent pour retrouver les sources de la guerre alors que les étrangers recherchent les étincelles qui ont répandu le conflit à l'extérieur de l'Espagne³¹.

1.6 Les grands débats : anti-Blum vs. pro-Blum

Une fois décrite chacune des écoles de pensée à l'égard du sujet, il est nécessaire de déceler quelles sont les grandes divergences entre celles-ci. En ce qui a trait à la politique de Blum face à la Guerre d'Espagne, les divergences sont multiples

³⁰ Juan Luis Cebrián, *Para una nueva cultura política*, Madrid, El País, 1986. Il s'agit de l'introduction d'une collection d'articles sur le 50^e anniversaire de la guerre civile publiés dans El País. Les journalistes favoriseront davantage une approche plus objective et moins partisane face à l'histoire.

³¹ Paul Preston, *The Great Civil War: European Politics, 1914-1945*, dans *The Oxford History of Contemporary Europe*, ed. Tim Blanning, Oxford, Oxford U.P., 1995, p. 148-181.

et témoignent d'un manque de consensus au sein de la communauté historique. Si les Espagnols ne s'attardent que très peu à cette question et préfèrent regarder les effets de la non-intervention sur le conflit, les historiens d'ailleurs ne se regroupent aucunement par nations, mais bien plus de façon « idéologique ». Certaines grandes lignes ont leur époque. Pour Hugh Thomas, la décision de la non-intervention n'était que le pur reflet d'un manque de puissance de la part de la France à partir de la fin des années 1920 et que c'était bien la Grande-Bretagne qui avait initié la non-intervention³². De son côté, Jean-Baptiste Duroselle croit davantage que la non-intervention était le reflet de plusieurs manœuvres politiques à l'intérieur du système français qui provoqua le recul de Blum pour ensuite se ranger en faveur de la non-intervention³³. De son côté, Julian Jackson semble également penché derrière la version de Duroselle en soumettant le fait que le Quai d'Orsay soit intervenu auprès des médias le 23 juillet 1936 par voie de communiqué pour déclarer qu'il bloquait toute vente d'armes à l'étranger n'ayant pas fait l'objet de son approbation³⁴. Finalement, il y a également Martin Thomas qui propose une différente théorie. Celle-ci soutient que la France a été influencée par Londres pour choisir la non-intervention.

Ces trois auteurs représentent trois courants que l'on peut séparer à l'intérieur des « pro-Blum » et des « anti-Blum ». Par exemple, les auteurs comme Jean Lacouture, Delperrié de Bayac et Julian Jackson font partie des pros. Cependant, leurs réflexions ne portent pas sur les mêmes questions. Lacouture préfère voir dans Blum l'idéaliste qui trahit de façon déchirante ses propres convictions alors que

³² Hugh Thomas, *op. cit.*, p.422-423.

³³ Jean-Baptiste Duroselle, *France and the Nazi threat*, p.243-244. L'auteur s'appuie sur des télégrammes envoyés par le ministère des Affaires étrangères aux ambassades de Londres et Rome pour proposer une alternative à la participation indirecte dans la guerre et empêcher la création de Blocs, ce qui confirme que le gouvernement français agissait de sa propre guise déjà sans avoir eu de consultation avec les Britanniques.

³⁴ Julian Jackson, *The Popular Front in France : Defending Democracy 1934-38*, p.203. Jackson soutient que le processus aboutissant à la non-intervention se fait en trois phases et que la première commence par le communiqué du Quai d'Orsay qui aurait visé les intentions attribuées au Président du Conseil lorsqu'il se trouvait à Londres entre les 22 et 24 juillet 1936.

Jackson tend à voir dans Blum davantage un pragmatique qu'un idéaliste³⁵. De son côté, Duroselle peut être considéré comme un anti-Blum de par ses positions voulant que la France fût gouvernée par des hommes politiques incapables de répondre aux besoins de celle-ci³⁶. De son côté, Martin Thomas se décrit comme un anti-Blum en raison de ses positions soutenant l'idée que la France recule face aux pressions britanniques³⁷.

Ces historiens, en démontrant leurs divergences respectives par leurs démarches différentes, témoignent d'un débat de générations. Pour Hugh Thomas, la Guerre d'Espagne représente sans aucun doute le début de la Deuxième Guerre mondiale. Cette démarche se fait à partir du traitement des sources de seconde main. C'est d'après beaucoup de témoignages et de papiers de politiciens que Thomas construit son travail et le recours aux archives diplomatiques est très limité en raison du manque relatif de source à l'époque (1961). D'une époque un peu plus contemporaine, Duroselle est capable de faire une étude plus extensive de la diplomatie française au courant des années 1930. Celui-ci, s'appuyant sur les archives du gouvernement français, démontre que la France n'a plus la force nécessaire pour assurer son plan de sécurité et de paix en Europe³⁸. Pour ce qui est de Lacouture, celui-ci fait son travail à partir d'archives également, mais il choisit quand

³⁵ *Ibid.* p.193. Jackson décrit davantage la quête de sécurité de la France comme étant l'enjeu premier de Blum en matière de politique étrangère.

Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris, du Seuil, 1979, p.314. Lacouture décrit le choix de Blum de s'allier à Londres comme étant une nécessité face aux dictatures. Or, cela est en contradiction avec la façon dont Jackson considère les actions de Blum. Jackson considère les actions de Blum comme étant tactiques et non politiques.

³⁶ Jean-Baptiste Duroselle, *France and the Nazi threat*, p.235. L'auteur décrit Blum comme ayant commis des erreurs stratégiques notables face à l'Allemagne en raison de la rigidité idéologique du programme du Front Populaire.

³⁷ Martin Thomas, *Anglo-French Appeasement*, p.91. Thomas démontre que c'est davantage avec la visite de Darlan à Londres pour rencontrer les dirigeants de la Royal Navy pour discuter des enjeux stratégiques de la Méditerranée que la position française fléchit. Or, la position unilatérale de non-intervention par la France était adoptée bien avant que Darlan se rende à Londres.

³⁸ Jean-Baptiste Duroselle, *France and the Nazi Threat*, p.242. L'auteur décrit la politique étrangère de Blum comme étant la continuité de ses prédécesseurs, ce qui veut dire l'attachement à la Sécurité collective. Ainsi, il décrit la politique de Blum comme étant inadéquate face au problème allemand.

même de privilégier les papiers personnels de Blum, ce qui a pour effet de camoufler un peu le comportement résolument « politique » et non « idéologique » de Blum lorsqu'il était Premier ministre. S'il démontre une évolution entre le Blum de l'opposition et le Blum chef de gouvernement, il n'en demeure pas moins que Lacouture minimise l'influence des autres membres du gouvernement français durant la période de Front Populaire. Il soutient également que la décision de la non-intervention semble être que celle de Blum³⁹. Finalement, Martin Thomas fait une étude extensive des documents diplomatiques en provenance de France et de Grande-Bretagne. Par contre, il mise davantage sur les papiers des Britanniques. Or ceux-ci étaient persuadés d'avoir une influence permanente à partir de leur ambassade sur les affaires françaises⁴⁰.

Les débats sont donc bien différents selon les époques et l'étendue des études. Alors que Duroselle fait une étude extensive de la politique étrangère française, et Lacouture consacre son travail qu'à Blum, Hugh Thomas met l'accent sur la Guerre d'Espagne et utilise une bonne partie de son travail pour se consacrer aux enjeux internationaux du conflit alors que Martin Thomas recherche les enjeux entourant le processus de négociation franco-britannique au courant des années 1930. Or, personne ne se consacre uniquement au dilemme espagnol de la politique de Blum, ce qui dilue ce sujet parmi tant d'autres dans les ouvrages mentionnés. Cependant, la Guerre d'Espagne représentait un cas spécial pour la diplomatie du gouvernement de Blum. Son éclatement et son évolution en ont fait un problème à part durant cette période, ce qui est sans aucun doute la raison pour laquelle on y applique autant d'énergie par l'entremise de la Convention de Londres (non-intervention). Le conflit espagnol dépassait en effet la simple logique de la sécurité européenne pour Blum. Il

³⁹ Jean Lacouture, *Léon Blum*, p.343. L'auteur se réfère aux souvenirs écrits après les faits surtout.

⁴⁰ Martin Thomas, *op. cit.*, p.108. Thomas est convaincu que la France est guidée par un indiscutable principe de collaboration politique avec la Grande-Bretagne sans pour autant mentionner que plusieurs politiciens français sont bien au courant que Londres a ses propres visées en Espagne et qu'ils ne tiennent pas compte de la France.

représentait le viol d'une démocratie pouvant devenir un allié permanent de la France à une époque où celle-ci se sent de plus en plus isolée sur la scène internationale en raison du refus des Britanniques de marcher dans la même direction que la France.

En conséquence, simplifier l'enjeu espagnol pour en faire un parmi tous ceux concernant la sécurité collective de l'Europe est une faute que plusieurs historiens commettent. Si l'Allemagne peut réoccuper un terrain lui appartenant politiquement (Rhénanie), cela ne veut pas pour autant dire que celle-ci a les mains libres pour une intervention en Espagne. Cela tient également pour la question éthiopienne suite à l'invasion de l'Abyssinie par les forces du Duce. Là encore, l'enjeu prend une ampleur internationale, mais cela est dû au fait que la France et la Grande-Bretagne étaient signataires du Pacte Kellogg-Briand. Par contre, dans un contexte où la France est en droit d'aider un gouvernement responsable et démocratique, la non-intervention qui devient une politique internationale officielle témoigne de la dimension disproportionnée de la Guerre d'Espagne par rapport aux autres enjeux de l'époque.

Il y a là une excellente raison de vouloir faire une étude extensive des répercussions de ce conflit sur les rapports que la France entretient avec le monde extérieur en 1936. De plus, la comparaison des enjeux internationaux auxquels s'attarde la France sous Blum et le problème espagnol démontre comment les réflexions de Blum à l'égard de la Guerre civile ne sont pas faites en fonction de ses relations avec les Britanniques. Le partenariat franco-soviétique de 1935 est la démonstration que la France est désireuse d'intervenir même si la Grande-Bretagne n'entend pas le faire de son côté. Pour une question n'affectant pas directement le déroulement d'un conflit (le partenariat ne précédait pas une guerre ou un conflit armé opposant des belligérants fascistes et antifascistes), la France était capable de traiter sans Londres, et son traité avec l'URSS en témoignait. Dans un contexte où la sécurité de la France était directement menacée par la poussée de forces sympathisant avec l'Italie et l'Allemagne, la Guerre d'Espagne représentait un problème

stratégique pour la France (celle-ci était menacée d'encerclement dans un scénario plaçant l'Espagne parmi les forces de l'Axe). Ayant déjà démontré son intention de travailler sans l'appui de Londres, la France était donc bien capable d'aider la République espagnole sans le consentement de Londres, laissant ainsi entrevoir que ce n'est probablement pas le gouvernement britannique qui ait véritablement été le responsable du recul de Blum après le 24 juin 1936. L'intention initiale du gouvernement français face à l'Espagne n'est pas de consulter ses alliés, mais bien d'aider son allié espagnol. Cette démarche était bien différente de celle entreprise après les affaires de Rhénanie ou de la tentative d'Anschluss de 1934. Face à ces problèmes, le gouvernement français cherchait à s'aligner sur un autre État européen influent, mais pour la Guerre d'Espagne, il s'est donné l'initiative d'intervenir sans consultation. C'est d'ailleurs un des seuls aspects sur lesquels les historiens du gouvernement Blum sont unanimes : la décision était celle de Blum.

Il y a donc multiples façons d'étudier la diplomatie du gouvernement Blum face à la Guerre d'Espagne. Autant les Français que les étrangers se sont intéressés à la question. Les études de la diplomatie française et des relations internationales entre les deux guerres permettent également de voir la fatigue de la puissance française, son retranchement derrière la stratégie britannique et sa dépendance de plus en plus évidente aux alliances et à la formation de blocs. Ces deux types d'historiographies nous permettent de constater qu'effectivement, la diplomatie de Blum manque de consistance et d'appuis. Ainsi, les oppositions interne et étrangère ont le dessus sur les politiques du gouvernement français. De plus, les problèmes techniques quant à la modernisation et au réarmement de l'armée, à sa réforme stratégique et à la dévaluation forcée du franc, le gouvernement Blum doit travailler pour faire survivre son gouvernement et non pour appliquer son programme. Cela devient sa réalité politique à partir de septembre 1936. L'été socialiste étant terminé, le Premier ministre doit maintenant empêcher que le conflit espagnol ne déborde pas à l'intérieur de la France pour deux raisons : éviter une décomposition de la société

civile française (on ne parle pas d'éclatement de guerre civile mais bien plus de tensions croissantes entre les branches conservatrices et progressistes de la société française), et empêcher la droite de faire tomber son gouvernement et ses réformes⁴¹. Cependant, l'étude des travaux ayant traité la politique étrangère de Blum démontre une évolution dans les conceptions et réflexions venant des historiens. Sans avoir tous les faits devant eux, les historiens des années 1950 et 1960 ont eu tendance à qualifier la France non-interventionniste de craintive et d'incapable d'assumer la défense de ses propres intérêts. Les années 1970 démontrent une évolution des réflexions chez les historiens. On perçoit dans la politique étrangère de Blum les mêmes failles que celles des gouvernements précédents : l'absence de renouvellement des politiques inadéquates pour les problèmes de la France des années 1930. L'historiographie des années suivant la décennie de 1970-80 semble divisée.

Finalement, il ne faut pas oublier non plus la contribution faite par les historiens dans la démonstration de l'échec de Blum face aux puissances fascistes. L'Espagne aurait pu, même sans intervention française, être seule pour régler ses comptes, mais l'orgueil de Blum et sa haine envers Mussolini ont certainement contribué à pousser le dictateur italien à traiter avec l'Allemagne et à sceller son alliance avec Hitler tout en contribuant à la victoire franquiste en Espagne. S'il n'existe pas de consensus sur les véritables raisons derrière la non-intervention, il y a unanimité sur son échec et sur les effets de celle-ci sur la diplomatie internationale.

1.7 La recherche des Archives

Le travail d'archives est nécessairement la principale source de recherche des historiens des relations internationales. C'est avec ce travail que l'historien forge sa perception, sa thèse et sa façon de réfléchir par rapport aux événements, même si la

⁴¹ Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle 1930-45*, Bruxelles, Complexe, 2003, p.176.

plume du diplomate ne dévoile que très rarement tous les enjeux. Ce travail constitue en soi une nécessité pour faire progresser la matière historique. Sans la recherche de sources de première main, il serait très difficile de saisir la nature des événements passés. Cependant, ce travail est également en conflit avec les intérêts traditionnels des États désireux de protéger leurs secrets et renseignements.

La République française a un code assez strict en ce qui a trait à la divulgation d'information jugée importante par son État. La « loi des 50 ans » est d'ailleurs en vigueur pour protéger pour au moins un demi-siècle les missives, renseignements, télégrammes et autres papiers de toutes sortes jugés confidentiels. En ce qui a trait à la Guerre d'Espagne et des sujets l'entourant (comme celui de ce travail), les archives françaises n'ont pu être utilisées avant la fin des années 1980. Dans ces circonstances, les archives privilégiées par les historiens de la politique étrangère de Blum étaient nécessairement celles de Londres. Pour les archives provenant d'Espagne, il est clair que celles-ci sont restées indisponibles aux yeux des chercheurs plus longtemps que les archives françaises. La dictature franquiste a provoqué une censure qui a quand même perduré avant que le roi et le gouvernement de Felipe Gonzalez n'assouplissent les règles d'accès à celles-ci en 1986. Néanmoins, celles-ci ne se sont pas vraiment avérées pertinentes pour l'objet de ce travail. Les archives espagnoles concernent davantage les relations internes de la République (rapports entre les différentes factions du camp) ou celles avec son alliée privilégiée, l'URSS stalinienne. La France, ayant abandonné la République avant le mois de septembre 1936, n'apparaissait plus comme vitale pour cette dernière dans son effort de guerre (c'était néanmoins le champ d'activité principal de son gouvernement, ce qui contribuait à reléguer les rapports franco-espagnols au second rang). De plus, les commissions qui ont ouvert les archives de façon progressive à partir de 1946 ont occulté quelque peu les dernières années de la III^e République. Ils ont préféré étudier la période de Vichy (sans doute pour faciliter l'épuration?).

Par contre, les historiens des relations internationales ont quand même travaillé ardemment pour élucider plusieurs problèmes de la fin des années 1930. Duroselle est sans aucun doute l'historien qui a fourni le plus de documentation sur la politique étrangère du gouvernement français durant cette période avec *La Décadence*. Il utilise dans son œuvre tout ce qu'il y a de disponible comme archives pertinentes, passant par les papiers personnels jusqu'aux télégrammes très confidentiels provenant du Quai d'Orsay ou du ministre des Affaires étrangères. La description du fonctionnement du Ministère des Affaires étrangères, de son corps diplomatique, de ses fonctionnaires et de ses professionnels témoigne d'une grande connaissance des archives de la III^e République. Martin Thomas et Robert Young sont également des historiens qui ont une très bonne connaissance des archives françaises de l'époque⁴².

Pour ce travail, il a été préférable de se pencher à la fois sur les sources de première main provenant des Archives nationales, du Quai d'Orsay et du Service historique de l'Armée de terre (SHAT) ainsi que la Fondation nationale de Sciences politiques (FNSP). Toutes ces archives se trouvent à Paris (le SHAT se trouve au château de Vincennes en banlieue de Paris). Les procès-verbaux de la commission sur les Affaires extérieures entre 1936 et 1939 permettent en effet de divulguer plusieurs débats houleux ont eu lieu en raison des événements au sud des Pyrénées pendant la Guerre civile. Par contre, d'autres sources, comme la deuxième série, des *Documents diplomatiques français* ouvertes au grand public se sont avérées riches en informations de haute importance en ce qui a trait à la diplomatie française entre 1936 et 1939. Alors que les Archives nationales, celles du Quai d'Orsay et celle du SHAT nous permettent de voir qui influence les relations diplomatiques françaises mis à part Blum et son cabinet, le FNSP nous permet de voir plusieurs papiers personnels du Président du Conseil. Les DDF nous informent sur un ensemble des relations

⁴² Robert Young, *French Foreign Policy 1918-1945. A guide to Research and Research Materials (revised edition)*, Wilmington, Scholarly Resources, 1991, 339p.

existantes entre les gouvernements, les ambassadeurs et les membres des cabinets français. C'est d'ailleurs dans une intention de faire parler ces archives que la prochaine partie de ce travail a été complétée. En fait, il s'agit de voir comment la non-intervention est devenue proposition informelle et politique d'État pour le gouvernement du Front Populaire. Comme il a été mentionné, le débat entourant la décision du gouvernement de Blum d'appliquer la non-intervention tourne autour de la responsabilité de la non-intervention. Plusieurs historiens, comme Martin Thomas, jugent que ce sont les Britanniques qui ont le plus contribué à influencer Blum et son cabinet en la matière, alors que d'autres, comme Jean Lacouture et Delperrié de Bayac, tendent à expliquer la menace de scission dans le gouvernement en raison d'une polarisation de plus en plus évidente au sein de la population française. Le programme intérieur du Front Populaire était-il à ce point sacré qu'il n'était aucunement question de l'abandonner pour une guerre ne concernant pas directement la France? Blum a nécessairement pris le choix de ne pas aider véritablement la République espagnole pour empêcher une division de son gouvernement. Les archives tendent à démontrer que si le gouvernement a bel et bien été influencé par le *Foreign Office*, cela s'est fait davantage par l'entremise des acteurs clés du gouvernement français désireux de ne pas agir sans les Britanniques. En aucune circonstance le *Foreign Office* n'a menacé le gouvernement Blum de représailles s'il agissait en faveur de la République espagnole. Tout au plus, les archives semblent démontrer des réserves quant à une intervention française en Espagne de la part des diplomates et politiciens britanniques.

CHAPITRE II

LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES AVANT ET PENDANT LE PROCESSUS DE LA NON-INTERVENTION

2.1 Introduction

Cette partie du travail nous aidera à comprendre comment la non-intervention est née et quelle a été son évolution. D'une proposition française et unilatérale (le 25 juillet 1936), elle deviendra une convention multilatérale composée de plusieurs États membres siégeant à Londres. Il a déjà été mentionné que le Premier ministre français sous le Front Populaire était désireux d'améliorer les relations de son gouvernement avec la Grande-Bretagne. En proie à un isolement diplomatique face à l'Allemagne, Blum est conscient en 1936 que Londres peut faire cavalier seul en traitant directement avec l'Allemagne pour régler ses problèmes de sécurité. Un tel scénario était la hantise de la politique française (surtout avec la remontée allemande après l'élection et l'implantation de la dictature nazie). À cet égard, on ne peut donc pas s'empêcher de penser que la non-intervention était peut-être une tentative de Blum pour récupérer un lien qui glissait de ses mains peu à peu.

Ce chapitre a pour objet de démontrer que ce n'était pas le cas. En fait, l'étude des archives françaises ainsi que les écrits des hommes politiques français après la période concernée ne démontre pas que la Grande-Bretagne a influencé directement ou indirectement la France. C'est d'ailleurs le cas pour les archives britanniques traitées par d'autres historiens. Directement, la Grande-Bretagne aurait pu tout simplement faire pression par l'entremise de son ambassade. Indirectement, l'attachement à la collaboration avec Londres chez des hommes politiques français

contribuait autant. Si la Grande-Bretagne a joué un rôle significatif, c'est d'abord indirectement, car Blum et son gouvernement étaient farouchement partisans d'un rapprochement avec elle. De plus, la non-intervention n'ayant aucunement contribué à améliorer les relations franco-britanniques, il a fort à faire pour convaincre que la France était prête en 1936 à sacrifier des intérêts stratégiques de haute importance au profit d'un possible réchauffement de relations avec une capitale dont le seul lien véritable avec elle était l'Entente cordiale¹. Ayant démontré qu'elle était disposée à se rapprocher même de Moscou, la diplomatie de la III^e République ne s'était guère montrée disposée à se laisser aller dans une valse diplomatique avec Londres². En ce qui a trait à la Guerre d'Espagne, il peut être suggéré que Blum n'ait pas considéré la carte britannique comme étant prioritaire.

Pourtant, le gouvernement Blum a décidé de réitérer son adhésion à la collaboration avec la Grande-Bretagne³. Les raisons forçant Blum à rester fidèle à cette collaboration reposent sur deux points essentiels : les besoins de sécurité de la France, et l'attachement réciproque au système parlementaire⁴. Le Pacte Kellogg-Briand en était un exemple après la SDN. Abandonner cette collaboration était suicidaire pour un gouvernement français et Blum savait trop bien (en tant que Premier ministre mais également en tant que Français) que sa nation « dépendait non pas de la Grande-Bretagne, mais d'une bonne relation avec elle »⁵. En entrant au gouvernement, cette collaboration n'était plus une philosophie pour Blum. Elle devenait une politique. Ce n'est d'ailleurs pas une surprise si l'on considère que

¹ Robert Frank, *La hantise du déclin, la France 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Paris, Benin, 1994, p.39-41. Frank démontre que la démarche française ne se fait qu'en fonction des intérêts immédiats de la France et qu'elle peut même aborder des sujets déstabilisant son partenaire dans la Sécurité collective (questions coloniales et de réarmement).

² Pierre Milza, *op. cit.*, p.162.

³ Julian Jackson, *op. cit.*, p.192.

⁴ *Ibid.*

⁵ Léon Blum, *L'avenir des relations franco-britanniques*, Paris, Bataille socialiste, juillet 1938, p.1.

l'arrivée au pouvoir de Blum va amener une véritable détente dans les rapports franco-britanniques⁶.

Si tous les éléments réunis ne permettaient pas vraiment à l'Axe de se plonger dans une difficile et coûteuse guerre (en 1936, on parle de deux fronts pour l'Allemagne), qu'est-ce qui a fait reculer Blum dans ses ardeurs prorépublicaines? Est-ce le Quai d'Orsay ou le *Foreign Office*? Pis encore, est-ce le *Foreign Office* qui a persuadé le Quai d'Orsay de plaider la cause de la non-intervention devant les élus français? Comme nous l'avons mentionné, les historiens ont de la difficulté à s'entendre sur la question. Cependant, il existe une unanimité sur un fait important : c'est en revenant de Londres après la rencontre des 23 et 24 juillet que Blum présente pour la première fois la non-intervention comme option privilégiée par son gouvernement⁷. Cette déclaration deviendra publique environ deux semaines plus tard et deviendra la politique officielle du gouvernement français.

Comme mentionné plutôt, ce travail se penche avant tout sur les archives en provenance de France. C'est d'ailleurs l'objectif même de ce travail : expliquer qui est responsable de la non-intervention à part les politiques britanniques? Ce chapitre répond en partie à cette question en confirmant que les éléments britanniques dans le processus décisionnel du gouvernement Blum comptent pour peu. Tout au plus, on peut considérer l'influence britannique comme étant un vecteur d'opposition interne au gouvernement Blum d'une part, et d'une opposition radicale au sein du gouvernement de Front Populaire.

Cependant, le troisième chapitre aura pour but de démontrer comment Blum réfléchissait sans l'apport des éléments britanniques. Pour cette partie, il s'agit donc de démontrer pourquoi la question britannique, en ce qui a trait à la non-intervention, était secondaire et externe au choix décisionnel de Blum. Par contre, cette partie

⁶ Richard Gombin, *Les socialistes et la guerre. La SFIO et la politique étrangère française entre les deux guerres mondiales*, Paris, Mouton, 1970, p.221.

⁷ *Ibid.* p.202.

démontre également que Blum avait un profond respect pour la Grande-Bretagne et qu'il privilégiait personnellement l'amélioration des relations entre les deux pays. Par contre, sa démarche à cet égard ne tenait aucunement compte de la Guerre d'Espagne. Elle cherchait avant tout à exposer les dangers que l'Axe causait à la Grande-Bretagne et le choix de la non-intervention n'allait certainement pas dans ce sens.

2.2 Des intentions initiales aux décisions finales

Le Front populaire français ne gouverne que depuis quelques semaines lorsque le putsch militaire du code « Arriba España » est déclenché par les factieux provenant des rangs de l'Armée, des carlistes et de la Phalange espagnole. Déjà confronté à une vague de grèves ouvrières que son gouvernement cherche à limiter, Blum doit rapidement faire face à une crise internationale dont les retombées externes ne peuvent qu'être négatives pour la France. En fait, devant un tel problème, chaque gouvernant français regardait le problème espagnol par rapport à l'Italie, l'Allemagne, les voies de communication méditerranéennes de la France, la situation au Maroc, et la fragile et informelle alliance avec la diplomatie britannique. Le calcul qu'impose la Guerre d'Espagne à un responsable français est compliqué par la remilitarisation de la Rhénanie, le soudain intérêt que l'Allemagne et l'Italie ont pour les Balkans et l'Europe de l'Est, le désir de garder de bonnes relations avec le nouveau partenaire soviétique et la position qu'entend prendre la SDN par rapport au conflit. Par contre, il était clair pour tous les hauts dirigeants français que le problème se liait à la question de la sécurité du pays face à l'Allemagne. Franco affichait, en recevant l'appui des puissances de l'Axe, une sympathie ouverte à l'égard des rivaux de la France⁸.

⁸ Hugh Thomas, *op. cit.*, p.303.

Dans les premiers instants du conflit, Blum rappela qu'il était dans la légitimité internationale en fournissant à la République un appui effectif par l'envoi massif d'équipement militaire, que les clauses de son traité avec l'Espagne, datant de 1935, prévoyaient que la France soutienne le gouvernement républicain en cas de guerre. De plus, avec des informations recueillies selon lesquelles Franco cherchait à recruter des Marocains de la zone française donnaient une raison assez valable pour considérer l'aide à la République comme « crédible » ou légitime⁹. Mais le meilleur argument venait de la capture d'avions italiens destinés aux insurgés du Maroc espagnol. Une telle preuve permettait, *de facto*, au gouvernement français d'agir à sa propre guise¹⁰. Par contre, la première démarche que le gouvernement de Blum a décidé d'entreprendre suite au déclenchement du conflit fut de bloquer le matériel de guerre à la frontière franco-espagnole à partir du 26 juillet. La capture surprise d'un avion italien en Algérie provoqua un revirement qui permettait la réouverture de la frontière à partir du 1^{er} août¹¹.

Blum laissa donc ses premiers souhaits influencer dès le début du conflit sur les décisions qu'il prenait par rapport au problème espagnol, mais il le faisait dans un contexte où il se croyait en position de force, car la légitimité internationale lui était acquise. Il le confirme le 19 juillet avant de quitter pour Londres lors d'un discours devant une foule de Paris :

Pas de doute là-dessus. Pas de doute que si nous nous plaçons sur le terrain strict du droit international, du droit public, seul le gouvernement légal aurait le droit de recevoir de l'étranger des livraisons d'armes, alors que ce droit devrait être refusé sévèrement aux chefs de la rébellion militaire¹².

⁹ AN, F/60/753, « Lettre du Sultan du Maroc au Général Noguès », 5 septembre 1936, Le Sultan affiche un mépris envers les factieux espagnols qui auraient tenté, par l'entremise de militants de l'Action marocaine, d'engager des Marocains pour servir dans l'Armée des Tercios.

¹⁰ DDF, « Lettre de M. Peyroutin, Résident Général de France à Rabat, à M. Delbos, Ministre des Affaires étrangères », communiqué no46, 1932-1939, Tome III (19 juillet au 19 novembre 1936), Paris, Imprimerie nationale, 1986, pp.79-80.

¹¹ Dominique Borne, Henri Dubief, *La crise des années 30 (1929-1938)* col. Nouvelle Histoire de la France contemporaine, no. 13, Paris, du Seuil, 1989, p.166.

¹² Léon Blum, *Discours politiques*, Paris, Imprimerie nationale, 1997, p.192.

Ces faits laissent entrevoir plusieurs éléments de la démarche politique de Blum face à la Guerre d'Espagne. En premier lieu, lorsqu'il est confronté au problème, et surtout lorsqu'il est mention de l'implication de forces de droite dans la participation militaire des insurgés, Blum se fait l'ardent partisan de la « Légalité » lui donnant tous les droits souverains d'aider un gouvernement officiel. Par contre, lorsqu'il fait face à sa propre foule, celle criant à l'injustice parce que rien n'est fait pour l'Espagne républicaine, il s'exprime avec un cœur de militant brisé par la réalité qui le force à choisir de façon pragmatique. Cela laisse entrevoir que les Britanniques ne comptent que pour très peu dans ses calculs entre juillet et septembre 1936 et que c'est davantage les masses françaises qui l'intéressent par rapport à l'Espagne.

2.3 Les intérêts français poussés vers un rapprochement avec Londres

Si les premiers mois de la Guerre d'Espagne semblent imposer un véritable « va-et-vient » d'informations, de communiqués ou de programmes entre les diverses capitales européennes, Blum démontre que la France garde un intérêt privilégié, mais non indéfectible pour l'opinion du *Foreign Office* britannique. La France du Front populaire peut se passer de concours britannique. Or, Blum est conscient que sans l'appui de Londres, ses tentatives de rapprochement avec Moscou ne peuvent lui être profitables, mais lorsque Moscou décide d'appliquer une vigoureuse politique d'aide aux loyalistes de l'Espagne (par l'entremise du Komintern surtout), c'est avec la base militante de gauche de sa coalition que le Premier ministre devra débattre, comme il doit le faire à Luna-Park en septembre 1936¹³. Encore une fois, cela semble confirmer que ce n'est pas la question britannique qui fait fléchir Blum. Thorez lui reproche sévèrement son attitude le 15 août :

¹³ Voir citation 1 à la première page.

Je n'accuserai personne de vouloir pousser directement ou indirectement à la guerre... mais sur la plus grave et en tout cas la plus émouvante des questions actuelles, sur la question espagnole, une commune volonté de paix nous laisse cependant en divergence pratique avec un des groupes de la majorité, le parti communiste... Je conviens sans hésiter que l'installation en Espagne d'une dictature militaire liée par des liens trop étroits de reconnaissance vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Italie ne représenterait pas seulement une atteinte à la cause internationale de la démocratie, mais une inquiétude – je ne veux pas dire plus – pour la sécurité française et, par conséquent, une menace pour la paix¹⁴.

Blum restera cependant ferme dans son intention d'appliquer « officiellement » la non-intervention. Autrement dit, il tentera de conforter sa droite (les radicaux) nécessaire pour assurer la survie de son gouvernement. Par ses discours, il se montre assez expérimenté pour contrôler une masse ayant des intentions « belliqueuses ». Il s'exprime d'ailleurs avec beaucoup de conviction en octobre 1936 devant un rassemblement de militants à Paris :

J'ai deux devoirs à remplir : un devoir envers le parti dont je suis le délégué au gouvernement, et j'ai, comme chef de gouvernement, à remplir des devoirs vis-à-vis de la collectivité nationale auprès de laquelle, nous, parti, nous avons contracté des obligations. Le jour où je ne pourrai plus concilier ces deux devoirs, le jour où je ne pourrai plus, sans manquer à ma solidarité disciplinée à l'égard de mon parti, pourvoir aux grands intérêts nationaux dont j'ai la charge, ce jour-là, le pouvoir pour moi deviendra impossible¹⁵.

S'il affiche une attitude de fermeté dans le but de contenir une masse favorisant une aide massive et immédiate à l'Espagne, il reste muet devant plusieurs hommes influents qui auraient pu jouer un rôle plus crédible auprès du gouvernement français. Blum, en refusant une intervention française en Espagne, attire à son endroit les foudres non seulement des socialistes, mais également de militaires, comme le lieutenant-colonel Morel, attaché-militaire français en Espagne au courant de la guerre civile. Au même moment, il donne un appui inconditionnel aux

¹⁴ Jean Lacouture, *op. cit.*, p.368.

¹⁵ *Ibid.*, p.364.

initiatives britanniques qui n'ont pour but que de retarder ce qui ne peut plus être empêché en 1936. C'est donc après sa prise de décision initiale qu'il préfère se ranger derrière la politique étrangère britannique et non avant. Autrement dit, la Guerre d'Espagne semble être le choix d'alliance de la France : la Grande-Bretagne ou l'URSS¹⁶. Cela démontre que Blum recherche un appui pour soutenir la France, mais non pas automatiquement celui des Britanniques. Il choisit éventuellement de s'aligner sur la Grande-Bretagne, mais ce n'est aucunement par ce qu'il n'en a point le choix. D'ailleurs, ses actions « défensives » se font bien plus à l'égard des foules de gauche le désapprouvant sur la question espagnole.

2.4 La « relâche » de la non-intervention et les erreurs stratégiques de Blum

Entre le 19 juillet et le 8 août, les déclarations publiques du Premier ministre français évoluent comme les politiques du gouvernement face à la crise espagnole. S'il laisse la passion guider ses décisions avant le 8 août, les pressions viennent de tous les côtés de sa fragile coalition et du corps diplomatique français concernés par la crise. Corbin, ambassadeur de la France à Londres, ne souhaite aucunement représenter les positions de Blum auprès des Britanniques¹⁷. Pourtant, la réunion du Conseil des ministres du 28 juillet confirmait que l'Allemagne et l'Italie fournissaient les insurgés depuis les premiers jours suivant le putsch. Delbos déclarait avoir reçu des informations d'Algérie et du Maroc selon lesquelles il pouvait certifier une aide italienne aux insurgés espagnols¹⁸.

Léon Blum avait donc toutes les raisons valables et justifiables pour se dire en droit d'agir pour aider la République espagnole. Mais avec les discussions sur la

¹⁶ David Carlton, "Eden, Blum, and the Origins of Non-Intervention", *Journal of Contemporary History*, no.9, London, Institute of Contemporary History, 1974, p.42.

¹⁷ MAE, Z213 a/d, *Espagne – Interventions étrangères dans la Guerre civile*. Corbin indique clairement à Léger qu'il est en désaccord avec les positions de Blum à l'égard de la belligérance française dans la guerre en Espagne, 26 juillet 1936.

¹⁸ AN, F/15/147, *P-V de la Commission des Affaires étrangères entre 1936 et 1939*.

question rhénane entre les délégations belge, française et britannique tenues les 23 et 24 juillet, les pressions envers le Premier ministre commençaient à se faire sentir. Il avait déjà affronté Eden et Baldwin sur la question et devait maintenant faire de même avec Édouard Herriot, Président de la Chambre des Députés, Jules Jeanneney du Sénat et Chautemps. C'est dans ce contexte que se joua la crédibilité de la non-intervention. Rapidement, Blum fait l'erreur stratégique de vouloir outrepasser les règlements de la non-intervention, provoquant les cris d'alarme de la mouvance pacifiste et de la droite française¹⁹. À gauche, l'effet provoque la désapprobation à l'égard d'une politique qui n'est aucunement suffisante pour aider les républicains et qui laisse le champ libre à toute activité illégale des puissances de l'Axe²⁰. Mais en voulant outrepasser ces mesures, Blum démontrait lui-même une désapprobation de la non-intervention en soi. S'il décidait de l'instituer en tant que politique officielle, il entendait s'assurer le choix d'aider la République « discrètement »²¹.

Cette décision est significative, car elle démontre un désaccord à l'égard d'une politique, prouvant qu'elle n'était aucunement de son initiative. Léon Blum a ainsi fait remarquer que la décision d'appliquer la non-intervention venait d'une aile politique trop influente pour être contrée. Ses actions dans le contexte où il s'exprime à l'égard de la Convention témoignent d'un désir de passer outre celle-ci dès qu'il en a l'occasion. Alexis Léger et la fronde parlementaire (incluant la grande majorité de la députation radicale), ne pouvaient donc qu'imposer au Premier ministre la décision d'appliquer la non-intervention à l'égard de l'Espagne. Par l'entremise d'articles de journalistes proches de lui, Léger fit passer un message auprès de l'opinion publique.

Voilà un signe – mais signe n'est pas preuve – d'un désir de Léger et de la diplomatie française de faire pression, ici assez indirectement, sur Blum au sujet de l'Espagne, la manœuvre a consisté à l'amener à Londres où sa

¹⁹ Jacques Kergoat, *La France du Front populaire*, Paris, la Découverte, 2003, pp.186-187.

²⁰ *Ibid.*, p.189.

²¹ Pierre Renouvin et René Rémond (ed.), *Léon Blum, chef de gouvernement*, Paris, Presse de la Fondation nationales des Sciences politiques, 1981.

présence n'était pas indispensable, afin qu'il y entendît ce qu'on savait qu'il entendrait²².

Malgré la décision du conseil des ministres, le chef du gouvernement français se refusa de proposer une vision un peu plus nuancée à son entourage immédiat :

Si l'Allemagne n'intervenait pas par ses visites tapageuses, de pareils incidents n'auraient pas lieu.

L'Allemagne nous encercle. Tout le pays devrait se liguer contre ceux qui veulent mettre à feu et à sang l'Europe tout entière²³.

Le 8 août, la décision d'entériner la non-intervention comme politique officielle du gouvernement était confirmée. Ce fut le fruit de pressions immédiates venant des hauts fonctionnaires de la diplomatie française (Alexis Léger étant le plus influent). Par contre, dans un contexte où la France prêche cette politique sans la respecter entièrement, la non-intervention perd rapidement de son sens. L'évolution de la politique entre août et décembre de la même année ne tourne qu'autour de la crédibilité du gouvernement français dans son intention de faire respecter la non-intervention. La droite ne se calme pas entre ces mois, sa presse continuant son harcèlement envers le gouvernement :

C'est sous le couvert du Front populaire espagnol que se déroule sur le territoire de la péninsule la bataille entre la révolution soviétique dirigée par Moscou et ceux qui ont levé contre l'esclavage soviétique l'étendard de la révolte. Ce ne sont plus, comme jadis, deux factions qui se disputent le prestige et les avantages du pouvoir politique ; aujourd'hui, c'est la guerre entre la barbarie moscovite et la civilisation occidentale...²⁴.

²² Claude Thiebaut, *Léon Blum*, « Alexis Léger et la décision de non-intervention en Espagne », dans Jean Sagnes et Sylvie Caucanas (dir.), *Les Français et la Guerre d'Espagne : actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, Centre de Recherche sur les problèmes de la frontière, 1990, p.31-32.

²³ AN, F/15/147, *P-V de la Commission des Affaires étrangères*, allocution de Léon Blum à l'égard de l'implication allemande dans l'aide fournie à l'insurrection « nationaliste », 5 août 1936.

²⁴ Général de Castelnau, « L'étendard de la révolte », Paris, *L'Écho de Paris*, 26 août 1936, p.4.

Comme le mentionne Pike, la presse joue un rôle considérable dans la vie quotidienne des populations en 1936²⁵. En utilisant la presse comme moyen de pression sur le gouvernement, les contestataires parvenaient sérieusement à intimider le gouvernement de Blum, à un point tel que Delbos s'insurge contre la fuite d'informations jugées secrètes dont la presse se saisit avec l'aide de militaires et de diplomates opposés au plan de Blum²⁶. C'est d'ailleurs un point où Azaña, Président de la République espagnole entre 1936 et 1939, reconnaît avoir eu de la sympathie pour Blum et sa tentative de stabiliser la Guerre en Espagne. Il le mentionna après son exil et le retrait de la vie politique du gouvernement républicain en exil :

Notre guerre a profondément divisé l'opinion publique à l'étranger, comme si la passion espagnole était contagieuse. De larges secteurs de l'opinion ont fait cause commune avec l'un ou l'autre camp espagnol, et parfois ils y ont ajouté des raisons et des motifs extérieurs au conflit. Cette tension des esprits a eu pour effet, notamment, d'obliger les gouvernements à transiger. À le considérer depuis l'Espagne, avec toutes les possibilités d'erreur que comporte la distance, tel semblait être le cas de la France²⁷.

Non seulement était-ce le cas, mais Blum et la diplomatie française s'accrochèrent aux principes de la non-intervention même quand la Guerre s'intensifiait, au moment où le lieutenant-colonel Morel, attaché militaire français en Espagne, décrit une situation qui ne peut aller qu'en faveur des Républicains. Les deux mois précédents avaient démontré les piètres résultats de la politique proposée à l'Europe et la non-intervention devenait une « moquerie » et un gouffre pour le gouvernement du Front populaire²⁸. Aux yeux des témoins directs de la Guerre civile espagnole, la non-intervention était frustrante autant pour ses opposants que ses

²⁵ David Wingeate Pike, *Les Français et la Guerre d'Espagne (1936-1939)*, Paris, PUF, 1975, p.33.

²⁶ AN, F/15/147, *P-V de la Commission des Affaires étrangères*, Delbos affirme à Léger qu'il est insatisfait du travail de protection des informations sur les décisions prises par la Commission, 28 juillet 1936.

²⁷ Manuel Azana, *op. cit.*, p.31.

²⁸ MAE, Z213, *Télégramme d'Ambafrance Rome*, communiqué I520-523 réitérant la position franco-britannique de non-intervention et de limitation de la guerre aux frontières espagnoles, 4 décembre 1936.

partisans. Les communiqués de Jean Herbette, ambassadeur français en Espagne, entre octobre et décembre 1936 témoignent de l'impatience que son équipe éprouve devant les lacunes flagrantes de la non-intervention en ce qui a trait au trafic d'armes en provenance du territoire français²⁹. Pis encore, la lettre remise par l'ambassade britannique à Yvon Delbos en août 1936 (avant que Blum n'émette une déclaration publique sur la question espagnole) ne pouvait que servir d'ultimatum visant à prévenir la France que toute tentative de s'ingérer trop « indiscrètement » dans le conflit provoquerait une remise en question des obligations britanniques selon le Traité de Locarno³⁰. Cela étant dit, Blum était déjà conscient que l'esprit de Locarno était en partie désapprouvé depuis le refus britannique de répliquer contre l'occupation de la Rhénanie en mars 1936. Le résultat d'un tel refus était sans doute plus grave pour la sécurité française que l'installation d'un régime ami de l'Italie au sud des Pyrénées et pourtant Londres se refusât d'intervenir. En conséquence, il était peu probable que la situation en ce qui a trait à l'esprit de Locarno ne pouvait être véritablement détruite par l'attitude française, car celui-ci avait été discrédité au printemps 1936.

2.5 La Sécurité collective et la non-intervention en Espagne

S'il était jugé indispensable de conserver le soutien de la Grande-Bretagne dans toute initiative française, les dirigeants du Quai d'Orsay ne verraient jamais, entre 1936 et 1939, le risque que pose la non-intervention dans les rapports franco-soviétiques. En fait, la non-intervention prouvera au Kremlin que la possibilité d'agir de façons ferme et concertée avec Londres et Paris n'est qu'une option dont la possibilité de réussite reste mince. Nul doute que l'attitude française face à la Guerre

²⁹ *Ibid.*, les neuf communiqués de Jean Herbette entre octobre et décembre 1936 concernant le trafic d'armes via le territoire français témoignent de l'impatience dont fait preuve l'ambassadeur devant le non-désir du gouvernement d'appliquer à la lettre la non-intervention.

³⁰ Hugh Thomas, *op. cit.*, p.367.

d'Espagne contribuera au changement d'attitude des dirigeants soviétiques à l'égard de l'Allemagne en 1939.

Avec le ministère Barthou en 1935, la France parvient à rétablir une situation qu'elle espérait retrouver depuis la révolution bolchevique. Rétablir une situation de deux fronts hostiles envers l'Allemagne était primordial pour les dirigeants de la diplomatie française depuis le rétablissement du service militaire et de la dictature politique en Allemagne. Avec la constitution de fronts antifascistes (sous le couvert de Fronts populaires), l'avantage semblait retourner dans le camp des vainqueurs de la guerre 14-18. Cependant, les réticences françaises à l'égard d'une possible intervention en Espagne brouillent les rapports entre Moscou et Paris. Avec un Komintern disposé à servir l'effort de guerre républicain, et la pression qu'impose le PCF à la SFIO à partir de juillet 1936, Blum doit choisir entre l'informelle alliance avec Londres ou la fraternité idéologique avec l'URSS. En tant que politicien français, son choix sera rationnel. L'Entente cordiale est beaucoup trop cruciale pour être abandonnée, et seule la flotte anglaise est capable de garantir une sécurité aux voies de communication méditerranéennes de la France, que l'Espagne soit franquiste ou pas³¹. La stratégie démontrait donc que la France n'avait plus de liberté d'action, qu'elle devait s'appuyer sur un allié pour prévenir tout danger affectant sa sécurité. Hitler prouvait donc, entre 1936 et 1939, que la France n'avait plus de stratégie cohérente à l'égard des dangers potentiels, et que sa stratégie « attentiste » permettait, *de facto*, à la diplomatie britannique d'imposer sa vision des relations européennes auprès des dirigeants français.

Jumelée à la crise tchécoslovaque, la Guerre d'Espagne provoquait de tels problèmes qu'elle affectait le moral des politiciens (Blum fut certainement déchiré par les choix pris lors de sa direction du cabinet), des militaires (Morel ne parvenant

³¹ Général Gambiez, « Prélude à une théorie sur l'évolution des conceptions militaires en France et en Allemagne au cours de la Deuxième Guerre mondiale », dans Pierre Renouvin, *Les relations franco-allemandes entre 1933 et 1939, Colloques internationaux du CNRS*, Paris, CNRS, 1976, p.238.

pas à faire valoir un point de vue pourtant rationnel) et de la base militante du Front populaire ayant travaillé à la concrétisation de l'union des forces antifascistes. La Guerre d'Espagne provoquait donc l'effondrement d'un fragile équilibre existant entre les diverses sphères de pouvoir de la III^e République. Devant un tel constat, comment Staline pouvait-il continuer à croire en une véritable alliance avec l'Ouest ?

L'absence d'un programme de politique étrangère cohérent chez les dirigeants du Front populaire contribua certainement à l'effondrement de la dynamique diplomatique de la France entre 1936 et 1939. Même si Blum démontrait qu'il connaissait les grandes bases de la politique étrangère de la France en tant que Premier ministre, sa décision d'imposer une non-intervention « relâchée » prouvait qu'il n'avait pas conscience des effets néfastes qu'une telle initiative pouvait avoir sur l'opinion du public français. À droite, la presse ne cessait de sonner l'alarme, alors qu'à gauche, on reprochait au gouvernement de ne pas respecter les bases du programme antifasciste du Front populaire. Le Premier ministre français se montrait ainsi incapable de maîtriser la situation, et fut donc forcé de laisser Léger et ses fonctionnaires influencer sur le processus décisionnel. « Le vrai ministre, c'est le secrétaire général »³².

Il semble maintenant évident que cette la politique de non-intervention manquait de cohérence par rapport aux objectifs de la diplomatie française et même par rapport aux relations franco-britanniques. D'une part, la non-intervention devenait une source de conflit perpétuel entre la France et l'Italie surtout. La conséquence sera de consacrer l'Axe Rome-Berlin. Ensuite, les rapports franco-britanniques devaient d'être améliorés après quelques années de brouille. Blum était plus que disposé à rétablir ceux-ci. Si ce n'est probablement pas les pressions britanniques qui ont joué un rôle déterminant dans son choix, il n'empêche que la Grande-Bretagne s'est affichée comme disposée à traiter avec n'importe quelle autre

³² Jean Sagnes et Sylvie Caucanas, *op. cit.*, p.27.

puissance désireuse de le faire si la France se jetait dans une aventure solitaire. En suivant la démarche de la non-intervention, les Français ont bel et bien cherché à se positionner dans le même camp que celui des Britanniques. Mais sa pratique de la non-intervention « relâchée » ne pouvait que donner des munitions aux rivaux de la France et gêner Londres qui était certainement plus scrupuleuse dans ses intentions neutralistes. Finalement, la non-intervention avait comme principal but de rassembler et de réunifier les forces politiques françaises. Or, personne ne croyait à la bonne volonté du Premier ministre. À Gauche, on prêchait une intervention avec passion et acharnement. À droite, on accusait avec autant d'énergie n'importe quel petit non-respect de la Convention qui servait des munitions pour l'Allemagne ou l'Italie. Si le Président du Conseil cherchait à apaiser les tensions en proposant ce qu'il a proposé, ce fut de toute évidence un échec.

2.6 Le *Foreign Office* et le Quai d'Orsay

En 1936, la politique étrangère de la France avait comme priorité (depuis 1919) de contenir l'Allemagne. Peu importe dans quel contexte se trouvait sa puissance, peu importe la complexité de ses relations avec les autres grandes puissances du monde, l'objectif prioritaire de la III^e République était d'assurer sa protection face à l'éternelle ennemie que représentait l'Allemagne³³. Cependant, la principale base sur laquelle reposait cette politique était son amitié et sa « collaboration » diplomatique avec le *Foreign Office* britannique. C'est également en raison de cette dynamique que la politique étrangère française se démarquera comme particulièrement inefficace face au problème espagnol. En faisant de cette collaboration une priorité (sans pour autant avoir des garanties de la part de la Grande-Bretagne), elle sera réticente à épouser une convention militaire avec

³³ Julian Jackson, *op. cit.*, p.190.

l'URSS. Elle sera poussée par ce fait même dans l'isolement face au problème allemand et échouera lamentablement en Espagne. Julian Jackson fait d'ailleurs une excellente analyse de cette question lorsqu'il lui suggère la *Ligne Maginot* comme principale représentation symbolique³⁴.

La politique étrangère britannique avait un allié clé dans ses relations avec la France : le Quai d'Orsay. Sans pour autant dire que le Quai d'Orsay (grand palais abritant le Ministère des Affaires étrangères) était satellisé par le *Foreign Office*, il était le principal instrument de la diplomatie française pour rester en bons termes avec Londres³⁵. Ses membres suivaient les traditions briandistes, c'est-à-dire désireuses de collaborer avec Londres, et poursuivaient inlassablement leur quête d'un second front en Europe de l'Est. Lorsque la Guerre d'Espagne éclate, le Quai d'Orsay travaille encore dans cette dynamique et il le confirme la même année en démontrant beaucoup de retenue face à la réoccupation de la Rhénanie par la Wehrmacht. C'est d'ailleurs en raison de cette constante retenue que la France cèdera petit à petit des morceaux de terrain à l'Allemagne et l'Italie. En ce qui a trait à la question espagnole, la France sera victime d'un échec lamentable parce qu'elle détiendra la légitimité et le droit d'aider la République alors que l'Axe sera constamment dans l'illégalité en aidant une junte rebelle. Ainsi, l'Axe prend l'initiative avec son intervention en Espagne à partir de 1936, car il procède à un remaniement de la carte politique européenne en ayant recours à une junte d'insurgés illégitimes alors qu'elle force les démocraties à la retenue malgré leur droit d'aider la République, détentrice de la légitimité.

³⁴ *Ibid.*, Jackson mentionne que la principale tactique diplomatique et géopolitique de la France pour contrer l'Allemagne est défensive et occulte les solutions offensives qui lui sont offertes. La Ligne Maginot représente selon lui le symbole de cette stratégie, car elle mettait un dispositif défensif considérable contre un possible assaut frontal allemand, mais n'amenait aucune solution pour avoir l'initiative des opérations. En fait, cela démontre que la politique française à l'égard de l'Allemagne est très agressive, mais sa principale stratégie militaire correspond davantage à freiner une percée allemande contre son territoire, laissant ainsi l'initiative des opérations offensives à la Wehrmacht.

³⁵ *Ibid.*

En 1936, le Quai d'Orsay suit entièrement la démarche britannique par rapport au problème espagnol. Son Secrétaire Général, Alexis Léger, est teinté de briandisme et ses objectifs reposent sur une forte participation à la Société des Nations, une collaboration étroite avec la Grande-Bretagne, et l'assurance de faire fonctionner la sécurité collective en Europe de l'Est³⁶. Lorsque la Guerre d'Espagne éclate, on peut dire que ces fonctionnaires sont davantage désemparés que peu enclins à vouloir aider l'Espagne républicaine. Comme Duroselle le mentionne, la décision de la non-intervention serait celle de la France, mais celle-ci n'aurait pas tardé à avoir l'appui total des Britanniques, encore moins enclins à vouloir aider un *Frente Popular* aussi gauchisant en Espagne³⁷. Pourtant, l'idée d'aider la République espagnole était conforme au programme officiel de politique étrangère de la France sous le Front Populaire. C'était l'un des domaines dans lesquels Blum restait lui-même ancré aux positions traditionnelles de la III^e République : « Volonté de paix », « sécurité collective », « limitation des armements », « dans ce programme, rien qui tranche avec les idées coutumières »³⁸. D'ailleurs, il était l'un des artisans de cette politique. Au courant des années 20, la droite française tendait à favoriser les options offensives et unilatérales face à l'Allemagne alors que la gauche préférait reposer ses espoirs sur la démarche « légaliste », soit celle de la Sécurité collective et du désarmement mutuel³⁹. Par contre, en regardant les objectifs de la gauche dans sa diplomatie face à la poussée agressive des puissances autoritaires à partir des années 30, on peut rapidement constater que les méthodes utilisées sont un lamentable échec et que l'option de réagir avec force est de plus en plus souhaitable (Abyssinie, Rhénanie).

Lorsque la Guerre d'Espagne éclate, Léon Blum est encore très attaché aux objectifs traditionnels de la diplomatie française, mais il entend les défendre en

³⁶ *Ibid.*, p.191.

³⁷ Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.304.

³⁸ *Ibid.*, p.292.

³⁹ Julian Jackson, *op. cit.*, p.190.

gardant pour la France une totale liberté d'action, soit par la fourniture immédiate d'armes aux républicains. Rapidement, il change de position et choisit d'opter pour la non-intervention. Qu'est-ce qui pousse Blum à faire un tel choix : est-ce la réalité lui démontrant qu'avec ou sans aide britannique il y aurait guerre avec l'Allemagne ou est-ce le Quai d'Orsay ou le *Foreign Office* qui persuade celui-ci de rester neutre dans le conflit? Poser la question est comme y répondre. Certes, Blum est conscient des enjeux que représente une guerre contre l'Allemagne en 1936. Par contre, ce que personne ne réalise est que le dictateur allemand n'est pas prêt à la guerre non plus. Il est peu probable que lui-même ait cherché à pousser la France dans la guerre en aidant les « Nationaux » en Espagne (surtout lorsque nous savons aujourd'hui qu'il n'aurait pas envoyé sa Wehrmacht en Rhénanie s'il y avait eu intervention française). De plus, en héritant des jeux de Barcelone, le Reich n'avait certainement pas intérêt à les saboter en provoquant le déclenchement d'une guerre européenne.

Pour bien comprendre la tournure des événements nous permettant de comprendre l'influence du Quai d'Orsay et du *Foreign Office* dans le processus décisionnel du gouvernement Blum, il faut démontrer comment la France voit déjà son système de sécurité collective s'effondrer (la réoccupation de la Rhénanie par la Wehrmacht le confirme). Ce qui est frappant dans la question espagnole, c'est que le gouvernement de Blum a une idée claire de ce qui est une menace ou une assurance pour la sécurité française en Espagne. Blum n'a même pas à réfléchir s'il se questionne sur lequel des belligérants est le plus sympathique à sa patrie. Cependant, la France de 1936 est débordée par la question rhénane, l'avenir de Locarno, le système d'alliances en Europe de l'Est et le rétablissement de relations chaudes avec Londres. Dans ce contexte, la Guerre d'Espagne n'était qu'un nouvel enjeu auquel la France ne pouvait répondre adéquatement avec la stratégie qu'elle avait adoptée depuis 1919. De plus, la question espagnole était intrinsèquement liée à celle de la flotte de guerre des puissances méditerranéennes. Celle-ci était en suspens depuis

1930 en raison des désaccords sur le désarmement naval des puissances européennes⁴⁰.

2.7 La vision internationale de la France en 1936

Comme déjà mentionné, le principal objectif diplomatique de la France entre 1919 et 1936 est la sécurité collective. Celle-ci est fondée sur le désarmement progressif des puissances, un système d'alliances bilatérales avec des États clés d'Europe de l'Est, la collaboration diplomatique avec la Grande-Bretagne et l'isolement relatif de l'Allemagne sur la question des traités.⁴¹ Durant l'entre-deux-guerres, l'attitude de la France varie constamment face à l'Allemagne. Du début des années 1920 jusqu'à l'intégration de l'Allemagne dans la SDN, l'attitude française était agressive en raison des réticences de l'Allemagne face à son devoir d'appliquer le traité de Versailles sur la question des réparations. Avec la détente à partir du ministère Stresemann et de l'intégration allemande à la SDN, la France est revenue à une attitude plus conciliante, optant pour la négociation dans les questions de sécurité. Sans pour autant inclure l'Allemagne dans toutes les questions (elle demeure terriblement effrayante pour la France), elle accepte qu'elle puisse participer au concert international⁴². C'est avec l'élection des nazis et l'établissement de leur dictature que les rapports se refroidissent à nouveau. Après trois années de règne hitlérien, les rapports entre la France et l'Allemagne ont atteint un point où la France se sent plus que jamais isolée sur les questions de sécurité. De son côté, l'Allemagne prend l'initiative et commence à marquer ses points lui permettant d'isoler la France. L'intervention dans la Guerre d'Espagne est la dernière d'une série de mesures prises

⁴⁰ Le travail aborde les questions méditerranéennes et de désarmement naval à la page 57 au point 2.8 (Les intérêts britanniques et la non-intervention en Espagne).

⁴¹ Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.292.

⁴² Pierre Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 2002, p.78.

par le Reich entre 1933 et 1936 permettant à l'Allemagne de redevenir la principale force d'attraction d'Europe.

Le contexte politique dans lequel entre Blum lorsqu'il devient Premier ministre est si complexe qu'il ne peut qu'être propice à une instabilité grandissante avec l'élection d'un gouvernement comme celui du Front Populaire. Malgré leur appui aux positions traditionnelles de la France, les élus de gauche font face à ce problème qu'est celui de la guerre en Espagne. Avec la réoccupation de la Rhénanie et la rupture de la sécurité collective, le Front Populaire est élu sans véritable programme international, mais doit composer avec des problèmes de cet ordre tout en essayant d'accomplir son principal mandat : réformer les conditions sociales des Français. Pourtant, plusieurs options démontraient que Blum pouvait réagir avec vigueur en Espagne. L'une d'entre elles était d'adhérer à un protocole militaire avec l'URSS, mais cela aurait mis en danger l'entente avec Londres et ses relations avec les autres États d'Europe de l'Est. Ces États sont d'ailleurs un autre point de litige entre la Grande-Bretagne et la France. Alors que la Grande-Bretagne cherchait à utiliser ses États initialement pour contrer la force nouvelle de la Russie bolchevik, alors que la France cherchait à s'assurer l'appui de ces mêmes États pour contrer l'Allemagne.

2.8 Les intérêts britanniques et la non-intervention en Espagne

Il ne fait aucun doute que le gouvernement britannique a contribué à l'effondrement du régime républicain en Espagne. C'est d'abord en défendant la non-intervention dans les détails les plus strictes et scrupuleux qu'il est parvenu à mériter une partie de la responsabilité de la chute de la République espagnole. Cependant, cette politique que le gouvernement britannique a pratiquée à l'égard de l'Espagne n'était pas régie en fonction des événements en Espagne, mais bien en

dehors de celle-ci. C'est en tentant de persuader l'Allemagne et l'Italie de renoncer à la guerre que le gouvernement britannique a motivé ses « interventions en faveur de la non-intervention »⁴³. À l'intérieur de l'Espagne, le *Foreign Office* n'avait pas vraiment matière à se préoccuper de l'intégrité de ses intérêts. De toute façon, peu importe quel camp remportait la guerre, la Grande-Bretagne se positionnait en tant que partenaire financier pour reconstruire le pays. Par contre, il ne faut cependant pas oublier qu'en 1936, la première menace aux yeux de plusieurs vieux *tories* provient de l'URSS stalinienne et non de l'Allemagne ou de l'Italie. Dans un scénario dans lequel le Parti communiste satellisait le pouvoir républicain, le *Foreign Office* ne pouvait guère y voir d'éléments positifs⁴⁴.

De plus, le gouvernement britannique n'avait pas à se préoccuper de façon intense des affaires espagnoles comme c'était le cas pour le gouvernement français. À l'interne, les conservateurs n'avaient pas à gouverner en partenariat avec le *Labour* ou les libéraux. Ayant la majorité parlementaire, le gouvernement n'avait pas à se préoccuper d'un groupe particulier de son gouvernement, d'autant plus que la tradition parlementaire britannique forçait plus ou moins la main de la députation du gouvernement à voter de son côté⁴⁵. Par contre, Baldwin n'avait guère d'intérêts pour les affaires diplomatiques, ce qui rendait le *Foreign Office* responsable de la question espagnole selon Tom Buchanan⁴⁶. Dans un contexte où Eden est ministre des Affaires étrangères et farouche opposant à l'intervention, Baldwin ne consacrait que très peu de temps pour la question espagnole. L'ambassadeur britannique en Espagne, *Sir Henry Chilton*, était extrêmement hostile à la République, ce qui le

⁴³ Tom Buchanan, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p.37.

⁴⁴ *Ibid.*, p.43-44.

⁴⁵ *Ibid.*, p.38.

⁴⁶ *Ibid.*, p.39.

rendait définitivement contre toute intervention⁴⁷. C'était également le cas de Clerk, ambassadeur auprès des Français.

Cependant, la base qui régissait les relations entre la Grande-Bretagne et l'Espagne demeurait les intérêts de l'Empire via Gibraltar. En 1936, la principale préoccupation des Britanniques à l'égard de la Guerre d'Espagne était la sécurité de leurs convois et de leur suprématie navale en Méditerranée. Fait encore plus important, cet axe représentait le principal intérêt britannique dans la négociation d'un « nouveau Locarno » avec l'Italie et l'Allemagne. En déstabilisant la région, la guerre civile provoquait un net recul de l'intérêt allemand à adhérer à un nouveau pacte européen⁴⁸. "I am very unhappy that this terrible Spanish question should now come to complicate our troubles in Europe, especially at a time when Germany and Italy had accepted an invitation to the five-power conference"⁴⁹. En fait, le Quai d'Orsay et le *Foreign Office* s'affrontaient depuis 1930 sur les questions méditerranéennes et d'armements navals. Le Quai d'Orsay liait entièrement la question du désarmement naval français et celui de l'Italie en cherchant à limiter l'influence que l'Allemagne pouvait exercer sur le dictateur italien⁵⁰. En fait, la sécurité générale de la France était concernée par les questions méditerranéenne et navale. L'Armée de Terre devait rester la priorité, car c'était elle qui recevait le principal coup par les frontières allemandes. Cela forçait donc le gouvernement à consacrer des sommes d'argent importantes pour équilibrer les forces en présence sur tous les théâtres de guerres potentielles. En conséquence, la France cherchait donc à assurer une parité avec l'Italie sur la question navale pour s'assurer un autre équilibre

⁴⁷ *Ibid.*, p.41.

⁴⁸ *Ibid.*, p.42-43.

⁴⁹ Emprunté de Tom Buchanan, *op. cit.*, p.43. L'auteur a recueilli ce texte dans : Bodleian Library, Oxford, *Gilbert Murray Papers*, dep. 225, 20 August 1936, Eden to Murray.

⁵⁰ Martin Laberge, *Les objectifs français à la Conférence navale de Londres (21 janvier – 22 avril 1930)* : « Il faut assurer l'avenir », dans « Guerres mondiales et conflits contemporains », n° 213, janvier 2004, p.15.

avec l'Allemagne. C'était d'ailleurs ce que René Massigli déclarait en tant que délégué français à la Conférence de Londres de 1930 :

L'état-major de la Marine estime ne pouvoir accepter la parité avec l'Italie en Méditerranée que moyennant l'engagement précis d'une coopération immédiate de la flotte britannique avec la nôtre en cas d'agression italienne. [...] L'intérêt [...] consiste à lier étroitement notre position en Méditerranée à celle de l'Angleterre⁵¹.

En ce qui a trait à cette conférence, la discorde franco-britannique se résumait à l'interprétation mutuelle que les gouvernements des deux États faisaient de la question de sécurité⁵². D'une part, la France voyait sa sécurité menacée par deux fronts différents alors que le *Foreign Office* était plutôt disposé à traiter des deux enjeux de façon séparée. Par contre, s'il est démontré clairement que la France recherche un gage d'assurance venant de la Grande-Bretagne pour ses questions de sécurité vis-à-vis de l'Allemagne et l'Italie, elle le fait en stipulant qu'elle peut traiter unilatéralement des enjeux et que cela voudrait simplement mettre à mort toute sécurité collective. Autrement dit, la France était disposée à agir seule même pour un enjeu d'une envergure aussi importante que le tonnage naval des puissances méditerranéennes et de la sécurité de sa frontière Nord. De plus, ceci se faisait au moment de la grande coopération franco-britannique marquée par l'intégration de l'Allemagne à la SDN (1926). Cela témoigne du désir de la France d'assurer sa sécurité et son indépendance avec ou sans le consentement de la Grande-Bretagne⁵³.

Il est donc évident que même si le gouvernement britannique a exercé une pression ou pas auprès de son homologue français, la non-intervention répondait aux intérêts de Londres. Cela alimente la thèse voulant que ce soit le *Foreign Office* qui ait forcé la main du gouvernement français de son aventure non-interventionniste.

⁵¹ MAE PA-AP : Massigli / 11. Note de Massigli dans laquelle il fait un exposé du plan de pacte méditerranéen le 11 janvier 1930.

⁵² Martin Laberge, *loc. cit.*, p.19.

⁵³ *Ibid.*, p.15.

Cependant, rien n'indique toujours dans ses propos que le gouvernement britannique s'impose sur le gouvernement français. En 1936, la France tient à tout prix à poursuivre sa collaboration avec le *Foreign Office* mais ne considère pas tous ses intérêts en fonction de celui-ci (sa collaboration avec l'URSS en témoigne). De plus, le gouvernement britannique dépend également de la France pour s'assurer qu'il y a un équilibre terrestre avec l'Allemagne. Dans un contexte où celle-ci remilitarise sa Rhénanie et que la France se montre conciliante en ne faisant que protester, il aurait été mal perçu par même les plus anglophiles du gouvernement français que le *Foreign Office* s'ingère directement dans leurs affaires diplomatiques.

2.9 Hostilité britannique à l'égard du gouvernement républicain espagnol

La majorité des sympathisants républicains dans la Guerre d'Espagne était convaincue que le Pacte de non-intervention était une résolution des puissances européennes, mais qui était en fait mis en pratique que par les États démocratiques. Le résultat de cette politique selon eux a déterminé la victoire des forces insurrectionnelles. Mais comme nous l'avons déjà mentionné, l'initiative est véritablement venue du Premier ministre français (du moins publiquement). La réplique de la gauche européenne face à ce fait est que la France a agi sous les pressions du gouvernement *tory* de la Grande-Bretagne pour ne pas perdre justement l'appui sur lequel elle a décidé de miser pour garantir sa sécurité. Cette interprétation s'appuie essentiellement sur les mémoires de Claude G. Bowers, ambassadeur américain en Espagne durant la Guerre civile. "The latter (*Foreign Office* promptly made common cause with them (opposed to the intervention within France), and accepted the responsibility before history of more or less threatening the French Popular Front Government with a cancellation of the Locarno Pact if they allowed the

export of arms to Spain”⁵⁴. Selon cette même interprétation, le gouvernement français aurait été très sensible aux demandes britanniques en plusieurs étapes.

Premièrement, le 25 juillet, le gouvernement aurait émis aux ministres les mises en garde de la Grande-Bretagne au courant de la Conférence internationale de Londres (23 juillet), ce qui aurait fait reculer Blum dans son intention d’envoyer une aide matérielle demandée par l’Espagne le lendemain du coup manqué de Franco. Deuxièmement, le gouvernement Blum a fait sa déclaration officielle sur la non-intervention le 1^{er} août, concrétisant ainsi les vœux du *Foreign Office*. Au départ, ce pacte ne se voulait destiné qu’aux puissances méditerranéennes (on sentait davantage d’ardeurs offensives de l’Italie que de l’Allemagne au début du conflit). Par contre, le pacte prendra rapidement des dimensions plus larges, les velléités de l’Allemagne et de l’URSS se faisant sentir rapidement dans les événements espagnols.

Entre-temps, des preuves démontrant une aide italienne fournie aux insurgés franquistes paraissent par la découverte d’un envoi d’avions au Maroc espagnol. Le résultat de cette annonce forçait le gouvernement français à réagir par la déclaration suivante : « En attendant l’établissement d’une communauté de vues à ce sujet entre tous les principaux gouvernements intéressés, le fait que des fournitures de guerre proviennent maintenant de l’étranger aux insurgés oblige le gouvernement français à réserver sa liberté d’appréciation pour l’application de la décision prise par lui »⁵⁵.

Les conséquences de cette déclaration devenaient de plus en plus évidentes à partir du 7 août lorsque le gouvernement français rendait public l’envoi aux Républicains de cinq avions militaires commandés avant le déclenchement de la guerre civile⁵⁶. C’est à ce moment que le gouvernement britannique serait de nouveau intervenu dans les affaires internes de la France selon la tendance gauchisante. À partir du 8 août, les Britanniques auraient redoublé d’ardeur pour

⁵⁴ Claude G. Bowers, *My Mission to Spain*, New York, 1954, p.281.

⁵⁵ DDF, 1932 à 1939 : 2^e Série (1936-39), n° 59, Tome III, Paris, Imprimerie nationale, 1966, p.100.

⁵⁶ Claude G. Bowers, “Will France break neutrality?” *New York Times*, 8 August 1936, p.5

forcer la main des Français et les ramener dans la non-intervention stricte. Cette décision est également confirmée par la voie diplomatique⁵⁷. Cette déclaration était prononcée sans avoir d'assurance d'adhésion de la part de l'Allemagne ou de l'Italie. Il s'agissait donc d'une déclaration unilatérale confirmée par les Affaires étrangères également le 15 août :

Les négociations poursuivies entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne ayant permis de constater leur accord sur une attitude commune à observer au regard de la situation en Espagne, j'ai l'honneur, conformément à la proposition dont les autres gouvernements européens ont été saisis et en rappelant les initiatives déjà prises unilatéralement par le gouvernement français de faire à Votre Excellence la déclaration suivante⁵⁸.

Pourtant, la version voulant que le gouvernement britannique ait été celui qui força la main des Français vers la non-intervention reste puissante et influente. Hugh Thomas relate les faits de cette façon : "If France did not immediately ban the export of war material to Spain, and war with Germany were to follow, Britain would hold herself absolved from her obligation to aid France under the Treaty of Locarno"⁵⁹.

Dans cette affirmation, l'historien se réfère en grande partie sur les récits et versions des hommes d'État de la faction gauche du gouvernement espagnol, convaincus que le *Foreign Office* travaille secrètement au service des franquistes. De plus, il occulte pratiquement toutes les déclarations venant de la part d'officiels britanniques et français jugeant que ce sont les Français qui ont pris l'entière responsabilité de l'initiative de non-intervention. Eden lui-même réfute toute hypothèse voulant que le gouvernement britannique ait été responsable de cette décision dans ses mémoires lorsqu'il fait référence à une conversation qu'il aurait eue avec des sympathisants du *Labour*. "I explained confidentially to them the action we

⁵⁷ DDF, *op. cit.*, n°111, p.162. Delbos envoie une missive auprès de plusieurs ambassades le 9 août pour confirmer que l'exportation d'armes en Espagne était définitivement suspendue.

⁵⁸ *Ibid.*, n°150, p.222. La déclaration est le texte intégral de la convention sur la non-intervention en Espagne.

⁵⁹ Hugh Thomas, *The Spanish Civil War*, London, Oxford University Press, 1961, p.258.

had taken, remarking that the initiative for non-intervention had come from the French Government"⁶⁰. Il prétend également avoir fait le démenti de toute implication britannique derrière la non-intervention devant la députation labourite une semaine plus tard lorsqu'on lui pose la question au parlement⁶¹.

Par contre, ces propos sont également alimentés par les ardents défenseurs de la République en ce qui a trait à la responsabilité officielle de celle-ci. Pierre Cot, ministre de l'Air sous le gouvernement de Blum, voyait les pressions britanniques se faire sentir à propos de la question espagnole en suggérant que le gouvernement britannique envisageait d'aider Franco si le gouvernement français était incapable d'adopter une politique de neutralité totale, rompant directement avec les principes de la sécurité collective. "That was what Blum had been given to understand when he had gone to London on July 22 (sic) and it had been repeated still more frankly in naval and military circles"⁶².

Cot était de la branche gouvernementale en faveur de l'intervention dès les débuts. Largement associé au penchant plus à gauche en ce qui a trait aux relations internationales, Cot s'est rapidement senti sous pression par les Britanniques dès les débuts de la guerre en Espagne, allant jusqu'à soumettre que la non-intervention, ultimement, était la meilleure solution pour empêcher les Britanniques de soutenir Franco⁶³. Cependant, il est important de noter que Pierre Cot n'était pas présent à Londres lors de la Conférence des trois puissances du 22 et 23 juillet et que cette affirmation serait venue d'autres sources présentes. Néanmoins, elle témoigne que parmi la délégation française à Londres, certains ont vu les pressions britanniques jouer pour beaucoup.

Pourtant, Cot lui-même semble revenir sur ces propos en s'expliquant auprès de l'historien J. B. Bell. En effet, Cot réfute les affirmations selon lesquelles

⁶⁰ Anthony Eden, *Facing the Dictators*, p.405. Emprunté de Hugh Thomas, *op. cit.*, p.287.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Pierre Cot, *The Triumph of Treason*, *op. cit.*, p. 345-346.

⁶³ *Ibid.*

l'ambassadeur Clerk ait évoqué les sévères réserves du gouvernement britannique face à la perspective d'une intervention française dans le conflit⁶⁴. Blum lui-même ne fait pas référence à quelconque menace à la sécurité collective en évoquant l'attitude des Britanniques lors de la Conférence internationale. « Soyez prudents » sont les mots qu'il utilise pour exprimer ce que les Britanniques lui conseillaient⁶⁵. Il s'en tient donc à la version officielle de la Conférence de Londres, c'est-à-dire que son gouvernement s'est rendu dans la capitale britannique pour discuter de l'avenir du Traité de Locarno et de la Sécurité collective suite à la remilitarisation de la Rhénanie par le Reich⁶⁶. Ce n'est donc pas au courant de la Conférence de Londres de 1936 que le gouvernement britannique aurait été en mesure d'influencer Blum en faveur de la neutralité. Tout au plus, les faits démontrent seulement des réserves que les dirigeants britanniques ont à l'égard du projet français. Par contre, en 1936 les « réserves » sont multiples entre Londres et Paris depuis quelques années et la collaboration ne prenait jamais fin. S'il y avait refroidissement dans les relations, Londres démontrait une certaine indépendance, mais jamais au point de pousser la France seule dans une guerre contre l'Allemagne.

2.10 La Conférence internationale de Londres du 23 juillet 1936

Ce sont les événements entre ces dates qui laissent planer le doute quant à la responsabilité de la non-intervention. Étant donné que les Documents diplomatiques français et les archives britanniques (que d'autres historiens ont étudiées) ne mentionnent pas le sujet de la Guerre civile espagnole en ce qui a trait à la Conférence de Londres. En conséquence, ce que l'on peut supposer simplement est

⁶⁴ J. B. Bell, *French reaction to the Spanish Civil war*, in L. P. Wallace and W. C. Askew (eds.), *Power, Public opinion and Diplomacy*, Durham, N.C., Duke Press, 1959, p.281, n.21.

⁶⁵ Joel Colton, *Léon Blum: Humanist in Politics*, New York, 1966, p.241

⁶⁶ *Ibid.*, p.237.

qu'il y aurait eu des conversations informelles sur le sujet dans les réceptions liées à la conférence en question, comme le laisse entrevoir Blum⁶⁷. D'ailleurs, les hypothèses entourant la décision de Blum de ne pas intervenir sont liées à cette conférence. Le 22 juillet, Blum s'apprêtait à mettre sur pied un dispositif pour secourir les Républicains. Le 8 août, il proposait officiellement la non-intervention.

La visite de Blum à Londres était prévue depuis un bon temps déjà. Son objectif officiel était de reconduire l'Europe dans une nouvelle entente « locarnienne ». Blum est également conscient de la perception qu'ont les Britanniques de son gouvernement lorsqu'il met les pieds à Londres. "London seems to share the opinions of Rome and Berlin, echoed throughout the smaller European capitals, that, for the time being, internal difficulties will render France a negligible factor in the European equation"⁶⁸. Selon M. D. Gallagher, les Britanniques percevaient les Français dans un état de désespoir en 1936. De plus, sa perception est que les Britanniques croyaient que la France cherchait par tous les moyens de démontrer une présence à proximité de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire que sa tactique était de faire croire qu'une alliance ferme, mais non officielle existait entre la France et la Grande-Bretagne⁶⁹. Eden n'était d'ailleurs pas extrêmement enthousiaste d'en venir à un règlement de paix générale en Europe, tant la position de Paris était différente de celle de Londres (surtout depuis la remilitarisation de la Rhénanie).

Les historiens réfutent la thèse que Blum se serait rendu à Londres pour discuter des affaires espagnoles⁷⁰. S'il ne cachait pas ses sympathies pour la République espagnole lorsque celle-ci réclama une aide militaire et financière de sa soeur latine, il réalisa rapidement le bien-fondé de rester dans la neutralité. Blum n'affirmait-il pas « Comment était-il possible pour nous d'aider le gouvernement

⁶⁷ *Ibid.*, p.241.

⁶⁸ Léon Blum, *Interview with Léon Blum*, Londres, Daily Telegraph, 18 June 1936, p.16. Propos tenus dans un article quant à l'avenir du Traité de Locarno.

⁶⁹ M. D. Gallagher, « Léon Blum and the Spanish Civil war », dans *Contemporary History*, no 9, 1974, p.57.

⁷⁰ *Ibid.*

légal de l'Espagne sans que Mussolini et Hitler ne fassent de même pour les rebelles »⁷¹?

Néanmoins, Blum décida d'intervenir entre les 20 et 22 juillet en faveur de la République et de garder le secret réservé à sa garde rapprochée et aux collaborateurs du plan d'aide (Delbos et Daladier, ministres des Affaires étrangères et de la Défense)⁷². Cette décision est confirmée par Welczeck, ambassadeur allemand à Paris. "I have learned in strict confidence that the French government declared itself prepared to supply the Spanish Government with considerable amounts of war material during the next few days. Approximately 30 bombers, several thousand bombs, a considerable number of 75mm. guns etc. Are involved"⁷³. Cela confirme, selon l'ambassadeur allemand, le fait que le gouvernement français avait bel et bien l'intention d'intervenir aux côtés des Républicains en Espagne. Lui-même confirmait d'ailleurs à Pertinax, lors de sa visite le 23 juillet, que c'était sa décision et qu'il ne tenait pas compte de l'avis des Britanniques⁷⁴.

Qu'il ait été convaincu de ne pas intervenir ou non par les Britanniques lors de cette visite reste encore un mystère, car peu de signes démontrent qu'il change ou ne change pas d'avis jusqu'au 8 août, date à laquelle est annoncée la non-intervention. Par contre, plusieurs questions demeurent en suspens sur les conversations informelles qu'il y aurait eu entre Blum et les officiels britanniques à l'égard des affaires d'Espagne. Premièrement, qui a parlé à Blum? Est-ce Eden ou est-ce Baldwin? Puisque la Conférence portait sur un nouveau Locarno et que la question espagnole ne devait en aucune circonstance être mentionnée, que pouvons-nous savoir sur ce qui aurait pu être dit par rapport à la guerre civile?

⁷¹ Léon Blum, « Les initiatives françaises en Espagne », *Le Populaire*, 15 octobre 1945, p. 5.

⁷² M. D. Gallagher, *op. cit.*, p.57.

⁷³ *Documents of German Foreign Policy*, Series D, III, *Germany and the Spanish Civil War 1936-39*, document no.3. Extrait emprunté de M. D. Gallagher, *op. cit.*, p.59.

⁷⁴ M. D. Gallagher, *op. cit.*, p.58.

Selon certaines versions, ce ne serait pas Eden qui aurait discuté de la question avec Blum, mais bien Baldwin et que celui-ci aurait démontré une attitude carrément différente à Blum. « Soyez prudents » ne seraient pas les mots utilisés par Baldwin, selon Jean Grandmougin. Au contraire, le ton de Baldwin aurait été plus ferme, se limitant à « Ne comptez pas sur nous »⁷⁵. La différence de ton que l'on peut observer entre ce qu'aurait dit Eden et ce qu'aurait dit Baldwin est appréciable. Entre une mise en garde pour les intérêts personnels des Français et la menace d'isolement que lance Baldwin, il y a une différence capable de faire changer de décision un Président de Conseil français en 1936. Cordell Hull, Secrétaire d'État américain, juge également que c'était Baldwin qui avait parlé à Blum en raison des grandes préoccupations entourant la Guerre d'Espagne à Londres. "The British government's views are that any assistance to Spain by France might lead to an international crisis"⁷⁶.

Par contre, un autre événement vient en éclaircir le débat sur les influences qui ont poussé Blum à changer sa décision d'intervenir. Rapidement, on voit le Quai d'Orsay jouer un certain rôle avec les élus français, ce qui renforce ainsi la thèse que ce sont des pressions internes qui poussent Blum à choisir la non-intervention. Le 23 juillet, le directeur adjoint des affaires politiques du Quai d'Orsay écrit :

M. Cot me téléphone qu'il envoie au Département pour avis une demande présentée par le gouvernement espagnol pour l'achat de vingt à trente avions de bombardement. Les bombes seraient prises à Clermont-Ferrand. Le ministre de l'Air a ajouté qu'étant d'accord avec le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères, et en raison de l'urgence, il procéderait dès demain à la livraison de la commande, sauf contre-ordre du président du Conseil, même s'il n'avait pas encore l'avis favorable du Département. Au moment où je vous télégraphie, M. Henry Bérenger téléphone pour signaler l'émotion sérieuse que produit au Sénat la nouvelle d'une livraison éventuelle de tout matériel de guerre au gouvernement espagnol, dans les circonstances actuelles, en raison du précédent qui serait créé. Il croit exprimer l'opinion à

⁷⁵ Jean Grandmougin, *Histoire vivante du Front Populaire*, Paris, Laffont, 1966, p.223.

⁷⁶ *The Memoirs of Cordell Hull*, London, Oxford University Press, 1962, p.406.

peu près unanime de la commission des Affaires étrangères en demandant qu'un démenti officiel soit donné.

Dans ces conditions, j'attends vos instructions pour formuler un avis⁷⁷.

En avertissant le gouvernement, M. Coulondre aurait probablement joué un rôle crucial dans le revirement de décision du gouvernement. En effet, Blum aurait pris conscience avec son cabinet de la manœuvre de Cot (il était de toute évidence le plus ardent partisan d'une intervention aux côtés des républicains) et aurait décidé de revenir sur sa décision en tenant compte de l'opposition intense se resserrant autour d'une option interventionniste. Le communiqué de l'ambassadeur allemand à Berlin affirmant qu'il détenait des preuves que la France appuyait le gouvernement républicain s'était référé au plan de Cot. Entre temps, Blum affirmait au *Populaire* qu'il était revenu à Paris pour rencontrer une fronde parlementaire face à son projet⁷⁸. Il se pourrait donc que ce soit l'attaché militaire à l'ambassade d'Espagne (celui-ci avait des sympathies pour les franquistes) qui aurait servi de taupe pour les diplomates britanniques et les opposants à une intervention en Espagne⁷⁹. De Kerillis de la Commission des affaires étrangères le confirme le 25 juillet⁸⁰.

Devant une opposition organisée contre son projet d'aide aux Républicains et une presse de droite déjà satellisée par les opposants à toute intervention en Espagne, Blum sent que les événements prennent le dessus sur son gouvernement et envisage même de démissionner à ce moment précis⁸¹. La persuasion de la part de Fernando de los Rios et de Ximenes de Asua, les représentants du gouvernement républicain à

⁷⁷ DDF, *op. cit.*, n°17, 23 juillet 1936, p.37. M. Coulondre, directeur adjoint des Affaires politiques explique la situation au ministre des Affaires étrangère M. Yvon Delbos pour lui faire comprendre qu'avant de passer à la vente d'armes aux Espagnols, il valait mieux s'assurer que le coût politique ne serait pas fatal pour les relations étrangères de la France.

⁷⁸ Léon Blum, « Les initiatives françaises en Espagne », *Le Populaire*, 15 octobre 1945, p.10.

⁷⁹ M. D. Gallagher, *op. cit.*, p.59.

⁸⁰ AN F/15/147, *op. cit.*, 25 août 1936. « Nous ne pouvons que déplorer les excès de presse. Pourtant, il y a eu des faits exacts, et indéniables ; certaines demandes d'aide du gouvernement espagnol ont été reçues à l'Ambassade d'Espagne par des officiers favorables à FRANCO. Ils l'ont fait savoir à leurs camarades des ambassades espagnoles en Allemagne, ce qui a permis d'informer le gouvernement du Reich ». Henri de Kérillis est un journaliste à *L'Écho de Paris* en 1936 et est farouchement opposé à toute aide à la République espagnole.

⁸¹ *Ibid.*

Paris, a permis d'éviter ce scénario en évoquant le « coût moral » porté au *Frente Popular* si le Front Populaire tombait⁸².

Si le Président du Conseil accepte de demeurer en poste avec ses mains liées, il entend cependant continuer à gouverner (ce qu'il fera). Par contre, il existe encore bien des divergences dans l'historiographie sur la nature de la décision de Blum de mettre un terme à son aide à la République espagnole. La Commission des Affaires étrangères démontre d'un côté que le gouvernement cherche à mettre sur pied une convention sur la non-intervention en Espagne mais dont les modalités sont encore inconnues.

J'approuve le gouvernement et son initiative de neutralité. C'est la vérité absolue. Sinon, ce serait la guerre. L'Angleterre ne serait pas avec nous, l'Italie et l'Allemagne seraient contre nous, nous serions dans une situation désastreuse et la question du Maroc espagnol serait une hypothèque pour notre Afrique du Nord⁸³.

Cette remarque laisse entrevoir le fait que plusieurs hommes d'États français ont des réticences à agir sans le concours de la Grande-Bretagne. Cette affirmation est loin d'être fautive en 1936 et surtout au sein du Quai d'Orsay et de la Commission sur les Affaires étrangères. Comme il a été mentionné auparavant, le briandisme est parvenu en 20 ans de travail à imposer les doctrines de la collaboration diplomatique avec Londres et du refus d'agir sans partenaire. On peut constater que la Grande-Bretagne a son influence sur certains hommes de pouvoir en France, mais cela prouve-t-il que le *Foreign Office* soit parvenu à faire renverser la tendance par lui-même? Il ne semble pas que ce soit le cas, étant donné que Blum semblait disposé à aider les Républicains au début même s'il avait reçu les mots d'Eden ou de Baldwin

⁸² James Joll, *Intellectuals in Politics*, London, 1960 p.38.

⁸³ AN, *Commission des Affaires étrangères*, op., cit., 5 août 1936. Soulier, membre de la Commission, soutient avec vigueur les initiatives de neutralité en ce qui a trait à la Guerre d'Espagne. Cela met en évidence tout de même que les principaux architectes de la politique étrangère française reconnaissent comme priorité les bons liens et la coordination des efforts avec Londres. En déclarant que la France serait seule sans l'Angleterre, M. Soulier soutient de facto d'agir en concertation avec le *Foreign Office*.

lui expliquant l'opposition britannique à son projet. Par contre, on ne peut occulter l'hypothèse que ce soit l'influence britannique qui est parvenue à monter une opposition interne à la décision d'intervention de Blum. Sachant que le Quai d'Orsay faisait partie des éléments « modérés » du gouvernement français, on ne peut ignorer l'hypothèse que les Britanniques ont fait craindre le pire aux cadres du Quai d'Orsay⁸⁴. D'ailleurs, Blum laisse présager lui-même que la France ne peut agir directement sans l'appui des Britanniques, notamment sur la question espagnole⁸⁵.

2.11 Le contrat de vente d'avions civils à la République espagnole

Les faits et gestes des Britanniques démontrent qu'ils n'ont aucune crainte à exprimer leur sentiment à l'égard de la Guerre d'Espagne. Il démontrent aussi qu'ils entendent quand même persuader le gouvernement français à agir avec « sagesse ». Clerk fait savoir à Delbos le 7 août 1936 que le gouvernement britannique a des réserves à l'égard de la vente d'avions civils au gouvernement républicain par la France. Peut-être est-ce dans cette déclaration que nous devons percevoir la différence de perception qu'ont les gouvernements français et britannique face au conflit espagnol? "The other point was, was he sure that the Government in Madrid was the real Government and not the screen behind which the most extreme anarchist elements in Spain were directing events?"⁸⁶ L'impression que l'ambassadeur laisse à son gouvernement est personnelle et aucunement fondée. Après avoir rencontré Delbos pour lui faire part de ses préoccupations quant à la vente d'avions civils au gouvernement républicain, Clerk croit avoir réussi à influencer le gouvernement français. "I had reason to believe that the Extremists in the Government were putting

⁸⁴ M. D. Gallagher, *op. cit.*, p.59.

⁸⁵ *Léon Blum ou la politique du juste*, Paris, Laffont, 1955, p.125.

⁸⁶ Extrait emprunté de : David Carlton, *op. cit.*, p.50. En provenance de : *Clerk to Eden*, 7 Août 1936, PRO, FO Confidential Prints 432/2.

increasing pressure on M. Blum and I felt sure what I said strengthen the hands of the moderate and sober elements.⁸⁷»

Il est fort douteux que le gouvernement français ait vraiment agi en fonction des Britanniques sur la question de la vente d'avions à l'Espagne républicaine. D'ailleurs, le Conseil des ministres du lendemain de cette conversation ne semble pas en faire mention. « Nous avons en Espagne un gouvernement régulier. Est-ce que c'est faire une intervention pour le gouvernement que de se considérer comme lié par des accords commerciaux?⁸⁸ » Comme l'indique Carlton, il est peu probable que le gouvernement français ait véritablement agi en fonction des réserves britanniques. D'ailleurs, tout démontre que le débat restait passionné dans les conversations entre décideurs, mais que c'était en fonction des intérêts de la France que les discussions tournaient.

En 1924 lors la grève des mineurs en Espagne, le gouvernement espagnol est venu se ravitailler en France. A-t-on considéré cette attitude comme étant une intervention?

La France doit faire honneur à ses engagements antérieurs. Il y a, au contraire, interventions de la part des gouvernements qui soutiennent les insurgés.

Il faut mettre en garde les membres de la commission contre les affirmations qui prétendent que le gouvernement espagnol est communiste. Il s'agit simplement de la défense du gouvernement républicain⁸⁹.

Blum répliquait donc par l'affirmation qu'il était honorable et respectable de transiger avec le gouvernement espagnol, alors que Clerk y démontrait un dédain évident. Cela démontre néanmoins que Blum tient peu compte des protestations britanniques

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ AN, *Commission des Affaires étrangères*, F15147, n°5, 8 août 1936. Le Premier ministre Blum n'entend guère reculer dans son intention de fournir à l'Espagne des avions commandés avant la guerre. À ce moment, il cherche (malgré le fait qu'il ait déjà proposé la non-intervention comme solution) à démontrer que cette aide est honorable et non une bavure internationale. À ce moment, Blum croit encore pouvoir faire un bon effort pour soulager les souffrances de la République espagnole même si la neutralité doit être la priorité.

⁸⁹ *Ibid.* Suite du discours de Blum sur la question des avions vendues à l'Espagne.

lorsqu'il n'y voit pas de risque politique à soutenir les Républicains. Sur cette question (celle de la vente d'avions civils à l'Espagne), il soutenait que le contrat avait été conclu avant le déclenchement de la guerre, ce qui n'en faisait aucunement un contrat à connotation « offensive » (les avions n'étaient pas achetés initialement pour faire la guerre) et que le droit international permettait à la France d'opérer une telle transaction. Du côté britannique, les réserves sur les actions et la rhétorique du gouvernement républicain poussent ses dirigeants dans une hostilité évidente à son égard. Par contre, ce qui est significatif, c'est que le Président du Conseil ne mentionne aucunement qu'il y a question de pressions ou mises en garde par le gouvernement britannique. En conséquence, il est fort douteux que Clerk ait véritablement influencé Blum dans la voie de la « modération ». Un communiqué de la Sous-Direction d'Europe du Quai d'Orsay le confirme :

1° Sir George Clerk a dit hier sans ambages à M. Yvon Delbos les préoccupations de son gouvernement sur l'affaire espagnole. Il faut aller très vite dans la mise au point de l'entente pour la non-intervention – et surtout que des fournitures d'armes ne s'effectuent pas entre-temps qui compromettraient tout.

2° L'ambassadeur d'Angleterre craint particulièrement, si l'indécision de la lutte se prolonge, que le général Franco, ayant besoin d'acheter un concours à tout prix, soit amené à monnayer les Baléares pour l'appui italien, ou plus encore les Canaries pour l'appui allemand. Il pense que la situation de Gibraltar n'en serait pas consolidée.

3° L'ambassadeur de Belgique souhaite vivement voir se faire l'accord à cinq entre puissances locarniennes. Sir George Clerk se dit, comme Anglais, de mêmes sentiments, mais ajoute qu'il faut tenir compte des préoccupations françaises.

L'un et l'autre ne cachent pas que leurs sympathies dans l'affaire espagnole vont aux rebelles, considérés comme seuls capables de faire échec à l'anarchie et à l'influence soviétique⁹⁰.

Il est fort douteux, d'après la réunion de la Commission sur les Affaires étrangères et d'après le communiqué de la Sous-Direction d'Europe, que Clerk ait vraiment exercé

⁹⁰ DDF, *op. cit.*, n°108, p.158-59.

une influence sur le processus décisionnel français. D'ailleurs, les Britanniques émettent leurs préoccupations quant à la sécurité de Gibraltar et la principale préoccupation française face à la situation en Espagne réside dans ce qui est largement plus profitable pour la France : le commerce légal avec le gouvernement espagnol. Il est davantage probable que Clerk ait été perçu comme étant sans grande importance auprès des autorités britanniques par le gouvernement français et d'après la réunion de la Commission sur les Affaires étrangères du même jour, l'hypothèse semble être confirmée.

Cela dit, il est clair que le gouvernement britannique a cherché pendant les premiers jours de la guerre à faire pression sur les élus français pour les amener vers la non-intervention, car cela ne semblait pas fonctionner directement sur le Premier ministre. Thomas, diplomate britannique à Paris en juillet 1936, suppose que le gouvernement britannique est en train de faire une telle démarche discrète auprès des opposants au plan d'aide de Blum. "This shows that we are in a position to do so, without being accused of interfering in what does not concern us."⁹¹ Par contre, Londres elle-même n'avait pas pris la décision inconditionnelle de pratiquer une non-intervention en Espagne selon d'autres versions historiographiques. Si elle n'entendait aucunement s'ingérer directement dans le conflit, il n'est pas encore certain que son gouvernement aurait eu de sévères réserves à l'égard du plan de Blum s'il s'était avéré évident que l'Espagne franquiste était pour se retourner contre l'Europe occidentale. D'ailleurs, un communiqué de Delbos aux ambassades françaises à Londres et Rome fait état d'un désir français de se réserver toute liberté d'action en Espagne et que ce fait aurait été vaguement appuyé la Grande-Bretagne pour s'assurer une non-participation des puissances de l'Axe dans le conflit : « Sur le

⁹¹ Emprunté de Carlton, *op. cit.*, p.53. À partir de *Thomas to Orne Sargent*, FO 371/19858, C6126/1/17. Hugh Lloyd Thomas, diplomate britannique à Paris, envoie un télégramme à Sargent, Sous-secrétaire au *Foreign Office*.

conseil du *Foreign Office*, les mêmes instructions sont adressées à Berlin, à Moscou et à Lisbonne.⁹² »

2.12 Conclusion

Les bonnes relations entre la France et l'Angleterre sont primordiales pour les gouvernements des deux États en 1936. Si Londres a plus de facilité à agir de façon unilatérale et de forcer la main des Français dans certains dossiers, il n'en demeure pas moins qu'elle dépend également de ses bonnes relations avec Paris pour faire avancer les questions de sécurité en Europe. Pour Léon Blum, la France n'échappe pas à cette logique. Ce n'est d'ailleurs aucunement un hasard si Blum tient à se rendre à Londres pour discuter d'une nouvelle Europe locarnienne. En 1936, la gauche française est toujours profondément attachée à la sécurité collective et à une bonne entente avec le Royaume-Uni et travaille inlassablement à rétablir les liens fragmentés depuis le cabinet Barthou (1933-34). De cette école de pensée, le Président du Conseil en 1936 tient à tout prix à renouer les bons liens avec le Royaume-Uni et c'est peut-être dans ce désir que l'on doit percevoir l'influence britannique derrière la décision de ne pas intervenir en Espagne de la part du gouvernement français. Selon ce que nous pouvons retenir de l'attitude britannique face au projet de Blum, il est fort douteux que la conférence internationale de Londres ait eu peu d'effet sur les prises de décisions françaises. S'il y a eu influence

⁹² Pierre Renouvin et René Rémond, *Léon Blum, chef de gouvernement 1936-1938* (2^e édition), Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1981, p.334. Le communiqué en question se lit comme suit : « Le gouvernement français s'est abstenu, conformément à la déclaration qu'il avait faite le 27 juillet, d'effectuer des livraisons d'armements au gouvernement espagnol. Mais il a appris que des fournitures en provenance de l'étranger étaient faites aux insurgés. Aussi propose-t-il aux gouvernements anglais et italien en vue de l'adoption de règles communes de non-intervention. Vous ajouterez qu'en attendant qu'une entente à ce sujet ait été réalisée et en raison des fournitures de guerre maintenant reçues par les insurgés, le gouvernement français estimerait difficile d'opposer un refus de principe aux demandes d'un gouvernement régulier et officiellement reconnu et que, à cet égard, il devrait se réserver une liberté d'action allant au-delà des règles qu'il s'était précédemment tracées. »

de la part des Britanniques sur la question, ce serait davantage dans un contexte plus large et sur un temps plus étendu également. À cette affirmation il nous faut poser la question suivante : L'attitude des Britanniques était-elle prépondérante dans le processus décisionnel français?

Cette partie du travail démontrait en fait le contraire. Les Britanniques ont certainement leur poids dans le jeu diplomatique et stratégique français, mais la France a également ses objectifs faits en fonction du refus britannique de réagir durant la crise rhénane et du traité naval anglo-allemand de 1935.

Autrement dit, Blum est conscient que la Grande-Bretagne agit de façon unilatérale et que son influence est importante. Cependant, cette influence s'exerce sur des élus de son gouvernement et non sur lui. Par contre, le courant radical de son gouvernement est beaucoup trop pesant pour être ignoré et c'est ce qui conduit le Premier ministre à faire marche arrière. Il décide donc après une décision initiale de choisir la neutralité pour ne pas déplaire ceux avec lesquels il doit travailler dans le gouvernement français. C'est d'ailleurs ce que la prochaine partie du travail veut démontrer. Car si les Britanniques n'ont pas été déterminants dans les réflexions de Blum, c'est nécessairement un autre dilemme et il ne semble aucunement que les risques de provoquer une grande guerre n'aient vraiment joué dans son calcul. C'est donc au sein de son propre gouvernement que résident les raisons de la non-intervention. De plus, la réalité ayant déjà démontré que Londres traitait bilatéralement avec Berlin (Traité naval de 1935, refus britannique de s'ingérer dans les affaires rhénanes), il était plus difficile pour n'importe quel chef de gouvernement français de croire en une pleine collaboration diplomatique avec son homologue britannique. Suivant ces faits, Blum a démontré de par ses déclarations et ses actions que son désir d'intervenir en Espagne fut sapé par d'autres pressions que celles en provenance de Londres. Le gouvernement français était déjà disposé à agir seul en ce qui a trait aux questions de sécurité depuis 1930 en prônant une politique officielle d'indépendance. C'est ce qui laisse supposer que le gouvernement du Front

Populaire était davantage enclin à le faire dans un contexte de froideur diplomatique entre Londres et Paris si la sécurité et l'indépendance de la France étaient menacées. C'est d'ailleurs sur ce sujet que le prochain chapitre se concentre.

CHAPITRE III

LÉON BLUM, SON CABINET, LE QUAI D'ORSAY, LES MILITAIRES ET LA DÉCISION DE LA NON-INTERVENTION

3.1 Introduction

La démonstration, faite à partir du chapitre précédent, dont les Britanniques n'ont pas eu un poids déterminant dans les calculs politiques du Premier ministre français, nous amène à nous demander quels étaient les éléments qui ont véritablement fait pencher Blum vers la non-intervention en Espagne. En effet, si les Britanniques ont joué un rôle secondaire, mais non négligeable dans la décision française en ce qui a trait à l'Espagne, c'est avant tout en raison de l'influence de la Grande-Bretagne exercée sur plusieurs hommes politiques ou administrateurs de haut niveau de la III^e République. Par contre, cette affirmation soutient également que ce sont ces mêmes hommes qui ont fait pencher la balance en faveur d'une neutralité face à la Guerre d'Espagne.

Les véritables responsables de la politique de non-intervention en 1936 sont ces personnages (Yvon Delbos, ministre radical des Affaires étrangères; Édouard Daladier, autre radical détenant le portefeuille de la Défense; et bien sûr Alexis Léger, secrétaire général du Quai d'Orsay). Tous de la mouvance politique centriste de l'époque et inconditionnellement attachés au principe de la collaboration diplomatique avec la Grande-Bretagne, ces hommes vont être les principales figures opposantes au projet initial du Premier ministre français. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on identifie souvent la Grande-Bretagne comme étant la principale responsable de la non-intervention. Avec les difficultés à décoder les véritables

messages des diplomates, plusieurs ont saisi dans l'épreuve de force interne du gouvernement français les signes que la Grande-Bretagne était en train de forcer Blum à choisir la non-intervention. Cette thèse doit être réfutée à la lumière des preuves fournies par ce chapitre. Rien n'indique clairement que la Grande-Bretagne a directement influencé Blum dans son choix stratégique. Par contre, c'est constamment en faisant référence à la survie de son gouvernement que le Premier ministre explique ce qui semblait être pendant longtemps un coup de force du *Foreign Office* à l'égard de la France. Sans ces vecteurs d'opposition interne, l'influence britannique n'aurait jamais joué un rôle aussi puissant auprès de Blum.

Pour prouver la théorie considérant davantage le rôle de l'opposition interne française, ce chapitre est divisé en plusieurs parties nous permettant de constater comment il était en fait impossible pour Blum d'agir en faveur de l'intervention sans faire tomber son gouvernement. Les dilemmes autour de l'enjeu espagnol, la puissante influence du courant briandiste (inconditionnellement attaché à une collaboration franco-britannique dans les affaires internationales) au sein de l'appareil politique français, le manque d'influence des sympathisants de la République espagnole au sein du gouvernement de Blum et l'incapacité des militaires à employer une stratégie autre que celle de la défense absolue face à une offensive allemande sont tous des éléments qui ont fortement contribué à forcer la main de Blum. C'est d'ailleurs un fait frappant que de constater que tous ces sujets ne concernent que la situation politique interne de la France en 1936.

3.2 Les dilemmes autour de la prise de décision

« [...] sommes trouvés, nous, les mains liées, tandis que les autres puissances gardaient l'aisance que nous nous étions interdite à nous-mêmes.¹ » Ces mots du Premier ministre français peu après la chute de son deuxième gouvernement en 1938 sont le reflet de l'attitude française à l'égard du conflit espagnol entre 1936 et 1939. Blum, en tant que chef de gouvernement et militant socialiste, aura le cœur déchiré par ses propres décisions. Nous verrons que le chef du gouvernement français ne laissait aucun doute quant à ses désirs de voir la République triompher de l'insurrection réactionnaire en Espagne. D'une part, ce scénario permettait à la France d'avoir un ami au sud des Pyrénées pouvant ainsi lui donner une assurance dans ses communications avec l'AFN (Afrique française du Nord)². D'autre part, cette victoire aurait été celle du mouvement socialiste international.

Par contre, Blum se retrouvera chef de gouvernement lorsque cette guerre aura éclaté. Premier ministre, il devait maintenant faire face à la réalité du pouvoir : faire des choix déchirants. En tant que chef d'un gouvernement se voulant honorable, désireux de rebâtir l'Europe autour d'une entente locarnienne et de construire la sécurité autour de l'aspect collectif, Blum aura à ménager ses partenaires ainsi que les dictatures. La paix sera sa priorité. À cet égard, il inclut la paix sociale en France comme la paix entre la France et ses voisins. Avec la paix comme priorité diplomatique, Blum se trouve en échec en ce qui a trait à l'Espagne : sa voisine latine tombe en guerre peu de temps après l'entrée en fonction de son gouvernement. De là, il s'obstinera à faire de cette guerre une question purement espagnole, cherchant à lui

¹ Extrait emprunté de Jacques Delperrié de Bayac, *op. cit.*, p.276. Discours de Blum à Luna Park en octobre 1936 après la création de la convention de Londres au grand dam des interventionnistes et de la gauche du Front Populaire..

² AN F/15/147, *Procès-verbaux de la Commission des Affaires étrangères*, n°5, 25 juillet 1936. Margaine (conseiller de la commission), soutient que tout gouvernement espagnol doit être ami avec la France pour assurer un véritable contrôle politique du Maroc et assurer les communications militaires entre les colonies d'Afrique et la métropole.

enlever tous ses enjeux internationaux. Par contre, il en fera une politique officielle après avoir ouvertement donné son support et préparé l'ébauche d'un plan d'aide à la République. Dans ce contexte, cette politique ne sera que comédie pour l'Axe et source de méfiance de la part de ses partenaires interventionnistes ou non-interventionnistes. À Moscou, on considèrera l'aide française comme étant inefficace, alors qu'à Londres on la jugera excessive et source de discorde diplomatique. D'un côté comme de l'autre, la France se retrouvait perdante.

Cependant, Blum tentera de gérer les affaires espagnoles en tenant compte de ses préoccupations, mais dans un contexte où la France ne se donne pas la même marge de manœuvre que se donnent les régimes autoritaires qui s'ingéreront dans les affaires espagnoles (Allemagne, Italie et URSS). Son pouvoir en tant que Premier ministre est plus réduit que celui dont peut jouir le *Duce* ou le *Führer*. De ce fait, il devra composer avec une forte opposition à toute intervention en Espagne. Celle-ci, rodée autour des ministres Delbos et Daladier et d'Alexis Léger, secrétaire général du Quai d'Orsay, démontrera à Blum que son gouvernement dépend de leur appui. Ces hommes, conscients de la nécessité de maintenir des bons liens avec Londres, méfiants à l'égard de toute entente avec l'URSS, n'aimeront guère la rhétorique idéologique du Premier ministre en ce qui a trait à la Guerre d'Espagne. Ils chercheront à assurer ce qui est vital à leurs yeux : la protection des intérêts français en Méditerranée. Celle-ci est primordiale pour ces décideurs politiques, peu importe qui gouverne l'Espagne. C'est bien Daladier qui cherchera à concilier Franco en 1939 en désignant Pétain comme ambassadeur français auprès du nouveau régime phalangiste.

3.3 De la Rhénanie à la Guerre civile

En tant que chef de gouvernement, Blum est bien malchanceux lorsqu'il commence son mandat. De ses débuts où il fait l'annonce de grands projets de société pour améliorer le sort des travailleurs français, il doit maintenant s'attarder à gérer une nouvelle crise internationale peu après celle de la Rhénanie. Le 17 juillet 1936, l'Espagne est frappée par un coup d'État militaire en provenance du Maroc espagnol et des îles Canaries. Le lendemain, la révolte militaire s'étend sur toute l'Espagne entière. Le régime renversé, le *Frente Popular*, qui ne gouverne que depuis février 1936, a peine à imposer une véritable autorité politique à la grandeur du territoire espagnol.

Comme l'explique Jean-Baptiste Duroselle, le régime de Blum est naturellement enclin à vouloir aider son « frère » espagnol en raison de sympathies politiques, d'amitiés personnelles et par simple réflexe de faire respecter le droit international³. De plus, lorsqu'il reçoit la demande formelle de Fernando De los Rios, ambassadeur espagnol à Paris d'aider la République espagnole, tout indique que Blum est décidé à le faire. Attaché au droit international, mais également attaché à la sécurité collective, Blum concevait déjà la prolifération de la guerre comme étant envisageable. C'est autour de cette idée qu'il décida sans doute de nommer Delbos ministre des Affaires étrangères lorsqu'il prit en charge les affaires françaises. En effet, Delbos n'était pas la personnalité la plus forte du gouvernement et faisait partie de la branche de gauche modérée des radicaux. Il était également un ami personnel du Premier ministre⁴. Comme Julian Jackson le souligne, le choix de Delbos est calculé par rapport à ces raisons, mais également pour son appui personnel pour la sécurité collective et le Pacte franco-soviétique⁵.

³ Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.301.

⁴ Julian Jackson, *op. cit.*, p.191.

⁵ *Ibid.*

La sécurité collective est centrale dans le processus de décision de Blum par rapport aux affaires d'Espagne. En juin 1936, Blum déclare : « [...] que le chancelier Hitler a eu plus d'une fois l'occasion d'exprimer son désir de parvenir à un accord avec la France. Nous n'avons pas l'intention de mettre en doute la parole d'un ancien soldat qui a connu pendant quatre ans la misère des tranchées.⁶ » D'ailleurs, Blum va réitérer sa confiance dans un règlement permanent avec le Reich lorsque Schacht fait une visite à Paris en août 1936 (la guerre d'Espagne était déjà commencée). Il aurait affirmé à Schacht qu'il traiterait du sujet des revendications économiques et coloniales de l'Allemagne auprès de la Grande-Bretagne dans le but d'asseoir toutes les puissances européennes autour de la table locarnienne⁷.

Cependant, Blum est conscient de plusieurs faits importants lorsqu'il prend le contrôle du gouvernement français. La diplomatie française semble être mise en échec depuis l'établissement de la dictature en Allemagne. Cela a pour effet de provoquer un repli des politiciens français qui choisissent de consacrer leurs gouvernements aux programmes intérieurs de leurs coalitions⁸. De plus, le retournement belge vers la neutralité le 7 mars 1936 et la réoccupation de la Rhénanie impose à la France une nouvelle étude de sa situation géopolitique avant de remodeler sa politique étrangère. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle le Front Populaire s'attardera à clarifier sa position internationale en reprenant les thèmes des gouvernements qui l'ont précédé⁹. De plus, dépendant de la Grande-

⁶ AN F/15/147, *Commission des Affaires étrangères*, n°5, 23 juin 1936. En prenant le contrôle du gouvernement, Blum croit encore pouvoir ménager le dictateur allemand dans le but de le ramener vers une table de négociations « locarnienne ».

⁷ MAE Y / Désarmement / 611. Corbin se préoccupe du fait que Ralph Wigram, membre influent et haut placé du *Foreign Office*, n'apprécie guère que Blum soit impliqué dans des discussions sur le statut des ex-colonies allemandes, septembre 1936.

⁸ Richard Gombin, *op. cit.*, p.212.

⁹ *L'œuvre de Léon Blum*, *op. cit.*, p.357 à 386. Il s'agit d'un long discours que Blum a prononcé au Sénat le 23 juin 1936 en reprenant les thèmes des gouvernements précédents, mais qui propose de resserrer les mécanismes de la sécurité collective sans trop savoir comment cependant. Cela démontre la réalité du gouvernement du Front Populaire en matière de politique étrangère : il est très peu préparé à remettre sur pied une diplomatie devenue chancelante depuis 1932.

Bretagne en ce qui a trait à la sécurité collective, le gouvernement français se voit garantir l'intégrité de ses frontières par les dirigeants britanniques, mais seulement lorsqu'un nouveau « Locarno » serait signé conjointement¹⁰. Il est donc poussé directement par le *Foreign Office* à traiter avec l'Allemagne. Par contre, la question éthiopienne a déjà affecté de façon permanente les relations entre l'Italie et les démocraties, et Blum n'est pas du tout disposé à rétablir les ponts avec « l'assassin de Matteotti.¹¹ »

Cette série d'événements qui avait commencé à détériorer les relations entre les démocraties et les puissances autoritaires poussait Blum à renier la sécurité collective pour retourner dans une dynamique de préservation de la paix, c'est-à-dire que Blum choisissait déjà à partir de la Guerre d'Espagne d'assurer la sécurité de la France sans avoir d'entente paneuropéenne sur la paix en Europe. C'est d'ailleurs un point qui laisse entrevoir que Blum avait en fait décidé de ne pas intervenir en Espagne et ensuite d'entreprendre le réarmement français pour assurer la paix sans avoir d'engagement ferme de la part de ses partenaires pour la protéger¹². Fait encore plus important, l'Italie avait déjà démontré ses intentions belliqueuses en intervenant en Éthiopie. En conséquence, Mussolini semblait bien préparé à entreprendre

¹⁰ Pierre Renouvin, « Les relations franco-anglaises (1935-1939) : esquisse provisoire », dans *Les relations franco-britanniques 1935-1939*, Paris, CNRS, 1975, p.28. La Grande-Bretagne va assurer de facto les frontières françaises suite à la réoccupation de la Rhénanie par la Wehrmacht en le promettant à l'état-major des forces armées françaises le 16 avril 1936 lors de conversations trilatérales (Londres-Bruxelles-Paris).

¹¹ Ilan Greilsammer, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996, p.378. L'agression italienne contre l'Éthiopie en 1935-36 avait provoqué un tollé aboutissant à une ronde de sanctions économiques imposées à l'Italie dans le cadre de la SDN et à un réalignement italien en faveur de l'Allemagne après avoir tenté un rapprochement avec Paris et Londres à Stresa au début de 1935. De plus, l'assassinat de Matteotti, socialiste italien et grand ami de Blum, lors du resserrement politique en Italie durant les années 1920 aura provoqué un froid extrême entre le dictateur italien et Blum au point où le second se refusera toujours de traiter avec le régime fasciste.

¹² Robert Frank, *La hantise du déclin, la France 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Paris, Belin, 1994, p.38. Frank soutient que le gouvernement français agissait uniquement en fonction de ses besoins bien avant que Blum ne prenne le pouvoir. Par contre, il démontre que la politique de réarmement du Front Populaire ainsi que la politique de neutralité en Espagne était en fait la fin de la politique pacifiste de Blum et que celle de l'équilibre des forces, c'est-à-dire une forme de guerre froide avec ses rivaux, était la principale stratégie qu'il avait adoptée.

l'expansion méditerranéenne dont il rêvait depuis longtemps. Par contre, ce désir ne pouvait que le conduire à un affrontement avec la France¹³. Pourtant, Blum avait quand même accepté de prolonger les sanctions économiques contre l'Italie dès qu'il avait pris ses fonctions de Premier ministre, réaffirmant encore une fois son indépendance d'action face à la Grande-Bretagne qui ne cherchait pas à prolonger quelconque sanction à l'égard de l'Italie. Blum choisira éventuellement de mettre fin aux sanctions dans un but de rapprocher l'Italie de la France, mais cela se faisait encore une fois sans la réelle participation de la Grande-Bretagne. Au contraire, Londres cherchait davantage à mettre fin aux sanctions dans le but de normaliser à nouveau les relations méditerranéennes pour faciliter la pacification de la Palestine¹⁴.

La dynamique des rapports entre la France et l'Italie démontre ainsi que Blum travaillait en fonction d'un règlement des différends l'opposant à l'Italie sans pour autant vouloir s'en rapprocher. Il subira des pressions de la part de son cabinet pour préparer une table de négociation avec l'Italie¹⁵. Par contre, cela ne se fera qu'en fonction des problèmes franco-italiens (excluant du même coup toute référence à une cohésion politique avec la Grande-Bretagne).

Les deux événements qui ont remodelé les rapports de force en Europe (offensive italienne contre l'Éthiopie et réoccupation de la Rhénanie par la Wehrmacht) sont donc encore au centre des discussions internationales lorsque Blum prend le contrôle du gouvernement français. Ce qu'il faut retenir de ce fait est que les rapports de force ont considérablement changé en Europe au point où l'initiative est maintenant dans le camp des puissances autoritaires. Cela signifie essentiellement l'échec de la diplomatie française à partir de l'élection des nazis en 1933. S'il entendait réagir à quelconque nouvel affront allemand ou italien, Blum devait le faire

¹³ Reynolds M. Salerno, *Vital Crossroads : Mediterranean Origins of the Second World War, 1935-1940*, London, Cornell University Press, 2002, p.14.

¹⁴ *Ibid.*, p.13.

¹⁵ Julian Jackson, *op. cit.*, pp. 42-51.

avec une nouvelle stratégie, car la dernière utilisée par ses prédécesseurs (droit international, appui autour de la SDN et des traités signés depuis 1919) s'était avérée être un échec.

Est-ce qu'une intervention française en Espagne imposait d'autres stratégies (unilatérales et agressives comme l'avaient été celles des puissances autoritaires)? Si la réalité de 1936 démontre que la France risque fort d'agir seule, elle n'avait pas à être agressive dans son approche (elle avait le droit international de le faire et surtout les traités signés entre les deux gouvernements de Front Populaire¹⁶. Cependant, même s'il avait le droit et la légitimité d'aider son allié républicain, le gouvernement de Blum n'en avait ni les moyens, ni la force nationale nécessaire pour accomplir une telle tâche seul.

3.4 Blum entre l'intervention puis la non-intervention

En intervenant de façon spontanée suite à la demande du gouvernement Giral de lui fournir des armes, Blum choisissait sans doute d'être en rupture avec la méthode utilisée par ses prédécesseurs. Plutôt que d'émettre une missive diplomatique, « dont l'inefficacité est certaine », ¹⁷ Blum décide de réagir par la fermeté en tenant à respecter les engagements de son gouvernement. Avec l'Espagne, il a un protocole militaire lui permettant d'aider son gouvernement légal. La France a également un traité commercial avec l'Espagne lui donnant tous les droits de lui vendre ce que bon lui semble.

Pierre Renouvin démontre clairement comment la présence d'un pouvoir central fort en Espagne allié de l'Italie ne peut être qu'une nuisance pour la

¹⁶ La proclamation de la République espagnole et la dénonciation des protocoles italo-espagnols datant de la dictature de Primo de Rivera des années 1920 favorisa la signature d'accords d'aide militaire et commerciaux entre la France et l'Espagne républicaine. Ce fait deviendra concret à partir de 1936 lorsque le gouvernement de droite sera défait en Espagne par le Frente Popular.

¹⁷ Pierre Renouvin, *op. cit.*, p.25.

géopolitique coloniale française¹⁸. De plus, il ne faut pas oublier que c'est en réaction à l'aide fournie aux insurgés par l'Italie et l'Allemagne que Blum décide de respecter les engagements antécédents de la France envers la République espagnole (il ne fallait pas plus que ceux-ci pour expliquer sa décision d'intervenir, comme nous le verrons)¹⁹.

Dès qu'il reçoit la demande formelle du gouvernement républicain, Blum décide d'approuver toute livraison d'armes pour soulager le gouvernement républicain sévèrement affaibli par le putsch franquiste. D'une part, il fait ce choix parce qu'il appuie ardemment le gouvernement républicain espagnol. Par contre, il le fait également en raison de l'effervescence révolutionnaire et incontrôlable qui se répand dans plusieurs régions sous contrôle républicain. Blum accepte immédiatement après avoir reçu le télégramme de Giral d'envoyer des munitions et des avions aux Républicains²⁰. Au Nord, les Basques contrôlent pratiquement tout alors que Madrid ne peut vraiment leur demander d'accepter la subordination au gouvernement central.. En Catalogne, les anarchistes et les sécessionnistes dominent pratiquement tout l'espace politique. Seules Madrid et Valence sont fermement sous contrôle du gouvernement central²¹. Blum prône immédiatement l'argument d'aider un gouvernement légal à rétablir son autorité pour essayer d'avoir un appui international face à son idée d'intervenir. Publiquement, il ne déclare pas ses intentions. Ce n'est qu'en coulisse qu'il entend démontrer qu'il est sérieux dans son geste²².

¹⁸ *Ibid.* p.29.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ David Wingeate Pike, *op. cit.*, p.65.

²¹ Guy Hermet, *La Guerre d'Espagne*, Paris, du Seuil, 1989, p.115.

²² Voir la *lettre de los Rios à Giral* imprimée dans P. Renouvin et R. Rémond (éd.), *Léon Blum, chef de gouvernement*, Paris, 1981, p.407-409. L'ambassadeur espagnol assure à son Premier ministre que l'aide demandée par son gouvernement serait fournie par la France.

Cependant, Blum et Delbos reviennent de Londres le 24 juillet en revenant sur leur décision initiale. Pourtant, aucune demande formelle venant des Britanniques n'a été émise durant la Conférence internationale. Ce qui semble faire revenir le Premier ministre sur sa décision de départ n'est pas la tiédeur que lui auraient montrée les Britanniques à Londres, mais bien plus l'émoi créé par les rumeurs que Blum veuille aider l'Espagne, surtout à la Commission des Affaires étrangères du Sénat dans laquelle siègent certaines personnalités qui vont éventuellement être les principaux orateurs contre toute intervention²³. De Kérillis informe ce jour qu'il détient des informations sur l'intention de Blum de fournir des munitions et des avions à la République espagnole, ce que réfute Delbos immédiatement après que la question est posée. Il reproche également aux journalistes de s'ingérer dans les affaires du gouvernement (c'était sans doute une attaque contre de Kérillis, lui-même journaliste à *L'Écho de Paris*. « Je regrette beaucoup de la part des services de la Défense nationale qui divulguent des secrets à la Presse.²⁴ » Ce même jour, Chautemps (ministre d'État de redevance radicale) avertit Blum que : « personne ne comprendra pour quelle raison nous courons le risque d'une guerre pour l'Espagne alors que nous ne l'avons pas fait pour la Rhénanie.²⁵ » Le Président du Sénat, Jean-Marcel Jeanneney, sera également opposé au projet de Blum dès son retour. « La France n'a pas bougé lors de la réoccupation de la Rhénanie qui menaçait directement sa sécurité et maintenant on pourrait être conduit à la guerre pour les affaires d'Espagne. C'est quelque chose qu'ici personne ne peut comprendre. »²⁶ C'est également à partir de ce moment que l'influence de Delbos sur son ami Blum se fait de plus en plus sentir.

²³ AN/15/147, *Commission des Affaires étrangères*, op., cit., 25 juillet 1936. De Kérillis siégeait à cette commission et rédigeait également des articles pour *L'Écho de Paris*. Fortement opposé à toute intervention, il met en garde les membres de la commission contre les dangers que représente une intervention unilatérale sans l'appui des Britanniques.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Charles Serre, *op. cit.*, p.217. Témoignages recueillis lors des auditions pour la Commission, 25 juillet 1936.

²⁶ *Ibid.* p.216.

Comme Blum, Delbos était discret dans sa façon de faire valoir son point de vue. Les deux hommes avaient une certaine pratique pour ne pas divulguer tout ce qu'il y avait de pertinent. Blum, par exemple, n'écrivait jamais les dates sur ses missives ou écrits²⁷. Il avait d'ailleurs beaucoup plus tendance à relater les faits une fois que ceux-ci étaient entrés dans l'Histoire. C'est d'ailleurs avec le recul qu'il a exposé sa vision du problème de fourniture d'aide pour l'Espagne :

La solution, ce qui permettrait peut-être à la fois d'assurer le salut de l'Espagne et le salut de la paix, c'est la conclusion d'une convention internationale par laquelle toutes les puissances s'engageraient, non pas à la neutralité – il ne s'agit pas de ce mot qui n'a rien à faire en l'espèce – mais à l'abstention, en ce qui concerne les livraisons d'armes, et s'engageraient à interdire l'exportation en Espagne du matériel de guerre²⁸.

En contrepartie, Delbos se faisait beaucoup plus silencieux et préférerait parler en coulisse, loin des oreilles d'autres personnalités influentes du gouvernement²⁹. De plus, Delbos passera d'une attitude réservée à l'égard d'une aide à la République à une attitude de farouche opposition à toute intervention française dans le conflit déchirant celle-ci³⁰. De Los Rios aurait écrit par la suite que le ministre français des Affaires étrangères était resté muet dans la discussion du Conseil des ministres consacré à la crise espagnole et auquel avait droit de siéger l'ambassadeur espagnol pour l'occasion³¹.

Un autre fait important renforcera une certaine unité dans l'action entre Delbos et Blum : l'influence d'Alexis Léger. Le secrétaire général du Quai d'Orsay aura une attitude déterminante dans l'élaboration de la non-intervention et cela ne fera que conforter Blum dans sa décision. Celle-ci s'avérera certainement déchirante,

²⁷ Jean Lacouture, *op. cit.*

²⁸ *L'œuvre de Léon Blum (Du 6 février 1934 au Front Populaire, les lois sociales de 1936, La guerre d'Espagne, 1934-1937)*, Paris, Albin Michel, 1964, p.391. Il s'agit d'un extrait d'un article publié initialement dans *Le Populaire* en 1939.

²⁹ Bernard Lachaise, *Yvon Delbos*, Périgueux, Éditions Fanlac, 1993, p.189.

³⁰ S. Berstein et P. Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle 1930-1945*, Bruxelles, Complexe, 2003, p.175.

³¹ Bernard Lachaise, *op. cit.*

mais il l'assumera de plein gré comme le démontrent même ses déclarations faites avec recul³². Jean Zay (ministre sous Blum) est du même avis lorsqu'il affirme que « les deux promoteurs essentiels de la politique de non-intervention furent dès le début Léon Blum et Camille Chautemps. Léon Blum ne l'a pas subie; il la croyait personnellement judicieuse...³³ » Il propose ainsi la non-intervention le 25 juillet lors du Conseil des ministres. La décision est confirmée par l'envoi de Delbos d'une missive à Auriol, ministre des Finances, portant sur des instructions à donner aux bureaux des douanes³⁴.

Entre la déclaration de Blum (voir la note 79) et les informations véhiculées par Delbos à Auriol et aux ambassades pertinentes, il ne semble pas que la peur de brusquer la Grande-Bretagne soit la principale raison qui a poussé Blum à choisir la non-intervention. D'ailleurs, Delbos indique clairement à la Commission des Affaires étrangères la principale raison pour laquelle il s'est obstiné (au départ) à suspendre les commandes faites auprès de la France par les forces républicaines espagnoles. « Nous ne le faisons pas parce qu'avant tout se place la question d'opportunité. Une fourniture d'armes aurait pu provoquer des fournitures inverses plus dangereuses.³⁵ » Blum fait d'ailleurs mention d'une peur de provoquer une guerre contre les puissances autoritaires, et non-pas d'un retournement britannique isolant définitivement la France. Delbos, dans sa missive envoyée à Herbette (ambassadeur français en Espagne), démontre qu'il endosse la non-intervention par

³² Blum n'est pas reconnu non plus comme étant un personnage orgueilleux. Il démontre certes une rancune envers plusieurs autres acteurs (cela explique sa haine envers le Duce) alors ses déclarations faites après les faits semblent être sincères et conformes avec ses discours de l'été de 1936.

³³ Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, Le Roëlx, Éditions Le Talus d'approche, 1987, p.184.

³⁴ DDF, *op. cit.*, n°33, p.60. « Conformément à la décision prise le 25 juillet en Conseil des ministres, l'exportation à destination de l'Espagne du matériel de guerre spécifié dans la liste annexée au décret du 3 septembre 1935 doit être interdite jusqu'à nouvel ordre ».

³⁵ AN/15/147, *Commission des Affaires étrangères*, *op. cit.*, 25 juillet 1936. Delbos informe que la peur des sentiments germanophiles qu'entretient Franco et les réactions inamicales qu'il a envers la France ne peut qu'inquiéter le gouvernement qu'il représente. Cependant, Delbos ne fait jamais mention de la Grande-Bretagne comme préoccupation principale quand son gouvernement décide de suspendre les commandes d'armes aux Républicains.

principe en faisant référence à la non-ingérence dans les affaires d'un autre État³⁶. Jamais ne mentionne-t-il la peur de déplaire à la Grande-Bretagne, prouvant que ce sont encore une fois des causes internes et proprement françaises qui poussent Blum à choisir la non-intervention comme solution à la crise espagnole. À partir du 25 juillet 1936, la France s'impose la non-intervention. Lorsque l'histoire des avions italiens au Maroc démontre que les insurgés reçoivent une aide directe de l'Italie (du moins), Blum reviendra sur sa décision une autre fois et décidera de faire adopter la non-intervention à l'échelle des puissances européennes. Encore une fois, ces événements démontreront que ce ne sont pas les Britanniques qui occupent une place prioritaire dans les calculs du Président du Conseil de France, mais bien plus la crainte que le conflit social ne déborde à l'intérieur des frontières françaises et que le conflit politique n'infecte le reste de l'Europe³⁷.

Connaissant le fait que Blum ait décidé d'opter pour la non-intervention pour des raisons essentiellement liées à la crainte de voir le conflit espagnol déborder, il faut quand même tenter de savoir qui a persuadé le Premier ministre de choisir une telle option. Était-ce de sa propre initiative, une fois que ses conversations avec les Britanniques l'ont convaincu du danger qu'un débordement de conflit représenterait pour toute l'Europe? En fait, Blum était revenu de Londres davantage effrayé et bousculé par une presse nationale de droite s'opposant à toute action pouvant aider la République espagnole³⁸. Était-ce cette droite qui l'a fait craindre que la passion du conflit pût s'étendre aux masses françaises? Il y a matière à se poser la question. Par contre, cette même droite, galvanisée à son retour de Londres en juillet 1936, a

³⁶ *Ibid.*, n°34, p.61. « Le gouvernement de la République a déjà, en différentes occasions, marqué qu'il s'était fait une règle de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres États.

Dans les circonstances actuelles, il a dû prendre toutes les dispositions que sa fidélité au principe de non-intervention lui impose... »

³⁷ Il semble cohérent que la principale préoccupation de Blum à partir du 30 juillet fut l'aide fournie à Franco par Mussolini et non pas la grogne qu'une hypothétique participation française à la guerre d'Espagne pouvait provoquer à Londres.

³⁸ Jacques Kergoat, *op. cit.*, p.188-89.

profité de quelle faiblesse du gouvernement pour en venir à bout de ses arguments? Encore là, il y a matière à questionnement.

Si Blum contrôlait parfaitement son cabinet, s'il a réussi à se maintenir en poste relativement longtemps pour un chef de gouvernement de coalition aussi hétéroclite de l'époque, c'est qu'il a également été habile à garder les deux branches de son gouvernement bien ancrées dans le même objectif : celui de gouverner. En somme, la décision de Blum démontre que la branche modérée et beaucoup plus centriste de son gouvernement a joué une influence bien plus grande sur le processus décisionnel que la branche de gauche. Le refus des plus radicaux de participer directement au gouvernement (les communistes) rendait toute position venant de ceux-ci impossible à communiquer en Conseil des ministres. Les ministres du parti radical ont ainsi bénéficié largement de l'espace que les communistes refusaient d'occuper. Ensuite, il ne faut pas oublier le rôle « obscur » mais central qu'occupait le fonctionariat français dans le processus décisionnel³⁹. Léger (secrétaire général du Quai d'Orsay), Corbin (ambassadeur français à Londres) et Jean Herbette (ambassadeur français en Espagne) jouaient tous un rôle important dans les pressions faites auprès du Premier ministre pour que sa décision initiale soit « réformée ». Cette tâche fut accomplie à tous les niveaux. Premièrement, Léger utilisera son influence en tant que grand patron de la diplomatie française pour faire valoir les bienfaits de la collaboration diplomatique franco-britannique et de la sécurité collective. Son mot d'ordre sera rapidement rattrapé par les ambassades pour que celles-ci puissent influencer à leur maximum le ministre des Affaires étrangères Yvon Delbos. Celui-ci s'arrangera pour que soient communiquées le plus directement possible les réserves que les dirigeants de la diplomatie française ont à l'égard du plan de Blum. Ces faits démontrent que des hommes politiques autour de Blum l'influençaient certainement plus que les pressions britanniques. S'il est vrai que plusieurs hommes politiques de France refusaient toute intervention sans le

³⁹ Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.308.

consentement de la Grande-Bretagne, d'autres craignaient davantage l'effondrement du système de sécurité européen (une guerre était inacceptable même si les Britanniques y participaient aux côtés de la France si l'on se fie aux propos du président du Sénat du 25 juillet 1936)⁴⁰.

3.5 La presse française : la première à s'opposer ouvertement à toute intervention en Espagne

C'est dès la première décision de Blum à l'égard du conflit espagnol que l'opposition aurait commencé ses démarches pour empêcher toute intervention directe ou indirecte de la France en Espagne. Comme il a été mentionné, la première décision de Blum se solda par une courte pause dans les démarches aboutissant à une aide concrète à la République espagnole. Cela fut causé par le départ du président du Conseil avec son équipe pour Londres dans le cadre de la conférence locarnienne à partir du 22 juillet 1936. S'il devenait évident à ce moment que le chef de l'État, Camille Chautemps, s'oppose à son projet initial, il devient de plus en plus évident que son gouvernement se trouve de plus en plus divisé sur la situation.

Cependant, les discussions dans les hautes instances décisionnelles françaises ne furent pas les seules tactiques utilisées par l'opposition au projet d'intervention. Comme mentionné lorsqu'il était question du rôle britannique, Blum est revenu de Londres face à une presse de droite déchaînée contre lui. Les fuites gouvernementales ont également contribué à déstabiliser la position initiale du gouvernement, comme nous le verrons. Celles-ci ont été largement répandues par des membres du gouvernement désirant isoler les ministres les plus favorables à une aide aux Espagnols. En somme, il serait pertinent de décrire cette épreuve comme étant une guerre de mots remportée par la cause non-interventionniste du gouvernement.

⁴⁰ Il sera question plus loin dans le travail des déclarations de Jeanneney, Président du Sénat français, quant aux actions pouvant provoquer un débordement du conflit espagnol.

L'opposition médiatique, dont la principale figure était Pertinax (journaliste à l'Écho de Paris), organisera durant le séjour londonien de Blum une véritable campagne d'opposition féroce par la voie de la presse contre le projet français de fournir des avions à l'Espagne⁴¹. Suite à cette campagne d'opposition intense, le gouvernement changea de position radicalement pour retourner carrément dans une stricte neutralité, prouvant ainsi que les Britanniques n'ont pas été les véritables vecteurs du changement de décision de Blum. Pierre Renouvin considère d'ailleurs cet épisode comme étant « le triomphe de la presse.⁴² » Le 25 juillet, un communiqué du gouvernement est publié par l'agence Fournier :

Le gouvernement français, après en avoir délibéré en Conseil des ministres cet après-midi, a été unanime à décider de n'intervenir d'aucune manière dans le conflit intérieur d'Espagne. Cette thèse, soutenue par M. Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères, a été approuvée à l'unanimité⁴³.

Revenu sur sa décision initiale en raison de l'opposition grandissante dans la presse française ainsi que dans son gouvernement, il devient de plus en plus évident que Blum fut forcé de se rétracter d'une position interventionniste en raison d'autres éléments que simplement la force de persuasion britannique. C'est dans ce contexte qu'il devient intéressant d'étudier le clivage qui a existé dans le gouvernement de Blum. C'est d'ailleurs ce qui permet de saisir la faiblesse du camp qui cherche à défendre la République espagnole en 1936.

3.6 Le manque d'influence des interventionnistes dans le Front Populaire

La Guerre d'Espagne est apparue comme étant la première grande fissure du gouvernement Blum. Alors que les grèves ouvrières n'affaiblissaient pas l'intention

⁴¹ Pierre Renouvin et René Rémond, *Léon Blum, chef de gouvernement 1936-1937* (2^e édition), Paris, Presse de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1981, p.333-334.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*, Extrait du communiqué du gouvernement de Blum pour annoncer la décision d'appliquer une neutralité en Espagne le 25 juillet 1936.

du gouvernement d'en venir à bout des réformes sociales dans la légalité, le bel été socialiste semblait vraiment prendre fin avec le déchirement que provoque le conflit au sud des frontières françaises. Si les interventionnistes ont bénéficié d'une avance sur l'autre camp (principalement parce que le Premier ministre était interventionniste également), leur influence s'est rapidement estompée pour que la position officielle du gouvernement soit fermement celle de la non-intervention à partir d'octobre 1936. S'il apparaît plus évident que ce sont les influences non-interventionnistes qui étaient les plus importantes dans le calcul de Blum, c'est que nécessairement la force s'appuyant sur l'idée initiale du Premier ministre était minoritaire.

Majoritaires, les interventionnistes auraient permis à Blum de faire ce qu'il voulait au départ. Au début du conflit, les interventionnistes semblaient être en orbite autour de Blum, Pierre Cot, Marx Dormoy, Jean Zay, Vincent Auriol, Jules Moch, Marius Moutet, Maurice Violette et Léo Lagrange⁴⁴. Yvon Delbos et Camille Chautemps semblent être les plus importants opposants à toute idée interventionniste. Édouard Daladier est favorable au tout début, mais sera néanmoins un des premiers à changer de position à l'intérieur du Conseil des ministres et il le fera essentiellement par préoccupation des réactions britanniques⁴⁵.

La démonstration du manque d'influence de la part des interventionnistes devient une évidence lorsque la presse de droite récupère des fuites venant de l'ambassade espagnole à Paris entre les 22 et 25 juillet 1936⁴⁶. Pendant ce temps, Blum prend note des réserves émises par le gouvernement britannique et revient à Paris avec une opposition de rue déjà bien organisée. Ce soir là, il reçoit Delbos, Auriol, Daladier et Pierre Cot à son domicile. Ceux-ci rencontrent Fernando de los

⁴⁴ Pierre Cot, « Ce que fut la non-intervention relâchée », *Le Monde*, 21 novembre 1975, p.22. Pierre Cot parle des déchirements de Vincent Auriol même s'il accepte d'appuyer l'idée de la non-intervention.

⁴⁵ Élisabeth Du Réau, *Édouard Daladier 1884-1970*, Paris, Fayard, 1993, p. 193-197.

⁴⁶ David Wingeate Pike, *op. cit.*, p.80.

Rios, envoyé spécial de la République espagnole auprès de la France, pour lui exposer les enjeux. Pierre Cot déclare :

Tous, sans exception, nous étions convaincus du danger qu'il y aurait à laisser s'établir à la frontière française un nouveau gouvernement fasciste; tous nous savions que la sécurité de notre pays – qui avait le tiers de son armée active en Afrique du Nord – impliquait l'existence d'un gouvernement espagnol ami de la France; aucun de nous n'avait d'illusions sur les sentiments des adversaires de la démocratie espagnole à l'égard de la démocratie française⁴⁷.

Par contre, l'opposition de Delbos était bien assez imposante pour empêcher le gouvernement Blum d'agir⁴⁸. Le lendemain, Blum et son gouvernement optent pour l'option de Delbos et refusent de livrer des armes à l'Espagne, mais prennent également la décision privée de rassembler les fournitures demandées par le gouvernement espagnol pour que celles-ci soient prêtes si le gouvernement revient sur sa décision à nouveau⁴⁹. Ces faits sont également confirmés par Daladier. « Léon Blum était d'abord favorable à l'envoi d'armes au gouvernement espagnol, d'où mes ordres aux arsenaux de les préparer et les concentrer à Bordeaux à destination d'un bateau mexicain.⁵⁰ »

Cot relate les faits en soutenant que le but était également de gagner du temps, afin de pouvoir envoyer l'amiral Darlan exprimer les craintes françaises à l'égard d'un éventuel gouvernement à tendance fasciste en Espagne et de repousser la décision finale du gouvernement après le débat sur la politique étrangère à la Chambre⁵¹. D'ailleurs, un communiqué de la Direction politique daté du 25 juillet 1936 démontre à quel point la France ne semble pas disposée à aider le gouvernement de la République espagnole de crainte que la situation ne s'aggrave par une telle décision.

⁴⁷ Pierre Cot, *Le Procès de la République*, tome II, Paris, Éditions de la Maison française, 1944, pp. 308-309.

⁴⁸ Sabine Jansen, *Pierre Cot, un anti-fasciste radical*, Paris, Fayard, 2002, p.309.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 310.

⁵⁰ FNSP, 1DA6, dr5, sdra, *La politique extérieure de Blum*.

⁵¹ Pierre Cot, *Le Procès de la République*, *op. cit.*, p.310.

Dans le dernier des cas, l'opération présente les caractéristiques de l'intervention dans les affaires intérieures d'un autre État. La force de la puissance publique de l'État livreur se trouve en effet, dans une de ses fractions, mise à la disposition d'une autorité étrangère. Toute gravité de ce fait apparaîtrait si les insurgés venaient à être reconnus comme gouvernement de fait par des États étrangers⁵².

Ce communiqué démontre qu'il y a certainement crainte de voir les insurgés reconnus comme gouvernement, mais cela ne demeure qu'éventualité dans le contexte où celui-ci est émis.

En conséquence, on ne peut dire que la décision du 25 juillet était officielle. Cela aurait été douteux dans le contexte où seul Delbos serait parvenu à convaincre le reste du gouvernement. Sa prestance effacée et son silence évident étaient sans aucun doute le résultat de sa nonchalance et du manque de fermeté lorsqu'on exerçait une influence sur lui⁵³. Julian Jackson fait également mention de ce fait en stipulant que Delbos était le choix de Blum pour les Affaires étrangères, car cela assurait au Premier ministre très peu d'opposition à ses propres intentions⁵⁴. La décision était circonstancielle et temporaire, afin de gagner du temps pour convaincre la communauté internationale du bien-fondé de l'initiative française. Néanmoins, elle était le résultat d'une pression dont le Premier ministre aurait bien pu se passer et même s'il était revenu de Londres un peu plus modéré, il était quand même déterminé à intervenir. De plus, comme il sera démontré, Daladier s'est éventuellement rangé derrière la position de Delbos et non l'inverse. Cependant, ce fait démontre que le Conseil des ministres se montrait particulièrement divisé sur la question espagnole, et ce, même après les mises en garde émises par les dirigeants britanniques lors de la conférence de Londres deux jours plus tôt.

⁵² DDF, *Portée politique et juridique des livraisons d'armes; conséquences éventuelles d'un appui gouvernemental*, tome III, n°30, 25 juillet 1936, *op. cit.*, p.58.

⁵³ Jean Lacouture, *op. cit.*, p.309.

⁵⁴ Julian Jackson, *The Popular Front in France: Defending democracy 1934-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 191.

3.7 Delbos et Daladier : radicaux de gauche mais radicaux avant tout

Le rôle que les ministres jouent dans un gouvernement de coalition est très circonstanciel comme le démontre l'adhésion du parti radical au Front Populaire. S'il y a accord du parti pour que les ministres agissent, ils le font. Cependant, les influences du parti radical, héritées de l'ère du briandisme, s'ingéreront là où ils ont une compétence qu'ils jugent être les seuls à détenir. C'est dans ce contexte que la question de politique internationale devient centrale. Si les radicaux consentent à donner aux socialistes un large espace en ce qui a trait à la politique intérieure (les portefeuilles du Travail, des Finances et de l'Éducation sont remis à la SFIO) pour que ceux-ci puissent établir une nouvelle ère de participation gouvernementale dans l'économie et d'influence des travailleurs syndiqués dans la vie économique des entreprises, ils ne sont pas du tout disposés à laisser les thèses centrales de la diplomatie française être remplacées par une politique un peu plus aventuriste comme celle d'intervenir *seuls* en Espagne⁵⁵.

Yvon Delbos et Édouard Daladier étaient les principales figures radicales du gouvernement de Front Populaire parce qu'ils étaient constamment en continuité avec leur propre parti. S'il y avait également des ministres comme Jean Zay, Pierre Cot et Pierre Mendès France qui furent les « têtes dirigeantes » qui ont poussé à la création du Front Populaire⁵⁶, Daladier et Delbos occupaient depuis longtemps une place de choix dans les ministères radicaux et ils représentaient la continuité des anciens gouvernements dans le Front Populaire.

Il semble que le rôle joué par Édouard Daladier ne fut pas aussi considérable que la personnalité qu'il représentait dans l'histoire politique de la France. En fait, il n'était pas directement impliqué dans l'initiative de non-intervention comme il fut

⁵⁵ Dans l'opposition qui se crée au sein du cabinet de Blum, il devient rapidement clair que la majorité des radicaux lui barrent la route et le forcent à accepter le compromis proposé.

⁵⁶ Jean Lacouture, *op. cit.*, p.295.

mentionné plus haut. Il consacra tout son travail aux demandes de Blum comme il a été démontré. De plus, il est extrêmement difficile de saisir les idées de l'homme lui-même, tellement il ne semblait pas être le plus ancré sur une position dans le gouvernement Blum. Ce n'est en fait qu'à partir de 1938 que nous pouvons constater comment Daladier réfléchit à l'égard de l'Espagne. Cette réflexion était davantage conditionnée par la peur de l'isolement français, thèse défendue par le Quai d'Orsay⁵⁷. D'ailleurs, les principales paroles de Daladier en ce qui a trait à la Guerre d'Espagne sont dites devant le Comité permanent de la Défense nationale le 15 mars 1938 lorsque le deuxième gouvernement Blum entre en fonction. Le ministre de la Défense ajourna la séance en déclarant : « Une telle intervention, non motivée par de faits nouveaux, risquerait de nous laisser seuls en face de l'Allemagne et de l'Italie avec le médiocre secours d'une Russie lointaine et affaiblie sans être du tout assuré du concours de la Grande-Bretagne.⁵⁸ » Ironiquement, il était secondé de Léger qui terminait en ajoutant « qu'il ne saurait pour cette raison s'agir pour nous de réaction et non d'initiative.⁵⁹ »

Il est donc judicieux de prétendre que Daladier suivait des positions déjà établies. En ce qui a trait à la Guerre d'Espagne, le ministre de la Défense n'était en aucune façon vraiment impliqué directement dans les réflexions du Premier ministre. Il exécuta par contre ses ordres. Ce n'était pas le cas de Delbos, comme on peut le constater. S'il semblait être très effacé comme personnage (et largement influençable comme il a été expliqué à plusieurs endroits de ce travail), cela ne l'empêcha aucunement de bloquer les projets de son Premier ministre en étant simplement responsable du portefeuille des Affaires étrangères. Cela sera démontré rapidement lorsqu'il montrera ses réserves lors des discussions du 25 juillet avec De los Rios, et

⁵⁷ Elisabeth Du Réau, *op. cit.*, p.196.

⁵⁸ SHAT 2N25. *Séance du 8 décembre 1937 du Comité permanent de la défense.*

⁵⁹ *Ibid.*

par ses déclarations contre toute aide directe à la République espagnole même lorsque l'aide des puissances autoritaires aux « Nationaux » était plus qu'évidente.

Yvon Delbos avait des idées bien arrêtées de la diplomatie française lorsqu'il devint son grand patron. Également briandiste, il poursuivait un attachement pour l'Entente cordiale (la collaboration avec le *Foreign Office*) et la sécurité collective, raison pour laquelle il ne recherchait aucunement un engagement dans un conflit l'opposant aux intérêts des puissances autoritaires. À ce sujet, nous pourrions certainement rajouter qu'il était secondé de Blum et Léger⁶⁰. Blum et Delbos avaient comme principal objectif de rétablir les relations d'amitié entre Londres et Paris. Dans ces circonstances, Léger devait être soulagé en constatant que Delbos était pour être le premier diplomate de la République.

Il y a donc une complicité assez forte entre Delbos et Blum lorsque le Front Populaire prend fonctions et la base de la politique étrangère fut établie autour du réchauffement des relations franco-britanniques⁶¹. Cependant, lorsque Blum entend imposer fermement sa décision d'intervenir en Espagne, Delbos se montre plus que réticent au projet. Ce n'est aucunement par crainte d'éclatement d'une révolution sociale en Espagne. Il craint les répercussions internationales qu'une aide directe de la France pourrait provoquer en Allemagne et en Italie.

Le 30 juillet devant la Commission des Affaires étrangères, Delbos se montre très favorable au gouvernement républicain lorsqu'il en est question dès le début des hostilités au sud des Pyrénées. Devant la Commission des Affaires étrangères, il déclare : « Le gouvernement d'Espagne est un gouvernement ami, un gouvernement de droit duquel aucune menace n'est jamais venue. Nous avons intérêt à ce que ce gouvernement ne soit jamais renversé.⁶² » Il ajoute ensuite que :

⁶⁰ John E. Dreifort, *Yvon Delbos at the Quai d'Orsay*, University Press of Kansas, 1977, p.79.

⁶¹ Julian Jackson, *The Popular Front in France. Defending Democracy, 1934-1938*, Cambridge University Press, 1988, p.192.

⁶² AN, F/15/147, *Procès-verbal de la Commission des affaires étrangères, audition d'Yvon Delbos, 30 juillet 1936.*

[...] si nous considérons le point de vue juridique, il n'y aurait aucune raison pour que nous ne fournissions pas des armes au gouvernement régulier. Il y a là une question d'opportunité. Même légitime, une fourniture d'armes peut provoquer des fournitures inverses plus dangereuses⁶³.

Delbos indique donc clairement que la perspective de voir l'Italie et l'Allemagne s'ingérer dans le conflit risque de provoquer une conflagration plus importante que le simple conflit social qui semble se dessiner entre les masses espagnoles. À cette date, le ministre des Affaires étrangères a peur de voir les nationalistes « satellisés » par les puissances fascistes, ce qui en ferait des ennemis jurés. D'un autre côté, il a tout intérêt à voir ses relations avec l'Espagne demeurer cordiales, et cela passe par une bonne relation avec la République, et non pas les insurgés.

Le contexte de juillet 1936 est donc très difficile pour le chef diplomate de la France. Le Front Populaire s'était donné comme mandat de ne pas modifier la politique extérieure de la France et de renforcer ses principaux objectifs : la sécurité collective et le rétablissement des bonnes relations avec Londres. Une intervention française en Espagne pouvait avoir comme effet de ralentir les percées de la sécurité collective en aggravant un conflit régional et être énormément nuisible pour le dialogue franco-britannique⁶⁴. Une intervention française était donc à écarter selon Delbos. De plus, Delbos avait déjà eu à subir un revers face aux Britanniques lorsque la SDN décida de lever les sanctions économiques contre l'Italie (en raison de sa conquête éthiopienne). Il avait donc eu un bref aperçu de la démarche britannique auprès de l'Italie mussolinienne. Par contre, l'ambassadeur français à Berlin, François-Poncet, indiquait clairement que le rapprochement italo-allemand se faisait sentir avant que les hostilités ne se déclenchent en Espagne. « La collaboration des deux fascismes est aujourd'hui plus probable que leur opposition.⁶⁵ » Cette déclaration supposait que la France aurait déjà dû se préparer au divorce avec sa

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Robert Frank, *op. cit.*, p.40-41.

⁶⁵ J. B. Duroselle, *op. cit.*, p.295.

voisine italienne. D'ailleurs, les discordes avec l'Italie recommençaient à refaire surface avec la question éthiopienne et l'élection de Blum persuada probablement Mussolini que ses adversaires venaient de prendre le pouvoir⁶⁶. Devant l'ampleur du problème, il y a donc plusieurs hypothèses pour lesquelles le ministre des Affaires étrangères aurait choisi la non-intervention. Premièrement, il y avait les réticences britanniques dans ses tentatives d'isoler les rivaux de la France (que se soit l'Allemagne ou l'Italie, il était définitif que le *Foreign Office* avait un objectif différent de celui du Quai d'Orsay). Suivant ce traditionnel problème pour la France, une intervention française en Espagne aurait représenté un manque de sincérité dans l'adhésion française à la sécurité collective (selon les puissances autoritaires) et aurait certainement été suivi d'une reconnaissance du gouvernement de Franco par l'Allemagne et l'Italie (bien qu'elles l'ont fait peu après le début des hostilités, Delbos croyait que Berlin et Rome auraient eu beaucoup plus de réticence à reconnaître pleinement Franco).

Sans démontrer réellement son caractère, Delbos se montre quand même timide à intervenir en Espagne alors que Blum désire vraiment faire quelque chose. Il a reçu les contrecoups de la réoccupation de la Rhénanie et de la fin des sanctions économiques contre l'Italie sans que la France ne gagne quoi que ce soit pour compenser ses revers. L'Espagne, à ses yeux, est donc plus explosive que pour n'importe quelle autre nation, y compris l'Italie et le Portugal. Cependant, il a été mentionné que Delbos n'était pas la personnalité la plus influente du cabinet et il est fort douteux que ce soit celle-ci qui ait influencé Blum et son cabinet à reculer et choisir la non-intervention. Il est d'ailleurs beaucoup plus probable que la voix de Delbos était celle du Quai d'Orsay. En effet, il est beaucoup plus plausible de croire que c'était bel et bien le fonctionnariat français qui était derrière l'initiative de la non-

⁶⁶ DDF, *note du département (Massigli)* tome 2, n°275, *op. cit.*, p.476. Massigli qui agit *de facto* comme ambassadeur français à Rome, indique au Quai d'Orsay que les perspectives d'une entente avec l'Italie sont de plus en plus douteuses suite à l'entrevue du journaliste *Bertrand de Jouvenel* avec le Duce.

intervention. Autour de personnalités fortement attachées à la tradition diplomatique française et travaillant dans l'appareil d'État français depuis plus d'une décennie, la non-intervention prendra forme et sera communiquée au gouvernement par l'entremise des personnalités comme Delbos et Daladier. Ce qu'il faut retenir de cette dynamique est que la non-intervention était l'initiative d'Alexis Léger, de Corbin et de Jean Herbet. Leur travail, à partir des débuts de la Guerre d'Espagne, témoigne de l'influence de ces hommes et de l'incapacité de Blum à les faire marcher alors que s'aborde un changement idéologique radical dans la façon de gouverner la France⁶⁷.

3.8 Les influences du Quai d'Orsay

Si l'opposition de droite et les membres plus au centre du gouvernement démontraient une farouche opposition à l'idée d'une intervention en Espagne comme sur pratiquement tous les dossiers, il ne faut aucunement occulter le rôle qu'a pu jouer le Quai d'Orsay dans le processus décisionnel français en ce qui a trait à l'Espagne. Alexis Léger était en tant que secrétaire général la principale inspiration de l'opposition à Blum. Cependant, son opposition ne se construira pas sur une dualité gauche droite comme elle pouvait régner à l'Assemblée nationale ou même au gouvernement. D'ailleurs, Léger avait plutôt tendance à s'écarter de celles-ci en politique extérieure⁶⁸. Là-dessus, le secrétaire général représentait bien son équipe diplomatique. Parmi son groupe restreint d'ambassadeurs et d'attachés politiques, il pouvait compter sur une unité et un esprit de confiance. Léger s'opposera à toute intervention en Espagne par esprit de respect de la sécurité collective et pour ne pas éloigner davantage Londres de Paris.

⁶⁷ Julian Jackson, *op. cit.*, p.198. Jackson fait référence au fait que chaque geste en politique étrangère était malmené soit par les communistes ou la droite.

⁶⁸ Elizabeth R. Cameron, *Alexis Saint-Léger Léger*, dans G. Craig and Felix Gilbert, *The Diplomats 1919-1939*, vol. 2, Princeton University Press, 1953, p. 385.

C'est dans ce contexte qu'il faut saisir l'ampleur du problème anglais dans la décision française. Le chef et son cabinet se montrent moins préoccupés des réserves britanniques. Par contre, la désapprobation britannique à l'égard de Blum va persuader Léger, Corbin et Herbette à pousser le plus possible pour la neutralité dans le conflit espagnol. Ces hommes avaient une vision en 1936 les liant à la politique des Britanniques. Pis encore, agir sans le consentement direct du Quai d'Orsay dans un contexte de gouvernement de coalition apparaît comme suicidaire en 1936. Léger, conscient de sa force, utilisera celle-ci de façon évidente le 24 juillet. C'est à ce moment que le gouvernement de Blum reculera pour adopter ce que le secrétaire général proposera.

Duroselle fait une excellente description de ce qu'était l'équipe du Quai d'Orsay durant les années 1930. La carrière dans celui-ci est en effet décrite comme « La Carrière », celle qui n'embauche que les meilleurs éléments associés à ceux déjà dans la profession⁶⁹. Le nombre de membres du Quai d'Orsay était également très restreint, ce qui avait comme effet que pratiquement tous se connaissaient très bien. Cependant, plusieurs politiciens du Front Populaire n'appréciaient guère les diplomates français. Jean Zay, ministre de Blum, les accusera plus tard de ne pas soutenir la République et d'avoir même des préférences pour les mouvements fascistes⁷⁰.

Lorsque la Guerre d'Espagne éclate, Léger est déjà en désaccord avec le gouvernement à propos de la crise rhénane. Celle-ci, provoquée en mars 1936 est, selon lui, le premier coup sévère contre la paix. "It was the London Conference of March 1936, not Munich, which must bear the responsibility for Hitler's flooding over the banks."⁷¹ Est-ce dans cette phrase que nous devons saisir un manque de volonté dans une intervention en Espagne où est-ce encore une phrase écrite avec la

⁶⁹ J.-B. Duroselle, *op. cit.*, p.269-70.

⁷⁰ *Ibid.*, p.271.

⁷¹ Alexis Léger, *Briand*, Aurora, New York, 1943, p.15.

connaissance des événements qui ont suivi la Guerre d'Espagne? À la lumière des archives et des documents recueillis, il semble que Léger n'était pas défaitiste au moment de la Guerre d'Espagne et qu'il avait encore un sincère espoir de faire reculer l'Allemagne dans ses ardeurs expansionnistes. C'est d'ailleurs en fonction du problème allemand que Léger réfléchira face à la question espagnole. Sa politique espagnole sera ainsi calquée par rapport à ce qu'il croit être les principaux objectifs de la diplomatie française : la sécurité collective (en contradiction avec les actions unilatérales des États) et contenir l'Allemagne (la provoquer le moins possible tout en lui rappelant ses engagements de 1919).

Par contre, les relations entre le Quai d'Orsay et le *Foreign Office* ne peuvent être étudiées sans parler de Charles Corbin, ambassadeur français à Londres, et de Jean Herbette, ambassadeur français en Espagne. Ces deux personnages clés dans les rapports franco-britanniques, par rapport à la Guerre d'Espagne, ont certainement su utiliser leurs poids pour faire pencher la balance en faveur de la non-intervention.

Corbin a tôt fait de démontrer que la non-intervention recevait l'appui des Britanniques. Il sera le principal artisan des communications entre le *Foreign Office* et le Quai d'Orsay. Il sera le premier à relayer au Quai d'Orsay les réserves que le gouvernement britannique aurait à l'égard d'une intrusion française dans le conflit espagnol, et ce, à partir du 22 juillet 1936⁷². D'ailleurs, il est fort probable, comme le constate Jacques Kergoat, que l'ambassadeur français à Londres ait été à l'origine de la déclaration du Quai d'Orsay du 24 juillet affirmant qu'aucune commande d'armes ne devait être admise sans son consentement⁷³. Cela est d'ailleurs confirmé par le fait que l'ambassadeur a informé Delbos que la livraison d'armes à l'Espagne républicaine constituait une rupture avec les intérêts britanniques dans la péninsule

⁷² Martin Thomas, *op. cit.*, p.90.

⁷³ Jacques Kergoat, *La France du Front Populaire*, Paris, La Découverte, 2003, p.187. Le communiqué du Quai d'Orsay publié le soir du 25 juillet 1936 par l'entremise d'Alexis Léger. Selon Kergoat, Corbin aurait également contribué fortement à sa publication pour forcer la main du patron de Matignon.

ibérique⁷⁴. Cela ne veut cependant pas dire que Corbin était sous la tutelle de Londres. Effectivement, Corbin était idéologiquement très attaché à la vision mondiale des Britanniques (et de l'aide que cela pouvait apporter à la France) mais sa conception erronée du gouvernement républicain espagnol le persuadait que celui-ci était de plus en plus satellisé par les communistes et les forces gravitant autour de la gauche révolutionnaire⁷⁵. Comme le souligne Lacouture, le gouvernement républicain ne comprenait ni communistes, ni socialistes (pas même de la faction plutôt de modérée dirigée par Ignacio Prieto)⁷⁶. Néanmoins, Corbin était de nature plus conservateur dans son étude des relations étrangères, mais il demeurait profondément professionnel dans son travail pour les intérêts français comme c'est le cas pour tout diplomate dévoué de cette époque.

Persuadés que la France ne pouvait agir sans les Britanniques, Léger et Corbin avertiront, par le communiqué du Quai d'Orsay du 24 juillet 1936, que la vente d'armes à la République espagnole ne saurait être faite convenablement sans le consentement de Londres (la collaboration diplomatique est trop importante pour régler les questions de sécurité collective). Cela ne veut pas dire que la Grande-Bretagne forçait la main des Français. Il y avait certes une forme de pression diplomatique dans son refroidissement face à l'attitude « belliqueuse » du Front Populaire en ce qui a trait aux affaires espagnoles. Mais en aucune circonstance Londres ne menaçait Paris durant la valse diplomatique entourant la vente d'avions Potez aux Républicains. Les Britanniques avaient leur propre idée des affaires européennes et ils avaient déjà montré à plusieurs reprises, depuis la prise du pouvoir par les nazis, qu'ils pouvaient agir unilatéralement. Autrement dit, Londres ne forçait

⁷⁴ SHAT 1N36, *EMA – note de Delbos à Massigli*. Le ministre des Affaires étrangères stipule que ces contacts avec son ambassadeur à Londres lui indiquent que le *Foreign Office* n'accepterait pas de suivre la France si elle entamait une véritable aide militaire et matérielle aux Républicains.

⁷⁵ Jean Lacouture, *Léon Blum*, p.332.

⁷⁶ *Ibid.*

point Paris à ne pas agir en Espagne. Elle lui montrait plutôt que ce geste unilatéral pouvait en provoquer un autre.

3.9 Léger, la sécurité collective, la paix et la non-intervention

Que les Britanniques aient eu une position beaucoup plus complaisante envers l'Allemagne depuis l'ascension d'Hitler n'a aucunement irrité les partisans français de la collaboration franco-britannique. Tout au plus, il semble que ce fait aura forcé ceux-ci à travailler davantage pour ramener la France dans les bonnes faveurs du *Foreign Office*. Si la Grande-Bretagne avait déjà démontré sa désapprobation d'une intervention en Espagne, elle avait également montré qu'elle pouvait traiter avec les dictatures unilatéralement, sans le consentement de la France, et au détriment d'engagements pris depuis 1919. En effet, le traité naval anglo-allemand de 1935 (permettant à l'Allemagne d'atteindre 35% du tonnage maritime militaire de la Royal Navy), le refus britannique non seulement d'intervenir contre la réoccupation de la Rhénanie, mais également de la condamner publiquement en 1936 et les désirs britanniques de rapprocher le dictateur italien des intérêts britanniques en Méditerranée n'avaient-ils pas démontré que le *Foreign Office* ne jugeait pas la France comme étant sa priorité? Pis encore, le refus systématique du gouvernement britannique de traiter avec l'URSS alors que la France cherchait un rapprochement n'était-il pas signe que la Grande-Bretagne était capable de faire cavalier seul si elle jugeait une telle stratégie favorable pour ses propres intérêts? Pourtant, plusieurs politiciens français restaient convaincus de leur incapacité à gérer leurs problèmes internationaux sans avoir recours à l'appui formel de la Grande-Bretagne. Alexis Léger était un de ceux-ci.

En tant que secrétaire général du Quai d'Orsay, cet homme restera fidèle à la politique de son mentor (Briand) et refusera tout geste provocant pour l'Allemagne et l'Italie sans avoir l'appui de Londres. Face à une crise espagnole pouvant dégénérer

en crise internationale, et face à la potentielle disparition de l'esprit de Locarno, Léger refusera de passer outre les principes traditionnels du Quai d'Orsay depuis 1919.

Léger et son équipe diplomatique étaient déjà en poste depuis 1933 lorsque le gouvernement du Front Populaire accéda au pouvoir. Le secrétaire général du Quai d'Orsay était déjà la cible des « pro-apaisement » lorsque Blum pris fonction à l'Hôtel Matignon et son travail était fustigé à gauche comme à droite en ce qui a trait à la sécurité collective ainsi que le réchauffement des relations avec l'Allemagne. Il s'était déjà opposé à la proposition d'alliance qu'avait faite l'URSS sous prétexte que celle-ci était établie en fonction des velléités expansionnistes de Moscou en Asie⁷⁷. Par contre, il se proclamait homme de gauche, opposé à tout ce qui pouvait être associé à un antirépublicanisme. En politique étrangère, le principal leitmotiv de Léger était de réconcilier les intérêts français et britanniques. Ce désir n'était pas le fruit de sentiments anglophiles de la part du secrétaire général. Il s'agissait avant tout d'empêcher la Grande-Bretagne de choisir de traiter avec une autre puissance que la France. Ainsi, il cherchait à garder Londres amie de Paris pour prévenir que les dirigeants britanniques ne traitent directement et hors du cadre de Locarno une entente avec l'Allemagne⁷⁸. C'est également en fonction de ce même leitmotiv que Léger poussera le gouvernement à choisir la non-intervention.

Léger et le Quai d'Orsay vont s'ingérer dans la question espagnole à partir du 22 juillet lorsque Pierre Cot rassure Blum et De los Rios que le gouvernement français pourra livrer rapidement l'équipement militaire demandé par la République espagnole. À partir de ce moment, la dynamique des rapports entre le Quai d'Orsay et le gouvernement changera dramatiquement. Sans pour autant dire que Léger avait un droit de veto sur les décisions prises par le Conseil des ministres, il devait tout de

⁷⁷ Elizabeth R. Cameron, *op. cit.*, p.385.

⁷⁸ J. Lacouture, *op. cit.*, p.311.

même être informé des décisions du gouvernement. La décision du 22 juillet provoquera énormément de remous à l'intérieur de l'appareil administratif des affaires étrangères françaises⁷⁹.

Léger ne réagissait pas directement. Il travaillait davantage dans les coulisses et plus silencieusement. De plus, il avait un profond respect pour Blum. D'ailleurs, le Premier ministre et lui partageaient une amitié commune dans la personnalité de Philippe Berthelot (ancien secrétaire général du Quai d'Orsay). L'homme était également très connu sous son nom de poète, St-John Perse, ce qui en faisait nécessairement un grand homme de lettres. Il a d'ailleurs reçu le prix Nobel de littérature au courant de sa carrière de poète. Créole des Antilles françaises, il avait travaillé comme diplomate en Chine avant la Première Guerre mondiale. Ouvert au monde, il partageait donc les vues et visées dont la diplomatie française s'était dotée depuis 1920⁸⁰. D'ailleurs, il est important de retenir que ce sont ces principes qui ont poussé Léger à travailler pour la non-intervention.

Dans les circonstances dans lesquelles la Guerre d'Espagne éclata, Léger eut toujours comme principale préoccupation d'empêcher un rapprochement germano-britannique. Il regardera donc le conflit espagnol dans cette optique. Il s'efforcera de démontrer auprès des Britanniques les similarités entre Blum et Disraeli, de façon à rapprocher les deux gouvernements durant la Conférence internationale de Londres⁸¹. C'était parce qu'il était avant tout convaincu que l'Angleterre tenterait un rapprochement avec les dictatures si la France aidait la République espagnole qu'il s'efforça de persuader son département d'agir en faveur d'une non-intervention en Espagne. Ce n'est pas en raison d'une discorde idéologique entre le Premier ministre et lui qu'il s'opposait à l'intervention en Espagne. D'ailleurs, les deux hommes se

⁷⁹ *Ibid.*, p.332.

⁸⁰ Elisabeth R. Cameron, *op. cit.*, p.404.

⁸¹ *Ibid.*, p.391.

respectaient profondément en raison de leur désir mutuel de rapprocher la France de l'Angleterre. Néanmoins, il semble d'un côté que la pression s'est fait sentir dès la veille de l'annonce de la non-intervention, soit le 24 juillet. De los Rios a écrit ce soir-là à Giral, le Premier ministre du gouvernement espagnol. « Des hommes qui ont la plus grande influence en ce qui concerne ce qui nous intéresse par la nature même des ministères qu'ils dirigent. D'après l'attitude de l'un des ministres, j'ai compris qu'il y avait des divergences.⁸² » On peut juger que Delbos est pointé du doigt par De los Rios dans cette missive, mais il est tout de même question de « ministères ». Il semble que celui de la défense est impossible à ignorer. Cela voulait-il dire que Daladier aussi s'opposait déjà à toute intervention? Peu importe, le Quai d'Orsay annonça le 24 juillet : « Aucune livraison d'armes ne peut être faite à une puissance étrangère sans que le Quai d'Orsay ait été consulté. Or, les services des Affaires étrangères n'ont été saisis d'aucune demande de cet ordre.⁸³ » Pourtant, le soir même, Cot s'efforçait de faire valoir à De los Rios qu'il ferait tout en son possible pour acheminer le plus rapidement possible des armes à l'Espagne. Il semble donc qu'une épreuve de force eu lieu ce soir-là entre deux paliers du pouvoir français : le gouvernement d'une part et le Quai d'Orsay. Néanmoins, les traces ne sont pas si évidentes, comme elles le sont souvent en diplomatie. Comme le soutient Lacouture : « [...] on sait que ce sont souvent les problèmes oubliés dans les communiqués qui laissent les traces les plus profondes.⁸⁴ » Cependant, Léger laisse quand même une trace avec à peine deux années de recul. En mars 1938, alors que la crise survient avec la question autrichienne, Blum pense à nouveau entreprendre une

⁸² FNSP, 1DA6, dr5, sdra, *La politique extérieure de Blum*.

⁸³ Pierre Renouvin, *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p.330. Communiqué envoyé à toute la presse française le 24 juillet 1936 et publié dans son intégralité dans ce livre.

⁸⁴ J. Lacouture, *op. cit.*, p.333.

intervention en Espagne. Léger lui fait savoir que la situation ne permet pas une intervention en Espagne pour les mêmes raisons qu'en 1936⁸⁵.

Il est donc fort probable que Léger ait émis de sévères réserves à son cabinet et mis tout en branle pour que le projet soit avorté. La suite propose donc que la non-intervention devienne une affaire internationale et non simplement une affaire française. La décision du 25 juillet se voulait ainsi. Cependant, la découverte d'avions italiens destinés aux franquistes (en Afrique du Nord le 28 juillet) a fait retourner le gouvernement Blum vers des chemins un peu plus belliqueux en se laissant le soin d'intervenir si cela lui semblait nécessaire. Les ministres non-interventionnistes et le Quai d'Orsay se remirent donc au travail pour raffiner davantage la non-intervention en lui donnant un lustre assez crédible pour Blum lui-même sans doute pour éviter la chute du gouvernement. En effet, comme nous l'avons vu, Blum cherchait, pendant un certain temps, à démissionner en raison de l'incompatibilité de la non-intervention avec la philosophie anti-fasciste de son gouvernement. « Jamais je n'aurais pensé servir la dictature et l'affrontement par le désistement.⁸⁶ » C'est dans ce contexte que les ambassades se mirent au travail. Corbin et Herbette ont en effet joué un rôle important au courant du mois d'août en travaillant comme apôtres de la non-intervention auprès des gouvernements qui les accueillait. Pour Corbin, le travail consistait davantage à transmettre les suggestions britanniques auprès du gouvernement français, confirmant les raisons pour lesquelles il était considéré comme anglophile en politique extérieure.

La suite des événements démontre donc une activité diplomatique intense jusqu'au 8 août, date à laquelle le gouvernement français décide de proposer la non-

⁸⁵ SHAT, 2N25, doc. 2. *Procès-verbal de l'EMA, 16 mars 1938*. La remarque de Léger fait suite à la question que Blum pose ainsi : « Comment pourrions-nous appuyer un ultimatum à Franco : Si, dans les 24 heures, vous n'avez pas renoncé à l'appui de forces étrangères, la France reprend sa liberté d'action, et se réserve de prendre elle-même toutes mesures d'intervention qu'elle jugerait adéquates ». Il n'est pas indiqué, exactement dans quels termes il expose sa vision.

⁸⁶ FNSP, 1DA6, dr5, sdra, *La politique extérieure de Blum*.

intervention multilatérale pour rapprocher les dictatures de la neutralité. En soi, cela démontre que le gouvernement Blum travaille déjà à mettre en place un mécanisme empêchant tout transport d'armes en Espagne au moment où la France décide de l'appliquer la non-intervention de façon unilatérale. Le 31 août, Corbin démontre déjà que le gouvernement britannique appuie de plus en plus l'initiative de la non-intervention. « Le gouvernement britannique considère la situation de la Péninsule comme plus grave encore par les répercussions internationales qu'elle risque de susciter que par ses conséquences internes.⁸⁷ » Le 4 août, le gouvernement britannique fait savoir au gouvernement français qu'il entend voir les choses progresser davantage en faveur de la non-intervention par l'entremise de Cambon, chargé d'affaires de France à Londres. « J'ai été instamment prié d'insister auprès de vous pour que le gouvernement français se maintienne dans la voie qui a été la sienne jusqu'ici et qui lui a permis de rendre ainsi, de l'aveu même des Anglais, à la cause de toutes les nations un immense service.⁸⁸ » Le lendemain, Édouard Soulier réitère en Commission sur les Affaires extérieures qu'il n'a pas l'intention de voir la France intervenir dans le conflit⁸⁹. Blum va confirmer plus tard ce fait en déclarant qu'il s'est hâté pour envoyer une escadrille à la République espagnole avant que la non-intervention ne soit véritablement proposée aux autres puissances.

Nous en sommes venus à cette solution : faire partir en toute hâte le lot d'avions que nous tenions prêt et, une fois cette expédition faite, essayer d'introduire et d'imposer à l'Italie et l'Allemagne le système de la non-intervention, ou, comme on disait à l'époque, de la non-immixtion⁹⁰.

À partir de la commission du 5 août, l'initiative est dans le camp des non-interventionnistes. En raison d'une campagne entamée le 24 juillet par le Quai

⁸⁷ DDF, tome III, n°52, *op. cit.*, p.93.

⁸⁸ *Ibid.*, n°74, p.117.

⁸⁹ voir la déclaration de M. Soulier à la p.63 du travail.

⁹⁰ Déposition devant la Commission d'enquête, *L'œuvre de Léon Blum (1937-1940)*, *op. cit.*, p.378.

d'Orsay qui devait ses munitions à la presse (qui avait mis le secret à jour lorsque Blum était à Londres), les opposants à une participation française prenaient l'avantage dans leur duel les opposant aux interventionnistes. Les membres de la commission s'entendent cependant sur la rédaction d'une déclaration vague pouvant laisser une marge de manœuvre au gouvernement français au cas où les autres nations refuseraient d'adhérer à la convention⁹¹. Il semble néanmoins que cette commission décida du sort de la non-intervention et elle concrétisa sa proposition formelle aux autres puissances. La machine diplomatique a donc contribué énormément à démontrer les vertus de la non-intervention pour qu'elle plaise moyennement au Premier ministre et ses ministres interventionnistes. Dans ce contexte, la non-intervention apparaît donc comme étant une source de compromis entre les membres du cabinet de Blum. La balance pencha largement en faveur du camp opposé à une aide pour l'Espagne républicaine, le « semblant » d'aide qui fut acheminée par la suite témoigne d'un désir de Blum pour soulager l'aile gauche de son gouvernement, démontrant à nouveau que le Premier ministre a agi dans une optique de faire survivre son gouvernement. Comme le souligne Thomas, Delbos s'est vu offrir la proposition officielle de non-intervention une fois que Léger fut parvenu à la concocter⁹².

S'il est vrai que Clerk, ambassadeur britannique à Paris, témoigne d'un refus net de la Grande-Bretagne d'adhérer à toute convention, si elle n'est pas respectée de façon unilatérale par ceux qui l'ont formellement proposée, cela témoigne encore de la peur des Britanniques de voir l'Italie s'installer de façon permanente dans les Baléares et ainsi être en mesure de menacer les lignes de communication britanniques

⁹¹ AN, F/15/147, *Procès-verbal de la Commission des affaires étrangères*, 5 août 1936. Il n'est pas démontré exactement ce en quoi consiste la proposition à faire au ministère des Affaires étrangères, mais Grumbach (pro-interventionniste du comité) déclarait qu'il voulait un texte vague et il y apposa son approbation une fois le texte lu.

⁹² Martin Thomas, *Britain, France and appeasement*, p.91.

entre Gibraltar et Suez⁹³. Là encore, les pressions britanniques se firent sentir. De plus, on voit déjà une forme de complaisance à l'égard de Franco se développer au sein de certains courants de droite de la France qui sont demeurés près du gouvernement même si celui-ci est passé à gauche avec le Front Populaire. De Kérillis fait déjà savoir ce qu'il pense de Franco quelques jours après le début du soulèvement pour rassurer les membres de la Commission des Affaires étrangères. « Quant à Franco, j'ai des amis qui le connaissent et qui le savent très francophile.⁹⁴ » De Kérillis cherchait sans doute à calmer les ardeurs interventionnistes de la commission une fois que celle-ci avait divulgué des informations voulant que les rebelles espagnols étaient équipés avec des avions de transport Junker de fabrication allemande. Là encore, tous les intérêts stratégiques de la France en Afrique du Nord pouvaient se trouver dans une situation précaire ce qui donnait à Paris tous ses droits d'assurer ses communications avec l'AFN (Afrique française du Nord). Si c'était le cas pour la France avec la question du Maroc et de l'Algérie, il en était de même pour les intérêts britanniques en Méditerranée (Gibraltar, Malte, Suez, etc.). Dans la foulée des événements, réagir aurait sans doute brusqué les Britanniques, mais probablement pas au point où ils se seraient complètement dissociés de la position française en Méditerranée. Cependant, il est fort douteux que la position britannique, molle à l'égard de l'Allemagne, ait été dure à l'égard de la France. La nature du refus britannique d'aider la République espagnole était idéologique, mais également économique. Londres cherchait à assurer ses intérêts commerciaux dans la péninsule, peu importe qui était pour sortir vainqueur du duel espagnol⁹⁵.

⁹³ DDF 2, tome III, Note de la Sous-Direction d'Europe : Propos de l'ambassadeur d'Angleterre et de l'ambassadeur de Belgique, n° 108.

⁹⁴ AN, F/15/147, *Procès-verbal de la Commission des affaires étrangères*, 25 juillet 1936. Cette phrase est prononcée après que Delbos évoque le fait que les insurgés espagnols sont déjà ravitaillés en équipement par les forces de la future Axe, notamment par la fourniture d'avions de transport Junker.

⁹⁵ Martin Thomas, *Britain, France and appeasement*, p.93.

Ce questionnement laisse entrevoir que la répugnance qu'avaient certains dirigeants français et britanniques à intervenir aux côtés de la République espagnole était d'ordre idéologique. D'ailleurs, Léger écrivait une missive pour le ministre de l'Air le 28 septembre 1936 pour se dire inquiet de l'influence grandissante que l'URSS exerce sur l'Espagne. « Toute contribution aux forces gouvernementales espagnoles aide les communistes à étendre leur influence sur l'appareil administratif de la République.⁹⁶ » Cette déclaration de la part de Léger se fait en toute connaissance des événements entourant les Brigades internationales dont le recrutement est basé à Paris (c'est d'ailleurs la France qui fournit le plus de combattants volontaires aux forces républicaines). Il n'est pas étonnant que Florimond Bonte, partisan de la ligne de Blum à la Commission des Affaires extérieures, réplique le 15 octobre en soutenant que la France a créé un précédent en refusant d'aider un gouvernement régulier agressé par une rébellion de toute évidence financée et équipée par des gouvernements autoritaires étrangers⁹⁷.

3.10 Le rôle peu reluisant des militaires

Les militaires n'ont pas joué un rôle déterminant dans le processus décisionnel français en 1936, et ce, en raison de leur incapacité à moderniser leur stratégie et leur dispositif. Axée entièrement sur une politique défensive à l'égard de l'Allemagne, il était de plus en plus impossible pour l'Armée française d'ajouter un front à sa stratégie. Elle refusait de reconnaître l'Espagne comme étant un enjeu important de sa géopolitique (et ce même si l'Espagne était un partenaire stratégique de premier ordre en ce qui a trait aux lignes de communication ralliant la Métropole

⁹⁶ SHAT 2N23, *Séance du Comité permanent de la Défense du 11 octobre 1936*. Léger déclare au comité avoir fourni cette missive au ministre de l'Air le 28 septembre 1936.

⁹⁷ AN, F/15/147, *Procès-verbal de la Commission des affaires étrangères*, 15 octobre 1936. Bonte y ajoute que la position française risque de jeter la Tchécoslovaquie dans les bras de l'Allemagne si la France poursuit la politique qu'elle a choisie.

de l'AFN (Afrique française du Nord). Par contre, les militaires auraient sans doute pu jouer un rôle plus important s'ils avaient considéré l'option offensive dans la stratégie globale de la défense française. Cependant, ils ont choisi de plein gré de s'effacer de l'enjeu comme le témoignent les archives et c'est exactement ce que cette partie vise à démontrer.

L'Armée française n'a pas été la plus active sur la question espagnole. Embourbée dans ses traditionnels problèmes structurels (contenir l'Allemagne tout en lui remettant volontairement l'initiative des opérations offensives) et administrant un programme de réarmement arrivant un peu tard pour qu'il y ait un véritable effet sur la puissance de feu de celle-ci, l'armée a regardé le conflit avec un peu plus de recul que les autres, se limitant à étudier les divers scénarios à l'horizon impliquant l'Espagne. Gamelin, chef d'État-Major des Forces armées, n'avait guère d'intérêt pour cette question et préférait concentrer ses réflexions sur le problème rhénan ou d'une hypothétique guerre directe avec l'Allemagne. Dans ces circonstances, l'Espagne était d'intérêt pour les militaires dans la mesure où ceux-ci la regardaient comme étant un possible nouveau front fasciste contre l'Hexagone. Cependant, comme les archives militaires le démontrent, les dirigeants de l'armée cherchent à se préparer en conséquence d'une victoire franquiste ou républicaine, mais refusent d'envisager une participation française dans le destin des Espagnols. Autrement dit, l'Armée s'effacera du sujet et laissera les civils débattre autour de celui-ci.

Les militaires discutent que très peu de la Guerre d'Espagne. « On a peu d'éléments d'information sur l'état d'esprit de l'armée de terre, sinon qu'elle subissait l'emprise du maréchal Pétain, qui allait devenir ambassadeur auprès de Franco, et du général Weygand, réactionnaire musclé.⁹⁸ » Cela ne va pas jusqu'à dire que l'armée n'a aucun intérêt pour la Guerre d'Espagne. Morel, le chargé d'affaires militaires de

⁹⁸ J. Lacouture, *op. cit.*, p.346.

l'ambassade française en Espagne, rapportera de précieux témoignages pour décrire la nature des combats et des enjeux qu'ils laissent entrevoir pour l'avenir. Daladier est certes confus en ce qui a trait au conflit espagnol et préfère consacrer ses énergies au programme de réarmement. Ensuite, l'état-major des forces armées étudie certes ce qui se passe sur le terrain et les perspectives qu'une victoire franquiste pose pour la France, mais il est également conscient des faiblesses de l'Espagne détruite par la guerre. Ainsi, l'Espagne ne sera perçue comme étant un véritable problème pour la sécurité de la France.

3.11 Le manque d'influence et d'initiative de l'EMA

L'état-major français n'a pas été le plus énergique dans ses interventions au sujet de la Guerre d'Espagne, ne serait-ce que pour mentionner le manque patent de possibilités d'interventions de la puissance française si elle était comparée à celle de l'Allemagne. Toujours convaincu que la stratégie défensive est la meilleure, l'EMA regarde la situation de l'Espagne en constatant que la France perd du terrain et qu'elle doit ralentir ce phénomène. Face à la Guerre d'Espagne, la première intervention de Gamelin est celle-ci :

En présence de cet accroissement redoutable de la force allemande d'une part, et de cette précarité des appuis internationaux d'autre part, le moment est venu pour la France, si elle veut assurer sa défense et continuer à tenir son rang en Europe, d'apporter sans retard à son système militaire le maximum de renforcement compatible avec les ressources de la Nation⁹⁹.

L'évolution de la situation en Espagne fera prendre conscience graduellement des problèmes qu'elle entraîne à l'Armée française et à son ravitaillement. Cependant, elle n'est aucunement présente dans le débat autour de la non-intervention

⁹⁹ SHAT, 1N36, *Note secrète du 11 octobre 1936 par le Général Gamelin au ministre de la Défense.*

car Blum n'a jamais évoqué la possibilité d'envoyer des troupes françaises en Espagne avant 1938 (l'aide ne se voulait que matérielle). L'Armée fait état de ses constats, mais seulement lorsque la guerre est déjà bien enclenchée et que la non-intervention semble bien huilée. En fait, ce n'est qu'à partir de 1937 que l'armée commence à voir les répercussions de la guerre sur ses activités.

Du fait des événements d'Espagne, les industries de la Défense nationale se sont trouvées privées à la fin de 1936 des hématites nécessaires pour la production des aciers spéciaux et des pyrites, matière première de la fabrication de l'acide sulfurique lui-même indispensable à la fabrication des explosifs¹⁰⁰.

Elle mettra aussi en évidence le problème méditerranéen qui se développe avec la présence de l'Axe en Espagne.

L'Allemagne demeure l'adversaire principal. Mais son étroite collusion avec l'Italie et l'importance de la Méditerranée pour les deux groupes de belligérants conduisent à envisager l'extension des hostilités, dès le début d'un conflit, aux régions méditerranéennes et circum-méditerranéenne (il est ajouté entre parenthèses) « dans ce cadre, l'importance que représente le maintien de la neutralité espagnole, aujourd'hui en doute¹⁰¹.

3.12 Les relations tendues entre militaires et gouvernants

Militaires et politiciens français ont toujours entretenu de tensions entre eux, surtout depuis l'avènement de la III^e République. Bien qu'elle représente toujours une armée de masse en 1936, l'Armée française trouvait ses officiers et ses cadres supérieurs dans les castes relativement élevées de la société française. Peu de militaires avaient tendance à se rapprocher de la gauche politique. Henri Morel

¹⁰⁰ SHAT 6N389, *Audition du ministre de la Défense nationale et de la guerre par la sous-commission sénatoriale de contrôle des dépenses engagées dans la défense nationale le 7 décembre 1937 à 15h30.*

¹⁰¹ SHAT, 2N24, *Séance du Comité permanent de la Défense le 8 décembre 1937.*

représentait parfaitement le typique technocrate de l'Armée terrestre de France lorsque débuta la Guerre d'Espagne. Arrivé des rangs de l'Action française, l'homme ne cachait pas ses affinités avec les idées monarchistes.

Pourtant, Morel indique rapidement aux politiciens que la lutte qui vient de débiter en Espagne ne peut avoir que des effets pervers à l'égard de la France. Il soutient que la crise en Espagne peut, en 1936, avoir des répercussions plus importantes que prévu, étant donné que la présence allemande en Espagne (certifié depuis août 1936) se fait discrètement, par l'achat de mines et de contrats d'exploitation économique, ce qui n'affecte que très peu le sentiment national espagnol.

La crainte vient de l'Allemagne car elle demande des choses beaucoup plus subtiles, portant moins d'atteintes au prestige national de l'Espagne [...] L'hitlérisme est plus lointain, plus étranger que le fascisme. On aura pour lui une admiration plus longue parce qu'on le connaît moins et qu'on ne cherche pas à l'imiter¹⁰².

Par contre, la sympathie que Morel éprouve pour la République espagnole n'est que de circonstance. Conscient que le gouvernement républicain espagnol ne peut qu'être sympathique à l'égard du gouvernement français¹⁰³, Morel s'en tient à consentir un appui aux Républicains car ils sont de nature à appuyer traditionnellement la France. La présence économique de l'Allemagne sur la péninsule fait craindre le pire à l'attaché militaire français, ce qui caractérise ses réflexions à l'égard de la Guerre d'Espagne entre 1936 et 1938.

Si Blum ne cache toujours pas ses intentions d'aider la République espagnole du mieux qu'il le puisse, sa deuxième nomination au poste de Premier ministre lui cause de sérieux problèmes. Le rappel de Morel le 18 mars est précédé d'une semaine à peine de l'*Anschluss*, de la mise en pratique de pressions allemandes à

¹⁰² SHAT, 7N2754, EMA, communiqué de l'attaché militaire français au Premier ministre de France, 26 septembre 1936.

¹⁰³ *Ibid.*

l'égard de la Tchécoslovaquie, et d'une demande formelle d'aide de la France venant du Premier ministre espagnol Juan Negrin. Blum doit maintenant faire face à des conditions encore plus difficiles qu'en 1936. Non seulement doit-il assumer la présence de l'Axe au sud des Pyrénées, il doit maintenant composer avec une situation de plus en plus explosive en Europe de l'Est. Les mots de l'attaché militaire ne sont pas sans échos. Au courant d'une réunion du Comité de la Défense nationale en mars 1938, Gamelin, chef d'État-major de l'Armée de terre, approuve l'idée de mobiliser les forces françaises dans le but de rétablir une situation avantageuse pour la France en Espagne¹⁰⁴. Cette déclaration démontre à quel point il n'y a plus de consistance dans le discours du Premier ministre français. Alors que Gamelin se décide enfin d'approuver l'idée d'une intervention militaire en Espagne (seul moyen de contrer les ardeurs allemandes après les événements d'Autriche), Blum choisit finalement l'option de la non-intervention alors qu'il la dénigrait avant de perdre le pouvoir pour la première fois en 1937. Blum lui-même évoquait la possibilité d'une intervention française en 1937, option alors rejetée par Gamelin sous prétexte que la France ne comptait pas sur autant de forces de couverture aussi impressionnantes que celles de l'Allemagne¹⁰⁵.

Blum démontre donc une certaine évolution dans son attitude à l'égard de l'Espagne, mais lorsque ses militaires se disent prêts à agir, le problème tchécoslovaque remet l'Europe de l'Est au centre des préoccupations françaises, forçant Blum à ignorer à nouveau les demandes du gouvernement républicain en Espagne. Pas même Morel, pourtant considéré comme étant de la faction conservatrice des hauts placés de la France impliquée dans la guerre en Espagne, ne fut capable de convaincre le Premier ministre du bien-fondé d'une action concrète pour la République. Alors que l'Allemagne parvient, en 1936, à détourner l'attention

¹⁰⁴ SHAT, 2N 25, comité permanent de la Défense nationale, procès-verbal de la séance du 15 mars 1938.

¹⁰⁵ AN, F/15/147, P-V de la commission des affaires étrangères, séance du 14 janvier 1937.

française en direction de la Méditerranée, permettant à ses stratèges de diviser l'Europe de l'Est, elle détourne l'attention française, en 1938, de nouveau vers l'Europe de l'Est, ruinant ainsi toute possibilité de l'Armée française d'agir en Espagne. Les failles de la non-intervention étaient exposées au maximum après l'Anschluss.

L'Armée semblait désabusée face à la Guerre d'Espagne, comme si elle devenait un conflit ingérable pour ses forces. Il y avait certainement des plans d'intervention pour détruire des installations de l'Axe en Espagne (si le scénario devenait réalité), mais pouvait-elle vraiment penser faire contrepoids alors qu'elle n'était même pas parvenue à répliquer à la remilitarisation de la Rhénanie? Peu importe les rapports que Morel pouvait envoyer à ses supérieurs, il semble que celui-ci était définitivement ignoré comme nous allons le constater.

3.13 Morel et sa passion pour la cause républicaine

Morel était un homme de carrière militaire réputé pour être conservateur. Il était en fait membre de l'Action française. Cependant, il appuiera rapidement la cause républicaine lorsqu'il arrivera en Espagne. De par leur courage et leur sincérité dans leur lutte, Morel jugera que la cause du bien se trouve dans les combattants de la République. Lorsque la bataille Madrid bat son plein durant les mois de novembre et décembre 1936, il décrit Miaja, le général républicain en charge de la défense de Madrid, comme étant « [...] un gros homme, calme et malin qui ne perd pas la tête. Les circonstances l'ont amené à défendre Madrid : il a pesé avec flegme et les difficultés de la tâche et les risques plus grands pour lui qu'il avait à ne pas la remplir.

Peut-être n'a-t-il jamais espéré : mais il n'a jamais désespéré.¹⁰⁶ » Près des hautes sphères du pouvoir républicain, Morel était capable de discerner les hommes de confiance de ce gouvernement comme Miaja. Par contre, il était présent sur le terrain de plusieurs grandes batailles de la Guerre civile. Cette expérience l'a amené également à respecter profondément les miliciens et soldats de la République espagnole.

D'un côté, des gens qui savent pourquoi ils combattent et meurent : ils sont ridicules, ils ont des hauts et des bas; ils peuvent s'effondrer. Mais tout de même, il y a parmi eux quelques guérilleros héroïques, quelques ouvriers qui acceptent de mourir pour une liberté peut-être illusoire. De l'autre côté, une armée où seuls les officiers savent ce qu'ils veulent et pour quoi ils combattent¹⁰⁷.

L'attaché militaire français en Espagne avait donc un penchant clair pour la République. Cela se faisait pourtant à l'encontre de sa propre rhétorique personnelle en ce qui a trait à la politique française. En effet, comme pratiquement tous les membres de l'Action française, Morel était attaché à la cause royaliste. Il a d'ailleurs dit à Blum, le 13 mars 1938 : « Monsieur le président du Conseil, je n'ai qu'un mot à vous dire, un roi de France ferait la guerre.¹⁰⁸ » Déçu de l'attitude défaitiste et craintive de son gouvernement, Morel représentait en fait une sorte d'influence nationaliste dans les actions internationales. Appuyant la cause républicaine, il le faisait quand même parce que la République espagnole était un meilleur allié permanent dans la Péninsule ibérique.

En dehors des sympathies naturelles d'ordre politique et social que la France pouvait avoir pour un gouvernement analogue au sien et pour une

¹⁰⁶ SHAT, 7N2755, EMA – Espagne, rapports de l'attaché militaire français au Ministre de la Défense, 18 décembre 1936.

¹⁰⁷ SHAT, 7N2754, EMA – Espagne, rapports de l'attaché militaire français au Ministre de la Défense, 31 juillet 1936.

¹⁰⁸ Charles Serre, *Commission d'enquête parlementaire, rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, Assemblée nationale n°2344, t. 1, 1947, Paris, Imprimerie nationale, p. 253-254.

organisation sociale tendant à se rapprocher de sa propre organisation, par le développement progressif d'une classe moyenne urbain et paysanne, il était évident, dès le début de la crise, que le groupement actuel des Puissances en Europe chercherait à s'affirmer dans le plan de la guerre civile espagnole et que les sympathies d'origines doctrinaires ne feraient que couvrir des luttes internationales d'intérêts¹⁰⁹.

Ce qui est ironique dans cette remarque, c'est que Morel constate déjà l'internationalisation de la Guerre d'Espagne alors que la lutte interne en France se fait autour d'une rivalité de plus en plus axée dans la typique dualité gauche droite. Morel se positionnait déjà au-dessus de ce conflit interne, jugeant que la cause française était définitivement celle du progrès de la classe moyenne, qu'elle soit à gauche ou à droite du parlement.

Malgré cette difficulté à être témoin des événements sans pouvoir même tenter de changer les perspectives des suites de la guerre, l'attaché militaire français est quand même resté fidèle au poste, travaillant davantage à partir de 1937 sur les rapports d'ordres techniques et militaires. Les récits témoignent davantage de la situation des combats comme dans les périphéries madrilènes (Jarama, Guadalajara, Brunete) ou les opérations républicaines (Teruel notamment). Sans doute est-ce pour cela qu'il ne voyait aucune difficulté à mettre de la pression sur les franquistes. Selon lui, la rébellion avait certes un penchant fascisant, brandissant le bras et scandant les « *Viva la Muerte.*¹¹⁰ » Cependant, il n'y voyait pas signe d'une alliance permanente

¹⁰⁹ SHAT, 7N2754, *op. cit.*, 26 septembre 1936.

¹¹⁰ Guy Hermet, *La Guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p.185. Célèbre déclaration de Millan Astray, officier de la rébellion borgne et manchot qu'Unamuno, célèbre recteur de l'Université de Salamanca, rabroua en déclarant : « Il y a des circonstances où se taire est mentir. Je viens d'entendre un cri morbide et dénué de sens : vive la mort ! Ce paradoxe barbare est pour moi répugnant. Le général Millan Astray est un infirme. Ce n'est pas discourtois. Cervantes l'était aussi. Malheureusement, il y a aujourd'hui, en Espagne, beaucoup trop d'infirmes. Je souffre à la pensée que le général Millan Astray pourrait fixer les bases d'une psychologie de masse. Un infirme qui n'a pas la grandeur spirituelle d'un Cervantes recherche habituellement son soulagement dans les mutilations qu'il peut faire subir autour de lui. Vous vaincrez, parce que vous possédez plus de force brutale qu'il ne vous en faut. Mais vous ne convaincrez pas. Car, pour convaincre, il faudrait que vous persuadiez. Or,

avec le camp fasciste. Il voyait un Franco inspiré par la force du Reich et l'idéologie de l'Italie, mais sa rhétorique demeurait avant tout axée sur le passé de l'Espagne, déterminant son idéologie dans une variante plus conservatrice et catholique de l'autoritarisme. « Les militaires ne seront donc pas longtemps, semble-t-il attiré vers l'Italie et vers l'Allemagne par des sympathies idéologiques : ils admireront l'ordre où vivent ces pays, la discipline qui y règne, mais il répugneront aux conditions de cet ordre et de cette discipline et au prix dont il les faut payer.¹¹¹ »

C'est peut-être sur l'étude du camp nationaliste qu'il a également décidé de consacrer son travail. D'ailleurs, il répétera plusieurs fois que les franquistes seraient certainement des amis (et non pas alliés) du Reich, car celui-ci assurait une force militaire de taille au nord de la France. « Il s'impose au respect de l'Armée espagnole par la puissance de la force guerrière qu'il a créée, parce que cette force guerrière tient en respect la force militaire française, parce qu'il est l'allié dans le dos du voisin que chaque État souhaite.¹¹² » Cependant, il prétendra à quelques reprises que la rébellion, si elle remportait la guerre, ne serait pas une menace pour la France.

Une dictature espagnole sera pour longtemps absorbée par ses préoccupations de politique intérieure. Elle aura à se défendre sans cesse contre une fermentation populaire qu'elle n'arrivera pas à supprimer. Engager l'Espagne dans une politique active contre la France serait de sa part une folie¹¹³.

S'il n'a pas vu le côté docile des Espagnols en temps de défaite et d'épuisement (l'Espagne s'est rapidement pacifiée après la victoire de Franco), il a quand même vu que ses dirigeants (réactionnaires ou révolutionnaires) n'étaient pas assez suicidaires pour se lancer dans un assaut contre la France une fois la guerre civile terminée. Tout de même, il est ironique de constater qu'un officier français ait vu dans le peuple

pour persuader, il vous faudrait avoir ce qui vous manque : la Raison et le Droit dans la lutte. Je considère comme inutile de vous exhorter à penser à l'égard de l'Espagne ».

¹¹¹ SHAT, 7N2754, *op. cit.*

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Ibid.*

espagnol un bouillonnement idéologique constant. L'Histoire prouve d'ailleurs le contraire. Par exemple, l'intervention française dans la péninsule en 1820 (opération dont le but était d'écraser un soulèvement anarcholibéral) a rapidement rétabli l'autorité monarchiste, comme Ferdinand IV l'avait également fait après sa victoire sur les forces de l'empereur Napoléon en 1813. Néanmoins, les communiqués de cette nature ont probablement rassuré le ministre de la Défense qui émettait sans doute ces commentaires aux Conseils de ministres.

L'évolution de la situation sur le terrain guidera les commentaires de l'attaché militaire. Beaucoup de ses télégrammes ont comme objectif de dénoncer les atrocités se produisant des deux côtés de la ligne de front. C'est à partir de novembre 1936 qu'il épousera la cause républicaine. Il deviendra un partisan des Républicains en raison de sa rencontre avec le Général Miaja, de la détermination des milices républicaines et de l'appui de l'Axe aux Nationalistes. Par contre, la réalité des événements, la poussée de plus en plus évidente des rebelles le persuadait sans doute de travailler dans l'accomplissement d'un hypothétique cessez-le-feu. Il voit d'ailleurs certains faits et gestes des deux camps une raison de l'intensification des hostilités qui pouvaient cesser d'une façon pourtant simple. « Il ne faudrait sans doute pas pousser beaucoup M. Prieto pour lui faire dire que Madrid menacé vaut bien une messe. De l'autre côté, il faudrait aussi que les Politiques l'emportent sur les Croisés. Restera dans les deux camps à se défaire des fanatiques et surtout des créanciers.¹¹⁴ » D'après l'attitude des Politiques français, il ne semble pas que les mots de Morel aient trouvé échos dans les sphères de pouvoir de la France. L'activité diplomatique française entre 1936 et 1938, moments où la guerre civile est encore un enjeu majeur, la France ne travaille pas à rapprocher les deux camps en vue d'un cessez-le-feu. Sans doute est-ce par défaitisme? Ou encore, était-ce parce que la

¹¹⁴ SHAT, 7N2755, *Le lieutenant-colonel Morel, attaché militaire auprès de l'ambassade de France en Espagne, à Monsieur le ministre de la Défense nationale et de la Guerre. Rapport au sujet des conséquences politiques des récents succès militaires des gouvernementaux, 12 avril 1937.*

France avait déjà choisi le camp de la légalité et accepter de traiter aurait signifié un autre geste de soumission aux dictats des fascistes? Peu importe la raison, Morel était sans doute la personnalité militaire la plus importante de la France en ce qui a trait à la guerre civile espagnole et il semble que ses rapports n'aient pas vraiment exercé d'influence sur les décisions des Politiques.

Morel démontre que les militaires n'ont pas vraiment exercé une influence réelle sur l'enjeu espagnol et sans doute l'EMA n'avait-il aucun intérêt à l'égard du conflit. La France n'a d'ailleurs pas réorienté ses forces terrestres et aériennes en fonction d'une victoire franquiste et s'est empressée de reconnaître le gouvernement de Burgos avant même que Madrid ne tombe en 1939. Si la France ne voulait pas faire geste de soumission aux dictats, sa décision de 1939 n'aide pas son plaidoyer.

Si les pistes nous indiquent d'où pouvait provenir la non-intervention, elle ne nous donne pas de nom formel ou officiel. En fait, cette partie du travail démontre bel et bien que la non-intervention est une création des hommes politiques de la France. Cependant, ce n'est avec aucune certitude qu'il peut être émis comme hypothèse que la non-intervention est le produit de réflexions de Léon Blum. Pas plus que l'on ne peut supposer que la non-intervention était une affaire britannique. La non-intervention, pur produit de la politique étrangère française, était un plan bâclé et conçu en fonction d'intérêts intérieurs français : assurer l'unité projetée par le Front Populaire et le progrès social provoqué par le programme intérieur de celui-ci. Radicaux et cadres de la diplomatie française sont davantage unis en 1936 en raison d'une méfiance de plus en plus forte à l'égard des idées d'extrême gauche et Blum apparaît (en se montrant interventionniste initialement) comme un adhérent de cette tendance. La mise sur pied d'une opposition « radicale » autour de ces cercles politiques français était une réaction défensive faite en fonction d'intérêts français et non britanniques. Autrement dit, il y a polarisation des idées en France avec l'élection du Front Populaire et le centre penche plus vers la droite en fonction de ce

fait. En conséquence, les radicaux préfèrent choisir la Grande-Bretagne que la Russie et le prix de ce choix est l'Espagne. Un fait frappant appuyant cette thèse est que malgré les dommages irréparables causés aux relations franco-italiennes (et que les Britanniques traitent unilatéralement avec Mussolini), les radicaux préfèrent chercher un terrain d'entente avec le Duce et non Staline. Dans un contexte où les Britanniques ont déjà témoigné à multiples reprises en faveur de l'unilatéralisme depuis l'élection d'Hitler, un tel choix relevait de l'idéologie et non d'intérêts directs de la France. Le choix des Radicaux et du Quai d'Orsay était donc idéologique.

3.14 Conclusion

La lumière étant faite autour de la dualité des pouvoirs en France en ce qui a trait au processus décisionnel en politique étrangère en 1936, il devient plus évident que le rôle de l'influence britannique fut indirect, c'est-à-dire qu'il était intrinsèquement lié à l'attitude de plusieurs personnages influents dans le gouvernement et l'État français. Sans leur apport, et sans leur désir de tenir la ligne du briandisme devant le courant plus indépendant au sein de la SFIO, il aurait été impossible de juger la Grande-Bretagne comme étant déterminante dans le calcul politique de Léon Blum. Alexis Léger a su persuader la majorité du cabinet du Premier ministre qu'il ne pouvait être question d'intervention en Espagne sans faire tomber son gouvernement. De plus, le manque de volonté de la part des décideurs militaires français quant à la possibilité de contrer la percée « nationaliste » en Espagne aura également eu un effet néfaste sur les ardeurs interventionnistes de Blum et d'une partie de son cabinet, notamment Pierre Côt (ministre de l'Air). Face à une opposition aussi importante et influente au sein même de la France, le Premier ministre s'est donc résolu à appuyer la non-intervention et même de la juger

favorablement à ses débuts, car il la croyait sans doute comme étant un mal pour un bien. En fait, la démarche de Blum peut se suivre comme tel :

1- Dès les débuts des hostilités en Espagne (18 juillet 1936), le chef du gouvernement français approuve l'idée d'une aide directe à la République espagnole en constatant la gravité et la force du putsch de droite.

2- Il renonce à son initiative à partir du 25 juillet en revenant de la conférence de Londres, et publie un communiqué pour faire savoir qu'il n'entend aucunement fournir du matériel de guerre à la République espagnole.

3- Suivant les incidents d'avions italiens en AFN (fin juillet-début août), il revient sur sa décision en constatant que les insurgés profitent d'une aide matérielle fournie par l'Italie. Sans doute est-ce pour faire pression sur l'Allemagne et l'Italie pour que leurs dirigeants ne se rangent derrière la non-intervention?

4- Le 9 août, il décide de ne plus attendre la réponse des deux dictateurs et annonce qu'il retourne irrévocablement dans la non-intervention.

C'est avec l'évidence de l'appui fournie par l'Axe que Blum va déchanter à l'égard de sa politique espagnole. Cependant, dans un contexte où elle était déjà très bien implantée et qu'elle était maintenant une convention internationale dont la France n'était plus la seule maîtresse, il devenait trop difficile de revenir en arrière et de reprendre une initiative plus belligérante. Finalement, les enjeux internationaux changeant d'une minute à l'autre dans un contexte aussi bouillonnant que celui de 1936 ont également eu raison de la volonté de Blum de tenir la Guerre d'Espagne comme étant un enjeu majeur. Le conflit devenait, ce qui empêchait définitivement un changement de politique de la part de son gouvernement. De plus, il serait pertinent de considérer que, malgré les effets négatifs que la guerre civile pose sur la

société française de plus en plus polarisée, les hostilités en Espagne ont permis de calmer les ardeurs provenant des deux camps pendant un certain temps. La non-intervention aurait donc été bénéfique selon Blum car elle empêcha la contamination de l'Europe par ce conflit. Dans ces circonstances, deux grands motifs semblent se démarquer des autres enjeux pour expliquer la neutralité de Blum à l'égard de la Guerre d'Espagne :

1- Avec la montée de l'opposition de la presse et d'une bonne partie de son cabinet, il devenait de plus en plus évident que son gouvernement était menacé de se dissoudre pour une question internationale alors que son mandat était avant tout social.

2- Les risques initiaux qu'une participation française au conflit ne brusque l'Allemagne et l'Italie pouvaient provoquer une contamination de l'Europe par le conflit espagnol. Dans un contexte où la France veut mener à terme ses réformes sociales et éviter le fléau le plus redouté pour sa population devenu très pacifiste depuis 1919 (la guerre), les considérations d'être seuls ou pas dans ce conflit importaient peu à Blum. Ce qui importait, c'est qu'il y avait bel et bien menace d'une extension du conflit. Avec ou sans le concours de la Grande-Bretagne, le scénario était inacceptable¹¹⁵.

Il semble que les éléments potentiellement instables de la France furent les véritables vecteurs de la décision de la non-intervention. Premièrement, le manque de stabilité de la coalition gouvernement et son hétérogénéité politique amenaient plusieurs membres importants du cabinet de Blum à se méfier l'un de l'autre. Si la SFIO semblait en mesure de faire bon ménage avec les radicaux et les communistes, ce n'était pas le cas avec les membres du centre de l'échiquier politique. Radicaux et communistes nourrissaient une profonde méfiance réciproque et tout geste

¹¹⁵ Pierre Renouvin et René Rémond, *op. cit.*, p.340-341.

« belliqueux » de la part de Blum pouvait lui attirer les foudres des premiers alors que toute action « neutraliste » provoquait les mêmes effets en provenance de l'extrême gauche. Ensuite, la menace d'une guerre générale en Europe pouvait également contribuer à faire pencher la balance en faveur de la non-intervention. Avec ou sans l'accord de la Grande-Bretagne, une guerre était à éviter pour Blum et il semble qu'il ait cru que son plan avait été bénéfique au départ de serait-ce que pour ce fait.

CONCLUSION

L'étude de la politique étrangère du gouvernement de Léon Blum face à la Guerre d'Espagne par les archives françaises témoigne de l'ampleur des problèmes stratégiques et politiques que le conflit espagnol causait à la France. Cependant, elle témoigne davantage du fait que la non-intervention était bel et bien le fruit de réflexions et de travaux accomplis à l'intérieur de l'appareil politique et administratif français. Alors que la majorité de la communauté historique semble pencher en faveur de la thèse soutenant que les Britanniques auraient exercé une pression sur le gouvernement du Front Populaire, il semble que les archives françaises prouvent le contraire.

S'il est vrai que l'influence britannique au sein des sphères de pouvoir de la France était bien évidente en 1936, il n'en demeure pas moins que la France avait sa propre logique dans les affaires européennes et que celle-ci s'était montrée disposée à traiter ces problèmes stratégiques avec un autre partenaire que la Grande-Bretagne. La création du Front Populaire est en effet le premier résultat d'une telle dynamique tout comme le rapprochement franco-soviétique s'entamant en 1934. À l'égard de l'Espagne, le constat de l'indépendance dans l'action de la France est évident. Initialement (et sans consulter le Foreign Office), la diplomatie française s'était affairée à acheminer une aide directe à la République espagnole. La suite des événements démontre certes une pression exercée par la Grande-Bretagne, mais elle n'assure aucunement que ce fut le gouvernement britannique qui fit reculer le gouvernement de Blum. Malgré les réserves émises par les dirigeants britanniques entre le 22 et 25 juillet 1936, Blum semblait poursuivre son objectif d'aider l'Espagne sœur. Par contre, les pressions exercées au sein du cabinet ministériel et du Quai d'Orsay suite à la conférence internationale de Londres semblent avoir joué un rôle

déterminant. Blum recule seulement après des discussions avec des membres influents de son gouvernement. C'est également après avoir ignoré les réserves émises par ses partenaires britanniques qu'il décide de reculer. Désormais, il faut davantage considérer que ce sont Yvon Delbos, Édouard Daladier et Alexis Léger qui furent les véritables forces ayant provoqué le changement de cap de Léon Blum.

Devant une telle machine politique s'opposant à son projet, le dirigeant français n'aura eu d'autre choix que de marcher avec les membres radicaux de son cabinet. La survie de son gouvernement, le désir de régler les problèmes de sécurité avec l'Allemagne et le courant pacifiste au sein de la société française furent tous des motifs trop importants pour être ignorés. Dans ces conditions, le retrait et la neutralité étaient le seul choix possible si Blum voulait continuer de gouverner. De plus, les forces armées françaises ne démontraient aucun intérêt véritable pour le conflit ibérique, rendant futile toute possibilité de faire pression auprès de ses chefs. D'ailleurs, la stratégie défensive et désuète de l'armée de Terre rendait impossible quelque intervention directe de celle-ci sur le sol espagnol. En conséquence, devrait-il être conclu que ce sont les peurs traditionnelles des Français qui les poussent vers la neutralité? C'est le cas dans la mesure où plusieurs décideurs politiques français de première importance jugeaient la situation ainsi. Cependant, ce n'était pas le cas de Blum et les pressions « probritanniques » ne se firent qu'indirectement à son égard par l'entremise de plusieurs personnalités menaçant de faire tomber son gouvernement. Par contre, ces voix étaient associées à d'autres s'opposant à toute intervention pour empêcher un conflit européen d'éclater. Sans celles-ci, Blum aurait sans doute agi malgré le refus britannique de suivre la démarche française. Plusieurs faits démontrent d'ailleurs que la diplomatie française était disposée à garantir sa sécurité sans le consentement des Britanniques et ce même dans des circonstances où les deux concernés entretenaient de plus étroites relations qu'en 1936. La Conférence navale de Londres de 1930 ainsi que la ratification d'un protocole défensif avec l'URSS témoignent de ce fait. De plus, Blum s'était

certainement montré apte à régler les contentieux avec l'Italie et la Grande-Bretagne. Il le faisait comme partenaire, mais seulement dans des circonstances où Paris et Londres y voyaient des possibilités d'assurance pour leur sécurité respective et non collective. En ce qui a trait à la Guerre d'Espagne, il semble que ce fut la même dynamique qui provoqua la neutralité française.

Ce sont donc ces problèmes structurels qui forcèrent l'effondrement des plans initiaux de Léon Blum. Par contre, ce dernier aurait certainement pu jouir d'une meilleure influence s'il avait disposé d'un véritable programme diplomatique. Malheureusement pour lui, le Front Populaire avait mis l'accent sur un programme essentiellement intérieur visant à barrer la route au fascisme. Ironiquement, cette lutte contre le fascisme s'avérera futile en France (où le fascisme n'avait pas vraiment d'assises importantes) alors qu'elle permettra aux forces réactionnaires espagnoles de bénéficier de l'appui des États se revendiquant de cette idéologie. Pis encore, cette décision forcera l'URSS stalinienne de jouer la carte allemande pour assurer sa sécurité (les démocraties occidentales se prouvent inefficaces pour faire face aux problèmes liés à la montée du fascisme en Europe). Ainsi, la non-intervention sonnait le glas de deux pans entiers de la politique française : la sécurité collective et la lutte antifasciste. En effet, on peut se demander si la non-intervention fut l'aboutissement d'une longue série d'échecs et de revers diplomatiques français commencée depuis l'ascension d'Hitler à la tête de l'État allemand. S'il était jugé possible entre 1926 et 1936 de régler les différends entre les démocraties occidentales et les puissances autoritaires en Europe, la Guerre d'Espagne et ses suites témoignent d'un échec patent de la stratégie de la concertation. D'une part, le gouvernement français se démontra incapable de respecter ses engagements hérités de la sécurité collective (ententes commerciales et militaires avec l'Espagne républicaines) et de la collaboration diplomatique avec le gouvernement britannique. En effet, si la crise de Munich est maintenant reconnue comme étant un règlement bâclé et désastreux pour la paix en Europe, il en est davantage vrai pour la non-intervention. S'il était jugé par

plusieurs que la crise rhénane fut provoquée par un manquement au respect de la souveraineté allemande, le refus d'aider la République espagnole représentait également ce fait en léguant la survie d'un gouvernement ami entre les mains de l'URSS et des puissances autoritaires. Le refus français d'aider son allié espagnol était donc le premier signe que la France était incapable de tenir ses engagements sur la sécurité collective. Cela provoquera après 1936 l'effondrement du système de sécurité français en Europe et rendra Paris plus que jamais dépendante des bonnes grâces britanniques.

Par contre, Blum avait également démontré son intention d'agir de façon unilatérale comme les Britanniques s'étaient montrés disposés à le faire. S'il a accepté au printemps de 1936 de mettre fin aux sanctions imposées à l'Italie pour sa conquête de l'Éthiopie, il se refusait quand même de reconnaître la situation de fait et s'engageait à traiter directement avec l'Italie que pour empêcher celle-ci d'être irrémédiablement alliée à l'Allemagne nazie. Autrement dit, Blum cherchait à faire de l'Italie ce que la France était devenue pour la Grande-Bretagne : un partenaire agissant dans l'indépendance. S'il voyait que l'Italie se rapprochait de l'Allemagne, l'objectif était de la distancer bien assez pour qu'elle ne soit pas une alliée inconditionnelle de Berlin. Cela confirme que Blum avait certes de l'attachement pour la Sécurité collective, mais qu'il était également conscient de son échec. Le réarmement français arrivera en réponse à cet état de fait.

Il peut donc être jugé que l'hypothèse initiale de ce travail (c'est-à-dire que le gouvernement français n'est pas intervenu en Espagne pour des raisons essentiellement intérieures) est véridique. D'une part, rien ne démontre que Blum est revenu de Londres avec une toute nouvelle perspective de la Guerre civile espagnole alors que d'autre part il est pertinent de juger que l'opposition interne fut la véritable force ayant provoqué un revirement de ce dernier en faveur de la neutralité.

Toutefois, il serait intéressant d'étudier dans quelle mesure la non-intervention fut un désastre pour la démocratie européenne. Évidemment, s'il est jugé que celle-ci

fut la source de l'effondrement de la démocratie espagnole, elle pourrait également être reconnue comme s'étant prouvée un vecteur de la victoire alliée dans la Méditerranée entre 1940 et 1943. Effectivement, le fait que le régime franquiste se soit retranché dans la neutralité pendant la Seconde Guerre mondiale aurait peut-être eu un impact décisif sur le cours des opérations en Méditerranée. Pour expliquer une telle hypothèse, il faut se questionner sur les possibilités qu'Hitler aurait épargné la République comme il l'avait fait pour le régime phalangiste. Dans les circonstances où la République espagnole était de plus en plus vassalisée par le Parti communiste, il aurait été fort douteux que l'Allemagne nazie n'épargne l'Espagne d'une intervention musclée pour prendre le contrôle de Gibraltar. Ainsi, quelque chose de positif peut ressortir de la non-intervention en Espagne si l'on tient moyennement compte de l'esprit pragmatique des décideurs politiques occidentaux en général. Il semble que cela fut bénéfique pour la Grande-Bretagne qui garda un contrôle indéfectible de la Méditerranée entre 1940 et 1943, lui permettant ainsi de faire la guerre à outrance contre les forces de l'Axe en Afrique du Nord durant cette même période. Étudiée ainsi, la non-intervention en Espagne semble démontrer qu'elle fut bénéfique pour les Alliés en général pendant le dernier conflit mondial. À cet égard, une question demeure cruciale pour comprendre la réaction britannique à l'égard de l'Espagne. Celle-ci, ayant déjà provoqué multiples débats (notamment sur le recul français face à toute intervention directe en Espagne), force la réflexion sur les véritables motifs que les Britanniques avaient pour se refuser tout appui à la République espagnole. Londres sympathisait-elle vraiment avec les insurgés? Si la diplomatie britannique démontrait un véritable dédain pour le régime républicain espagnol, avait-elle vraiment en tête de traiter directement avec un partenaire qui devait davantage à l'Allemagne et l'Italie? Autour de la question espagnole, plusieurs intérêts britanniques demeurent en suspens. Entre les assises stratégiques que procurait le territoire espagnol et les intérêts commerciaux que la Grande-Bretagne avait dans la péninsule ibérique, Londres a-t-elle misé sur celui qu'elle percevait à l'avance

comme gagnant où cherchait-elle simplement à assurer une bonne coopération avec l'Espagne (peu importe qui sortait vainqueur de la guerre civile)? Il existe en fait plusieurs questions en ce qui concerne la position britannique face à la Guerre d'Espagne qui demeurent, à ce jour, en suspens.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Sources primaires

Archives Nationales (AN), F/15/147 « Procès-verbaux des Conseils de Ministres – 1936-1939 ».

Archives Nationales (AN), C « Commission des Affaires Étrangères – Parlement 1939-1940 ».

Archives Nationales (AN), 496 AP « Papiers Daladier ».

Archives du Ministère des Affaires étrangères (MAE), Série Y. « Désarmement 1920-1937 ».

Archives du Ministère des Affaires étrangères (MAE), Série Z. « Europe 1918-1940 ».

Fonds National des Sciences politiques (FNSP), 1DA6 – La Politique extérieure de Blum.

Paris, Assemblée Nationale, Commission d'enquête parlementaire, rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, n°2344, t. 1, 1947, Paris, Imprimerie nationale, p. 253-254.

Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), 1N « Conseil Supérieur de la Guerre ».

Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), 2N « Conseil Supérieur de la Défense Nationale ».

Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), 7N « État-Major Armée, 5^e Bureau ».

Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), 6N « Compte-rendu des Séances du Sénat ».

Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), 27N « Grand Quartier Général, 2^e Bureau »

Publications officielles

France, Ministère des Affaires étrangères, *Documents diplomatiques français 1932-1939*, Paris, Imprimerie Nationale

Allemagne, Ministère des Affaires étrangères, *Documents of German Foreign Policy*, Series D, London, H.M. Stationery Off.

Mémoires et discours

Azaña, Manuel, *Causes de la guerre d'Espagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, 116p.

Bowers, Claude G., *My Mission to Spain* (New York 1954), 273p.

Blum, Léon, *Discours politiques*, Paris, Imprimerie nationale, 1997, 292p.

_____, *Léon Blum ou la politique du juste*, Paris, Laffont, 1955, 222p.

Cot, Pierre, *The Triumph of Treason*, 432p.

_____, *Le Procès de la République*, tome II, Paris, Éditions de la Maison française, 1944, 412p.

Daladier, Édouard, *Défense du pays*, Paris, Flammarion, 1939, 189 p.

Gamelin, Maurice Gustave, *Servir*, Paris, Plon, 1946-1947, 3 vols.

Hull, Cordell, *The Memoirs of Cordell Hull*, London, Oxford University Press, 1962, 2 vols.

Léger, Alexis, *Briand*, Aurora, New York, 1943, 544p.

Paul-Boncour, Joseph, *Entre deux guerres. Souvenirs de la IIIe République*, Paris, Plon, 1945-1946, 3 vols.

Zay, Jean, *Souvenirs et solitude*, Le Roëlx, Éditions Le Talus d'approche, 1987, 489p.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Dreyfus, François G., *Les relations franco-allemandes entre 1933 et 1939, Colloques internationaux du CNRS*, Paris, CNRS, 1976, 424p.

Durand, Yves, *Histoire générale de la Deuxième Guerre mondiale*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997, 988 p.

Frank, Robert, *La hantise du déclin, la France 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Paris, Belin, 1994, 316p.

Guide bibliographique sommaire d'histoire militaire et coloniale française, Paris, Imprimerie Nationale, 1969, p. 265-313.

Kergoat, Jacques, *La France du Front populaire*, Paris, la Découverte, 2003, 413p.

Lachaise, Bernard, *Yvon Delbos*, Périgueux, Éditions Fanlac, 1993, 377p.

Milza, Pierre, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 2002, 236p.

Renouvin, Pierre et René Remond (ed.), *Léon Blum, chef de gouvernement*, Paris, Presse de la Fondation nationales des Sciences politiques, 1981,***

Sagnes, Jean et Sylvie Caucanas (dir.), *Les Français et la Guerre d'Espagne : actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, Centre de Recherche sur les problèmes de la frontière, 1990, 437p.

Thomas, Hugh, *Histoire de la Guerre d'Espagne*, Paris, Laffont, 1961, 710p.

_____, *The Spanish Civil War*, London, 1961, 1115p.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Berstein, Serge et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle 1930-45*, Bruxelles, Complexe, 2003, 400p.

Berstein, Serge, *La France des années 30*, Paris, Armand Colin, 2001, 186 p.

Borne, Dominique et Henri Dubief, *La crise des années 30 (1929-1938)* col. Nouvelle Histoire de la France contemporaine, no. 13, Paris, du Seuil, 1989, 324p.

Buchanan, Tom, *Britain and the Spanish Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 241p.

Doise, Jean et Maurice Vaisse, *Diplomatie et outil militaire 1871-1991*, Paris, Imprimerie Nationale, 1992, 752 p.

Duroselle, Jean-Baptiste, *La décadence : 1932-1939*, Paris, Imprimerie Nationale, 1979, 568 p.

_____, *France and the Nazi threat*, 508p.

Hermet, Guy, *La Guerre d'Espagne*, Paris, du Seuil, 1989, 339p.

Masson, Philippe, *Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours*, Paris, Perrin, 1999, 507 p.

Mayeur, Jean-Marie, *La vie politique sous la Troisième République 1870-1940*, Paris, Éditions du Seuil, 1984, 445 p.

Parinet, Élisabeth, *Une histoire de l'édition à l'époque contemporaine (XIX^e – XX^e siècle)*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, 489 p.

Preston, Paul, *The Great Civil War: European Politics, 1914-1945*, dans *The Oxford History of Contemporary Europe*, ed. Tim Blanning, Oxford, Oxford U.P., 1995, pp. 148-181.

Shirer, William L., *La chute de la troisième république; Une enquête sur la défaite de 1940*, Paris, Éditions Stock, 1970, 1047 p.

Wallace, L. P., et W. C. Askew (ed.), *Power, Public opinion and Diplomacy*, Durham, N.C., 1959, 467 p.

Weber, Eugen, *The Hollow Years : France in the 1930s*, New York, W.W. Norton & Company, 1994, 352 p.

Young, Robert J., *France and the Origins of the Second World War*, New York, St Martin's Press, 1996, 191 p.

OUVRAGES SPÉCIALISÉS

Adamthwaite, Anthony, *Grandeur and Misery : France's bid for power in Europe, 1914-1940*, Londres, Arnold, 1995, 276 p.

Alexander, Martin S., *The Republic in danger : General Maurice Gamelin and the politics of French defence, 1933-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 573 p.

Craig, G. and Felix Gilbert, *The Diplomats 1919-1939*, Princeton University Press, 1953, 2 vols.

Chapman, Guy, *Why France Collapsed*, London, Cassell, 1968, 403 p.

Colton, Joel, *Léon Blum: Humanist in Politics*, New York, 1966, 527p.

Delperrié de Bayac, Jacques, *Histoire du Front Populaire*, Paris, Fayard, 1972, 542p.

Dreifort, John E., *Yvon Delbos at the Quai d'Orsay*, University Press of Kansas, 1977, 273p.

Durand, Yves, *Les causes de la Seconde Guerre mondiale*, Armand Colin, Paris, 1992, 143p.

Du Réau, Élisabeth, *Édouard Daladier 1884-1970*, Paris, Fayard, 1993, 581 p.

- Ferro, Marc, *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette, 1999, 278 p.
- Frank, Robert, *Le prix du réarmement français, 1935-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p.
- Gombin, Richard, *Les socialistes et la guerre. La SFIO et la politique étrangère française entre les deux guerres mondiales*, Paris, Mouton, 1970, 271p.
- Grandmougin, Jean, *Histoire vivante du Front Populaire*, Paris, Laffont, 1966, 512p.
- Greilsammer, Ilan, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996, 611p.
- Ingram, Norman, *The Politics of Dissent : Pacifism in France 1919-1939*, Oxford, Clarendon Press, 1991, 366 p.
- Jackson, Julian, *The Popular Front in France, defending democracy 1934-1938*, New York, Cambridge University Press, 1988, 387p.
- Jackson, Peter, *France and the Nazi menace : intelligence and policy making, 1933-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 446 p.
- Jansen, Sabine, *Pierre Cot, un anti-fasciste radical*, Paris, Fayard, 2002, 680p.
- Joll, James, *Intellectuals in Politics*, London, 1960, 203p.
- Kershaw, Ian et Moshe Lewin, *Stalinism and Nazism. Dictatorships in Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 381 p.
- Lacouture, Jean, *Léon Blum*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, 616 p.
- Le Goyet, Pierre, *Le mystère Gamelin*, Paris, Presses de la Cité, 1975, 380 p.
- Moch, Jules, *Le Front Populaire : grande espérance*. Paris, Perrin, 1971, 408p.
- Preston, Paul and Ann L. Mackenzie (ed.), *The Republic besieged : Spanish Civil War in Spain 1936-1939*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1996, 2 volumes.
- Salerno, Reynolds M., *Vital Crossroads : Mediterranean Origins of the Second World War, 1935-1940*, London, Cornell University Press, 2002, 285p.

Thomas, Martin, *Britain, France and appeasement. Anglo-French relations in the Popular Front era*, Oxford, Berg, 1996, 409p.

Wingate Pike, David, *Les Français et la Guerre d'Espagne (1936-1939)*, PUF, 1975, 467p.

Wolikow, Serge, *Le Front Populaire en France*, Complexe, Bruxelles, 1996, 319 p.

Young, Robert J., *French Foreign Policy 1918-1945. A guide to Research and Research Materials (revised edition)*, Wilmington, Scholarly Resources, 1991, 339p.

_____, *In Command of France : French Foreign Policy and Military Planning, 1933-1940*, Cambridge, Harvard University Press, 1978, 346 p.

ARTICLES SPÉCIALISÉS

Bloch, Charles, « La place de la France dans les différents stades de la politique extérieure du Troisième Reich (1933-1940) », dans *Les relations franco-allemandes 1933-1939*, Paris, CNRS, 1976, p. 15-31.

Carlton, David, "Eden, Blum, and the Origins of Non-Intervention", dans *Contemporary History*, no.9, London, Institute of Contemporary History, 1974, pp. 40 à 55.

Gallagher, M. D., « Léon Blum and the Spanish Civil war », dans *Contemporary History*, no 9, 1974, p.56 à 86.

Laberge, Martin, « Les objectifs français à la Conférence navale de Londres (21 janvier – 22 avril 1930) : « Il faut assurer l'avenir » », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 213, janvier 2004, p.13 à 25.

ARTICLES DE JOURNAUX

Blum, Léon, « L'avenir des relations franco-britanniques », Paris, *Bataille socialiste*, juillet 1938, p.1.

_____, "Interview with Léon Blum", Londres, Daily Telegraph, 18 june 1936, p.16.

_____, « Les initiatives françaises en Espagne, Paris », Le Populaire, 15 octobre 1945, p.10.

Cebrián, Juan Luis, « Para una nueva cultura política, Madrid », El País, 1986. p. 32.

Cot, Pierre, « Ce que fut la non-intervention relâchée », Paris, Le Monde, 21 novembre 1975, p.22.

De Castelnu, Édouard, « L'étendard de la révolte », Paris, L'Écho de Paris, 26 août 1936, p.4.